

étranger

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Moscou et Washington sont sortis mardi 30 septembre de la réserve presque absolue observée depuis le début du conflit irakien par les superpuissances.

M. Brejnev, tout en accusant les Américains de chercher à profiter du conflit, a fait une recommandation de procédure : que l'Irak et l'Iran tentent de régler par la négociation la partie la plus facile de leur différend en laissant le reste à des temps meilleurs.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, s'est entretenu pendant quarante minutes avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Hammadi. C'était la première rencontre américano-irakienne à ce niveau depuis la « guerre de six jours », il y a treize ans.

M. Muskie a souligné l'importance de la région, y compris celle de ses ressources pétrolières pour l'Occident, a déclaré ensuite le porte-parole du département d'Etat. Il a insisté sur notre détermination d'aider à la défense de nos amis et sur notre désir d'éviter une escalade du conflit.

Pour M. Hammadi, « la meilleure chose que

les Etats-Unis puissent faire est de rester soigneusement en dehors du conflit ». Selon les milieux du département d'Etat, cités par l'agence A.P., l'Irak a été informé de cette renonciation et averti que M. Muskie était prêt à rencontrer le représentant iranien à l'ONU.

Le général Zia-ur-Rahman, président du Pakistan, chargé d'une mission de « bonne volonté » par les Etats de la Conférence islamique, doit, en principe, prendre la parole, ce mercredi, à l'Assemblée des Nations unies.

Venant de Bagdad (et précédemment de Téhéran), le général Zia a eu, mardi soir, un entretien de trente minutes avec M. Giscard d'Estaing. Celui-ci, selon le porte-parole de l'Elysée, a « manifesté l'intérêt et l'appui de la France à toute initiative de la Conférence islamique favorisant l'ouverture de négociations ».

Le général Zia a essentiellement informé le président français de ses entretiens de Bagdad et de Téhéran, les dirigeants iraniens se montrant, semble-t-il, particulièrement durs.

M. Barre, répondant, mardi à Strasbourg,

aux questions de parlementaires du Conseil de l'Europe, a déclaré : « Si le conflit irakien reste limité géographiquement et dans le temps, il n'y a pas, dans l'immédiat, de risque pour l'approvisionnement en pétrole de l'Europe occidentale. (...) La liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz doit être assurée. »

Sur le plan militaire, Bagdad a annoncé que son armée a lancé, mardi 30 septembre, une nouvelle « offensive de grande envergure » contre le centre pétrolier d'Abadan, confirmant implicitement que cette ville résiste toujours et que les assaillants marquent le pas. En revanche, Téhéran fait état de ses « succès militaires » et affirme avoir repris Qasr-e-Chirin et Mehran, ce qui n'est pas confirmé.

Selon le quotidien « Etebaat », les forces iraniennes auraient détruit, depuis le début des hostilités, quatre-vingt-dix-neuf chasseurs Mig irakiens, trois hélicoptères, deux cent quarante et un chars et huit navires ; l'état-major précise que soixante-sept chars ont été mis hors de combat au cours de la seule journée de mardi. Les dégâts subis par les deux pays sont

évalués par les experts à environ 20 milliards de dollars, rapporte le quotidien koweïtien « Al-Bal ».

Sur le plan politique, le Parlement iranien a décidé mardi de constituer un comité spécial de sept membres pour examiner le sort des cinquante-deux otages américains détenus depuis le 4 novembre dernier.

D'autre part, le ministère iranien de l'orientation nationale et ses organismes annexes dans l'ensemble du pays ont été fermés à partir de ce mercredi et jusqu'à nouvel ordre. Dans la matinée, tous les employés de ce ministère avaient été licenciés sans préavis et plusieurs centaines d'entre eux avaient entrepris depuis de manifester devant les locaux du ministère en signe de protestation.

Le bombardement du Centre de recherches nucléaires de Bagdad par l'aviation iranienne a provoqué une vive satisfaction à Jérusalem, qui n'avait cessé ces derniers mois de dénoncer l'accession prochaine de l'Irak au rang de puissance nucléaire et l'aide que lui apportait la France dans ce secteur.

BAGDAD : le personnel français est évacué après le bombardement du site nucléaire de Tamuz

Bagdad. — Mardi 30 septembre vers 13 heures, pendant une alerte aérienne, le téléphone sonne dans le bureau de l'ambassadeur de France qui nous parle justement de la situation économique de l'Irak en guerre. Le site nucléaire de Tamuz, près de la capitale, vient d'être touché, apprend-on au représentant de la France. Il y a là un équivalent d'Osirak à Saclay. Le réacteur n'a pas été atteint, mais il y a des dégâts aux bâtiments de stockage. Vingt-cinq Français travaillant à Tamuz avaient déjà été évacués voici quelques jours. Il en reste soixante-quinze. L'ambassadeur nous indique que la décision est prise immédiatement de les faire prendre en charge par d'autres sociétés françaises installées à Bagdad.

Des Phantom iraniens, vainement pris pour cibles par la D.C.A., n'ont pas seulement atteint Tamuz ce mardi. Une extension de la centrale thermique de Daura est en feu et cela les autorités irakiennes, qui démentent l'attaque de Tamuz, ne peuvent le dissimuler. Un immense champignon de fumée s'élève au-dessus de la ville. Dans l'après-midi, le ministère de l'Information offrait d'ailleurs deux autobus pour permettre aux journalistes d'accéder à proximité immédiate de l'incendie. A travers d'immenses embouteillages, car la circulation n'a pas été interrompue, des ambulances, sirènes hurlantes, essayent de se frayer un passage. Des jeunes gens de la milice Baas armés et surexcités « dirigent » chaotiquement le trafic. Nous sommes à quelque 300 mètres d'une cuve de

De notre envoyé spécial

pétrole en flammes. Le diamètre du foyer fait une bonne centaine de mètres. Une haute cheminée apparaît de temps en temps à travers la fumée qui recouvre les installations de la centrale proprement dite.

La population regarde hébétée. Des villageois habitant à proximité ont été tués ou blessés, dit un milita. La tournée organisée pour la presse se poursuit dans un hôpital où l'on tient à montrer les victimes civiles du raid. Des caméras de télévision rennoncent entre les lits occupés par des hommes criblés d'éclats, brûlés ou intoxiqués par le gaz et la fumée.

L'efficacité des Phantom iraniens

Après une relative accalmie, dimanche, Bagdad vit donc de nouveau en état de guerre, et personne ne s'aventure à dire jusqu'où cela peut aller. Le bilan des dommages infligés à l'économie irakienne après dix jours de combat est très difficile à établir, aucun communiqué n'étant pleinement crédible. Ce que l'on constate, c'est que les chasseurs-bombardiers Phantom de l'Irak sont d'une très grande efficacité. Ce ne sont pas des bombardiers lourds, et ils ne peuvent lâcher que quelques bombes et roquettes, mais il suffit d'introduire dans leur appareillage électronique une fiche établie par un ordinateur pour attaquer un objectif avec une grande précision.

Lors des raids qui ont marqué le début des hostilités, les irakiens ont tenté de détruire ces appareils au sol, ce qui leur aurait permis de mener à bien une action du type « guerre de six jours ». Mais il semble bien que les Phantom étaient cachés dans des abris souterrains, et rien n'indique que l'Irak ait la possibilité de les employer de façon suivie leurs représailles sur des objectifs économiques.

L'Irak a dû suspendre ses exportations de pétrole après l'attaque de Kirkouk, point de départ des oléoducs vers la Syrie. Les installations de pompage de pétrole de Mossoul ont été sérieusement endommagées. Les experts ont des avis différents sur les conséquences à long terme de ces dégâts. Certains estiment que rien d'irréparable n'a été commis et qu'il suffirait de quelques semaines pour remettre en marche.

Les avis divergent aussi sur l'importance réelle des bombardements spectaculaires du complexe pétrochimique de Bassorah. Des bombardements intensifs ont aussi été signalés à Dohuk, au nord de l'Irak, où trois techniciens polonais ont été tués. Leurs compatriotes sont évacués en Syrie.

Pour le moment le rationnement d'essence n'a pas été établi. Le trafic commercial se poursuit avec l'extérieur par la Jordanie. Malgré certaines difficultés d'approvisionnement, la population, habituée depuis toujours aux ruptures de stock, n'est pas fondamentalement dérangée dans ses habitudes quotidiennes. En revanche, l'image de marque de l'Irak à l'étranger, image d'un pays en plein développement et jouissant d'une relative stabilité politique, risque d'être affectée. La Foire internationale de Bagdad, qui devait se tenir le 1^{er} octobre, a été annulée après qu'une roquette eut explosé sur le chantier, où l'on construisait des stands. Autre fait symbolique : les travaux de chantiers de construction pour la conférence des pays non alignés prévue pour 1982 sont interrompus.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Au conseil des ministres LA FRANCE DEMANDE LA FIN DES COMBATS

Au cours du conseil des ministres qui a siégé mercredi matin 1^{er} octobre au palais de l'Elysée, le gouvernement a entendu une communication des Etats-Unis sur les destructions déjà effectuées et la prolongation d'un conflit qui ébranle l'équilibre de la région. Il ajoute : « La France demande que les deux pays répondent à l'appel du Conseil de sécurité en mettant fin aux combats. Elle rappelle l'importance vitale, pour l'économie mondiale, du maintien de la libre navigation dans le Golfe et le détroit d'Ormuz. »

Au cours de son entretien avec le général Zia-ur-Rahman, président du Pakistan, le président de la République l'a assuré du soutien de la France à l'action de paix entreprise dans le cadre de la conférence islamique. »

● L'Agence irakienne de presse a annoncé mercredi 1^{er} octobre, l'expulsion de trois journalistes qui avaient fait état de dégâts sur le centre de recherches nucléaires touché par un bombardement iranien. Il s'agit de journalistes de l'A.F.P. du journal madrilène « Diario-16 », et du quotidien d'Amsterdam « De Telegraaf ». Selon l'Agence, ces trois journalistes n'avaient pas vu les dégâts, et s'étaient basés sur des récits faits par d'autres. — (A.F.P.)

TÉHÉRAN : le gouvernement assure « qu'il n'hésitera devant aucun effort » pour garder ouvert le détroit d'Ormuz

Le gouvernement iranien a assuré, le mercredi 1^{er} octobre, la communauté internationale qu'il ne ménagera aucun effort en vue de sauvegarder la libre circulation dans le détroit d'Ormuz, indique un communiqué officiel émanant du gouvernement et diffusé à Téhéran par l'agence officielle « PARS ». « Au cours des derniers jours, déclare le communiqué, plusieurs gouvernements, sous prétexte d'exprimer leur souci devant la

Téhéran. — La République islamique n'engagera aucun dialogue direct ou indirect avec Bagdad aussi longtemps que les troupes irakiennes ne se seront pas retirées du sol iranien. Tel est l'essentiel de la réponse à l'appel du Conseil de sécurité que le président Bani Sadr devait transmettre, ce mercredi 1^{er} octobre, à M. Kurt Waldheim.

Le refus iranien de mettre un terme aux hostilités était prévisible. La résolution du Conseil de sécurité, appelant les deux parties à arrêter les combats et à régler leur différend à l'amiable, a été jugée injuste, et même « scandaleusement partielle et favorable à Bagdad ». « Elle est plus injuste à notre égard que n'avait été en juin 1967 la résolution 242 pour les Arabes, qui pourtant pouvait subir une débâcle militaire », nous a dit un responsable.

Les Iraniens estiment qu'ils sont les victimes d'une « agression », et, le Conseil de sécurité ne condamne pas l'Irak pour avoir pris l'initiative des hostilités, ne l'invite pas non plus à retirer ses troupes, si ce n'est sur la portion de la frontière qui n'est contestée par aucune des deux parties. Engager des négociations dans ces conditions, nous dit encore ce responsable, équivaudrait à « offrir une prime à l'agresseur ».

L'embarras demeure grand, néanmoins, dans l'entourage immédiat du président Bani Sadr. Le chef de l'Etat a pu mesurer l'ampleur de l'isolement de l'Iran sur la scène internationale. La résolution du Conseil de sécurité a été adoptée à l'unanimité de ses membres ; aucun d'eux n'est fait l'objet d'un vote partiellement, du point de vue de Téhéran. Et pour cause : les responsables iraniens n'ont pas pris la peine d'exprimer officiellement leurs thèses aux représentants diplomatiques des puissances étrangères et refusent, en tout cas, toute intervention sur médiation. Certes, il a été question d'envoyer M. Mansour Farhang, l'ancien ambassadeur aux Nations unies, pour plaider le dossier devant le Conseil de sécurité, mais un « veto inéluctable l'a finalement empêché de prendre l'avion pour New-York ».

L'imam Khomeiny considère toujours, en effet, l'ONU comme un docile instrument aux mains des superpuissances, les Etats-Unis en particulier. On a préféré éviter un débat stérile, d'autant plus inutile que le gouvernement de Téhéran ne peut pas — à supposer qu'il le veuille — admettre l'occupation même temporaire du sol national. « A moins, bien entendu, que nous soyons disposés à commettre un suicide politique », nous confiait un officiel.

L'opinion iranienne — forces armées en tête, dit-on — ne tolérerait pas l'arrêt des hostilités alors que se succèdent les « succès militaires ». La radio et la télévision, ici, ne cessent de diffuser des récits et des témoignages sur les prouesses et l'héroïsme des forces armées iraniennes. Les dommages infligés par l'aviation de Téhéran aux infrastructures de l'Irak irakien — comme par exemple la centrale électrique et le centre nucléaire bombardés mardi — contribuent à rehausser le moral et la fierté nationale de la population. Même des « taghoutis » (partisans de l'ancien régime) expriment de l'admiration pour « leur » aviation, en la comparant à celle de l'ennemi, dont les performances n'ont pas été jusqu'ici d'une efficacité évidente. Malgré les raids quasi quotidiens sur Téhéran et Tabriz, par exemple, les Mig irakiens n'ont pu infliger de dégâts significatifs aux raffine-

possible fermeture du détroit d'Ormuz, ont envisagé d'intervenir dans la région du golfe Persique. Le gouvernement de la République islamique d'Iran, en pleine conscience de ses obligations internationales, assure la communauté internationale que l'Iran n'hésitera devant aucun effort en vue de garder cette voie maritime en pleine activité. »

De notre envoyé spécial

conduisant à Téhéran, tiennent bon. La situation dans l'ouest du pays est moins claire. Les mass media ont annoncé, dès mardi après-midi, un recul général des forces irakiennes, mais l'a été pratiquement impossible de vérifier cette information.

Quoi qu'il en soit, le mot d'ordre général est « résistance jusqu'au bout ». Que l'Iran gagne ou perde la première manche de la guerre, a insisté, mardi soir, l'imam Khomeiny dans une déclaration radio-télévisée, il est du devoir de tout bon musulman de poursuivre la lutte par tous les moyens pour chasser les envahisseurs. Il a précisé à plus d'une reprise : « Nous ne transigerons pas avec l'infidèle Saddam Hussein », phrase reprise en manchette dans les quotidiens de ce mercredi matin. « Notre devoir est de tuer et d'être tués, de mourir en martyrs », a-t-il encore déclaré, avant d'ajouter que la guerre risque d'être très longue, mais que « l'Iran et l'Islam en sortiront, si Dieu le veut, victorieux ».

ÉRIC ROULEAU.

Un centre de recherches qui suscite des inquiétudes

Le Centre de recherches nucléaires irakien que l'aviation iranienne a pris mardi 30 septembre pour cible est construit par les Français dans le désert de Mésopotamie à une trentaine de kilomètres à l'est de Bagdad. Aux termes d'un contrat de 1450 millions de francs, signé à la fin de 1975, Paris s'est engagé à réaliser pour l'Irak — deuxième fournisseur pétrolier de la France — ce centre, qui doit servir à la formation de quelque six cents ingénieurs et techniciens nucléaires, mais aussi à la construction de deux réacteurs de recherches.

Le premier, d'une puissance de 70 mégawatts, analogue à celui installé au Centre d'études nucléaires de Saclay (Orsès), est alimenté par une charge d'uranium hautement enrichi (plus de 90 %) de 13 kilogrammes. Cette pile-piscine, baptisée Osirak, est en cours d'achèvement, et son combustible devait être livré à la fin de cette année pour un démarrage au début de 1981. Le second, d'une puissance de 300 kilowatts, est

également une pile-piscine — maquette-critique lais — également alimentée par de l'uranium hautement enrichi.

Un temps, bien que cela n'ait pas été confirmé officiellement, la livraison à l'Irak du combustible d'Osirak avait été annoncée. Interrogés sur les risques qu'en courent les installations, dont les normes de sûreté nucléaires sont analogues à celles des réacteurs français (résister, par exemple, à la chute d'un réacteur d'avion géant), les autorités françaises se sont contentées de dire que les mesures nécessaires avaient été prises dès l'origine du projet. Cela signifie-t-il que le combustible n'a pas été livré alors qu'il était peut-être sur le point de l'être, soit, au contraire, fourni par Paris mais mis en lieu sûr.

Quoi qu'il en soit, la construction de ce centre ne laisse pas certains pays tant il est vrai qu'il permet une formation nucléaire et, de ce fait, qu'on le désire, une certaine forme de prolifération intellectuelle.

Le Monde publiera demain

- ENTRETIEN avec M. Jacques Chirac.
- LA GUERRE IRAKO-IRANIE : Les risques d'enlèvement, par Michel Tatu.
- IDÉES : L'Allemagne et son devenir (François Seydoux et Zbigniew Rapacki).
- LIVRES : Une philosophie méconnue en France : l'empirisme anglo-saxon.
- LE RHONE : Un nouveau grand canal pour l'industrie.

SEUIL

Une vision exacte de la vie quotidienne en URSS

Nina et Jean Kéhayan

Rue du Proletaire rouge

Collection de poche Points-Actuels

Parus dans la même collection

G. Dunaton, J.-P. Pégibon, Antimanuel de français, R. Garacay, Parole d'homme, J.-C. Guillebaud, Un voyage vers l'Asie, J. Guillon, Cet enfant qui se drogue, c'est le mien, M.-F. Jany, G. Lacombe, Les femmes, la pornographie, l'érotisme, J. Ziegler, Main basse sur l'Afrique

EUROPE

Combat de chefs en Allemagne fédérale

III. — « Modell Deutschland » ou désenchantement ?

Après avoir décrit la campagne électorale pour le renouvellement du Bundestag, le 3 octobre prochain, et les enjeux diplomatiques de la controverse « le Monde » des 30 septembre et 1^{er} octobre, notre envoyé spécial analyse, dans un dernier article, les causes d'un certain désenchantement qui commence à se faire jour outre-Rhin, et des réflexions qu'il suscite.

Bonn. — « Modell Deutschland ». Pendant des années, la plupart des Allemands de l'Ouest ont eu le sentiment que, dans plusieurs domaines essentiels, comme la démocratie politique, la prospérité économique et l'harmonie des rapports sociaux, leur pays pouvait servir de modèle. Dans cette fièvre de premier de la classe européenne entraînait sans doute plus de lucidité que de modestie. Mais cette foi, si répandue outre-Rhin, en la valeur du « modèle allemand » avait du moins pour justification de constantes réussites, et pour excuse le souvenir du temps pas si lointain où l'Allemagne servait, au contraire, de repoussoir.

Cette vision que l'Allemagne fédérale s'élève même n'est pas encore remise en cause pour l'essentiel. Mais la R.F.A. est en train de découvrir, à l'occasion de la campagne électorale, et aussi probablement avec la renaissance d'un terrorisme — d'extrême-droite cette fois-ci, semble-t-il — dont elle espérait bien être définitivement débarrassée depuis trois ans, que d'incontestables réussites ne suffisent pas à lui épargner les risques, incertitudes et déceptions que connaissent aujourd'hui de nombreux pays libéraux et prospères. Ce n'est pas un hasard si le grand thème de la polémique électorale entre les amis du chancelier Schmidt et ceux de M. Franz Josef Strauss, après la politique étrangère et les

questions de sécurité, est celui de l'endettement public — et, au-delà, d'un certain caractère « en trompe-l'œil », selon l'opposition, de la prospérité économique ouest-allemande.

Le dossier de la coalition social-démocrate et libérale sortante n'est pourtant pas mauvais, mais en restant dans un ordre de grandeur qui ferait le bonheur des Anglais, des Italiens ou des Français. Les augmentations du prix du pétrole ont été subies sans trop de difficultés par Bonn, notamment du fait de l'appréciation constante du deutschemark par rapport au dollar : la devise américaine, utilisée pour les règlements des factures pétrolières, valait environ 4 DM en 1967, elle n'en vaut plus que 1,80 cet automne. Le chômage, sans être négligeable — il touche tout de même un peu plus de 850 000 personnes — reste à un des taux les plus bas des économies occidentales, avec environ 3,7 % de la population active.

« Pousser aux yeux », réplique un dirigeant de la C.S.U. (les chrétiens-sociaux bavarois de M. Strauss) à qui l'on soumet ces chiffres. Le niveau de la prospérité allemande a été maintenu artificiellement par un endettement public sans précédent dans l'histoire de la République fédérale. Et M. Schmidt se garde bien de citer les tout derniers chiffres concernant notre production industrielle, qui est entrée, depuis le début de l'année, dans une phase de récession.

C'est sur ce thème de l'endettement public que les évènements ayant le mois dernier relancé la controverse dans leur fureur.

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOLLEIX

« Lettre pastorale ». L'opinion n'est pas restée insensible à ce problème (elle suit d'ailleurs les grands débats économiques avec une attention méritoire). Il est vrai que les chiffres avancés par l'opposition sont alarmants. Cet endettement était, il y a dix ans, d'environ quarante milliards de deutschemarks (1). Il serait actuellement plus de dix fois supérieur, dépassant allégrement les 950 milliards de francs français.

Dans l'entourage de M. Schmidt, on ne nie pas les faits. Mais on fait valoir que, dans le montant actuel des dettes publiques, une bonne moitié est imputable non à l'Etat fédéral, mais aux collectivités locales, Länder et communes. « Don't un bon nombre, soit dit en passant, sont à direction chrétienne-démocrate », ajoute un proche collaborateur de M. Willy Brandt au S.P.D. Ce qui tendrait à prouver que la C.D.U. et la C.S.U. ne condamnent le recours à l'emprunt ou aux exemptions fiscales que lorsque c'est le gouvernement qui les pratique.

Second argument de la coalition sortante : cet endettement, qui n'a rien de dramatique, notamment au regard des réserves de la R.F.A. en devises, a permis de sauvegarder l'emploi, de maintenir un taux de croissance modéré mais sans à-coups, de lutter victorieusement contre la hausse des prix et de résister à la concurrence étrangère à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. « Nous avons été le plus gros de la crise », dit-on au S.P.D. Il faut savoir en payer le prix. Il n'y a pas de miracle.

(1) Le cours actuel du deutschemark est d'environ 2,30 F.

Mais c'est bien là, précisément, que le bât blesse. Le « miracle allemand », l'opinion en a assez bien l'idée. Elle découvre aujourd'hui que les choses sont un peu moins simples, et que beaucoup reste à faire, notamment pour absorber le second choc pétrolier et aussi, en particulier dans le très important secteur de l'automobile, les effets de la concurrence japonaise, qui s'enlève redoutable. Mais elle ne paraît pas vraiment touchée par l'argumentation alarmiste des amis de M. Strauss, qui ont été jusqu'à faire imprimer, en guise de tracts, de faux (et pour cause) billets de cent mille à l'effigie du chancelier, destinés à rappeler aux électeurs âgés la monnaie fondante, sans cesse dévaluée, de la République de Weimar.

Une promesse mal tenue

C'est aussi en direction des retraités que s'est lancée, autre opération de propagande, mettant l'accent sur la « fraude » dont se serait rendu coupable à cet égard le chancelier Schmidt en différant de six mois la hausse de dix pour cent des pensions qu'il avait promise lors de la campagne pour le précédent scrutin législatif. C'est le secrétaire général de la C.D.U., M. Heiner Gieseler, qui a mené l'assaut sur ce terrain, accusant le chef du gouvernement d'« escroquerie politique » à l'égard des retraités du secteur privé, particulièrement frappés, selon lui, par les effets de l'inflation. « Ce n'est pas un point de détail, explique-t-il, car la démocratie libérale repose sur la bonne foi et la crédibilité de ses représentants. Helmut Schmidt a ainsi contribué à une crise morale de la démocratie ».

C'est probablement beaucoup dire : si la démocratie libérale était à la merci d'une promesse électorale mal tenue, il y a beau temps qu'elle aurait disparu de la carte du monde. Mais il est tout plus nombreux qu'on ne croit, ceux qui, en R.F.A., dans l'un et l'autre camp, ont le sentiment que, sur ce terrain-là aussi, le chef du gouvernement a dû être révisé en baisse. La fidélité aux institutions n'est pas en cause ni le caractère démocratique du régime instauré par la Loi fondamentale de 1949. Mais nombre d'observateurs ou de responsables politiques sont préoccupés par le caractère républicain et un certain manque d'imaginaire qui caractérisent la vie publique nationale. Ils ne vont certes pas jusqu'à appeler de leurs vœux des crises à répétition, mais certains observent avec mélancolie que, si la personnalité et les convictions du ministre-président bavarois n'étaient pas venues mettre un peu de piment dans la campagne électorale, celle-ci, au moins jusqu'au terrible attentat de Munich, n'aurait pas été aussi intéressante. Le débat est donc révisé en baisse. La fidélité aux institutions n'est pas en cause ni le caractère démocratique du régime instauré par la Loi fondamentale de 1949. Mais nombre d'observateurs ou de responsables politiques sont préoccupés par le caractère républicain et un certain manque d'imaginaire qui caractérisent la vie publique nationale. Ils ne vont certes pas jusqu'à appeler de leurs vœux des crises à répétition, mais certains observent avec mélancolie que, si la personnalité et les convictions du ministre-président bavarois n'étaient pas venues mettre un peu de piment dans la campagne électorale, celle-ci, au moins jusqu'au terrible attentat de Munich, n'aurait pas été aussi intéressante. Le débat est donc révisé en baisse.

L'ampleur du consensus de l'opinion autour de tout ce qui compte vraiment n'est probablement pas une des moindres causes du désespoir nihiliste de ceux qui refusent obstinément de se sentir partie prenante à cette « Allemagne modèle ». La victoire technique des autorités de Bonn sur le terrorisme d'extrême droite n'a pas fait disparaître de certains milieux, jeunes en particulier, le moins que l'on puisse dire est qu'il ne s'agit pas là d'une morosité sans égale.

Entre « gens sérieux »

Il y a un an ou deux, le jeu politique traditionnel de la R.F.A. paraissait bien devoir être troublé, au moins par le mouvement écologiste. Il en est allé probablement davantage pour que tous les marginaux, partisans ou non de l'action violente, reprissent goût à la vie publique officielle. Mais la face-à-face interminable entre les deux camps familiaux politiques d'outre-Rhin, pour ne pas dire leur tête-à-tête, s'en fût trouvé rompu. Des succès électoraux dans des scrutins locaux, un intérêt manifeste du public pour un langage et une optique qui tranchaient sur la banalité ronronnante du discours politique des formations installées, avaient laissé croire que ces derniers allaient devoir déposer leur phraséologie, et peut-être faire un peu de place, au Bundestag, à ces « Verts » non conformistes. Or, selon toute vraisemblance, la mode a déjà tourné. Les sondages n'accroissent guère de chances au mouvement écologiste d'atteindre le seuil des 5 % des suffrages qui lui permettrait d'obtenir des sièges.

De même pour toutes les petites formations politiques marginales, d'extrême droite ou d'extrême gauche. L'unité de mesure, de leurs fluctuations électorales est et demeurera très certainement le dixième de point, qu'il s'agisse des différents groupes

communistes ou des néo-nazis du N.P.D., ou encore de l'extrême-droite E.A.P. (« Europäische Arbeiter Partei », parti européen des travailleurs) de Mme Helga Zepp-La-Rouche, à qui ne manquent ni les moyens financiers, ni l'assurance, malgré un score dont *Der Spiegel* rapportait plaisamment la semaine dernière qu'il s'est élevé à 0,018077 pour cent des suffrages en 1976.

Il paraît donc acquis qu'un prochain Bundestag ou restera encore entre « gens sérieux ». Les libéraux ne devraient pas en être exclus, tous comptes faits, en dépit des alarmes qu'avaient suscitées dans leurs rangs, au cours de la législature achevée, leurs déconvenues électorales dans certains scrutins régionaux et municipaux. Cette fois-ci, tout est en cause, assure leur slogan électoral favori. En tout cas, pour eux... Au demeurant, l'argumentation du F.D.P. en faveur du partage du pouvoir avec les sociaux-démocrates paraît toucher l'opinion, traditionnellement favorable à un certain pluralisme gouvernemental.

Quant aux sociaux-démocrates, s'ils restent confiants dans la victoire finale, assez peu nombreux sont leurs dirigeants qui s'accrochent à une chance sérieuse de constituer le groupe parlementaire le plus important au lendemain des élections du 5 octobre. Ce serait pour eux un succès de première importance, à la fois psychologique et pratiquement décisif. Jusqu'à présent, en effet, les deux formations de l'« union », pour être dans l'opposition, n'en détiennent pas moins la majorité relative au Bundestag, et donc la présidence de la République avec M. Carstens, grâce à leur implantation dans les Länder (dont les députés désignent la moitié des mille trente-six « grands électeurs » du chef de l'Etat).

Même si, comme le laissent penser les derniers sondages publiés à Bonn, le chancelier Schmidt est reconduit dans ses fonctions, le S.P.D. aura à sa face, au lendemain de son éventuelle victoire, à deux problèmes internes. Le premier n'est pas nouveau : il s'agit des divergences, pour ne pas dire plus, qui se sont manifestées à plusieurs reprises entre l'aile gauche du parti gouvernemental, principalement les Jeunes socialistes (« Jusos »), et sa direction. Face à un adversaire très

marqué à droite, le chancelier sortant a dû gouverner de son propos ce qui pouvait le situer au-delà de ce centre-gauche de bon aloi que l'opinion ouest-allemande paraît, dans sa majorité, considérer comme le maximum tolérable de « socialisme ». En outre, il est probable que M. Schmidt prendrait sa retraite politique à l'issue d'un troisième mandat. Il faudra donc lui trouver un successeur. Or le parti social-démocrate abonde plus en « grands anciens » et en jeunes cadres (compétents et dévoués, mais inconnus) qu'en chanceliers potentiels.

Il est vrai que c'est là un terrain sur lequel la famille chrétienne-démocrate va connaître, quant à elle, du moins si M. Strauss échoue dans sa tentative de difficultés et divisions de première grandeur. Le choix du ministre-président bavarois comme candidat à la chancellerie n'est pas sans être une sévère réserve de la part des cadres de la C.D.U. Réserves qu'il est d'ailleurs d'admettre la stature de M. Stoltenberg, ministre-président C.D.U. du Land de Schleswig-Holstein, et donc, « homme du Nord » — ces références ont ici toute leur importance — n'était pas parvenues et de loin, à faire disparaître.

M. Helmut Kohl lui-même, président de la formation chrétienne-démocrate, n'a pas manifesté au cours de la campagne un zèle excessif en faveur du candidat qui lui avait finalement été préféré. Mais sa personnalité est elle-même contestée, et ses tentatives de séduction des libéraux ont fait chou blanc. Même battu, M. Strauss resterait l'homme fort de la Bavière. Mais trait-il jusqu'à se séparer plus nettement des modèles de la C.D.U., en écartant à l'ensemble du pays l'implantation de sa formation sœur, la C.S.U., jusqu'ici strictement bavaroise ?

Ainsi va l'Allemagne fédérale à la veille de ses nouvelles élections législatives. Un système politique, économique et social éprouvé permet à la machine de tourner sans à-coups, quelles que soient les crises extérieures et les interrogations intérieures. Jusqu'au bout, l'opinion aura suivi avec intérêt, sinon avec passion, le grand combat des chefs. Il n'est pas sûr pourtant — indépendamment du nouveau malaise provoqué par l'attentat de Munich, si propre à éveiller de bien mauvais souvenirs — qu'aux certitudes sans faille du « Modell Deutschland » n'ait pas succédé l'esquisse d'un certain désenchantement.

F. N.

ASIE

Corée du Sud

La nouvelle Constitution empêchera l'émergence d'une opposition véritable

Séoul. — Le projet d'amendement de la Constitution présenté par le président Chun Doo-hwan, lundi 29 septembre, devrait être soumis à référendum vers le 22 octobre. Il représente une amélioration considérable sur la Constitution Yushin (dite « revitalisante ») du général Park Chung-hee car les candidats à la présidence ne pourront être élus que pour un seul mandat de sept ans ; s'ils veulent modifier cette clause, ils ne pourront pas en être les bénéficiaires. « L'enracinement de la démocratie en Corée dépendra de l'application de cette clause », a déclaré le général Chun. En effet, depuis trente ans, le pays n'a jamais connu de transfert pacifique du pouvoir.

Le président sera choisi par un collège électoral de cinq mille membres élus au suffrage universel. Cette élection indirecte représente un échec pour la démocratie ; les partis, avant l'arrivée au pouvoir du général Chun, n'y étaient guère favorables. De plus, en vertu de la loi martiale, ni la presse ni l'opposition ne pourront faire des commentaires défavorables au projet. Celui-ci a réduit quelque peu les prérogatives présidentielles, le chef de l'Etat ne pourra plus, comme avant, nommer ou destituer des députés ou prendre à son gré des mesures d'exception, tandis

Correspondance

que l'Assemblée pourra refuser sa confiance au premier ministre, mais seulement un an après la formation du gouvernement.

L'attention du public se porte toutefois surtout sur la dissolution automatique de l'Assemblée et des partis une fois la Constitution modifiée ; en attendant les élections prévues avant juin, le Conseil législatif de sécurité national, dépendant des militaires, fera office de Parlement. Les hommes politiques ayant eu des activités avant l'instauration de la loi martiale ne pourront participer à ces élections. Cette mesure « débarras-

sera » le général Chun de tout éventuel déviant et empêchera l'émergence d'une véritable opposition, en dépit de la volonté affichée par Séoul de remplacer le bipartisme par le multipartisme. En fait, la libéralisation politique de la Corée dépendra du général Chun : quelle sorte de partis politiques laissera-t-il se former ? Ceux-ci risquent d'être trop faibles, privés des hommes politiques traditionnels, pour poser une menace au régime, ce qui devrait signifier que le général Chun ne permettra à la marche vers la démocratie de se poursuivre qu'au rythme choisi par lui.

SHIM JAE-HOON.

LE JAPON RESTERA-T-IL PASSIF DANS L'AFFAIRE KIM DAE-JUNG ?

De notre correspondant

Tokyo. — A Tokyo, on se demande, après le retour de Séoul de l'ancien premier ministre Fukuda, personnalité influente du lobby sud-coréen au Japon (*le Monde* du 27 septembre), si le gouvernement nippon ne va pas adopter une attitude d'indifférence passive, concernant le sort de M. Kim Dae-jung, condamné à mort par le régime du général Chun. Selon M. Fukuda, le Japon ne doit pas aller au-delà de l'expression de sa « préoccupation » et doit éviter d'intervenir dans les affaires intérieures de la Corée. Faire du cas Kim une

question de principe risquerait d'affecter les relations entre les deux pays. Tokyo n'a rien à gagner d'une destabilisation de la Corée. Le régime Chun est en place et a besoin, au contraire, d'une aide internationale accrue, étant donné les difficultés économiques présentes. Il sera difficile toutefois au gouvernement de M. Suzuki de paraître laisser les mains entièrement libres à Séoul, en raison de la pression de l'opinion et de l'opposition. Le général Chun est soumis à des pressions officielles de plusieurs pays. — F. P.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE 3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques...) et à des jeunes cadres.

RECRUTEMENT SEPTEMBRE 80
dossiers de candidatures et brochures détaillées
I.G.S. - PROGRAMME MANAGEMENT AVANCE
25, rue François I^{er} 75008 Paris

Le Monde
Service des Abonnements
1, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. Paris 6297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
222 F 371 F 521 F 670 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
387 F 701 F 1016 F 1330 F

ETRANGER
(par mandat postal)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
254 F 428 F 618 F 800 F
2. — SUISSE - TUNISIE
254 F 516 F 628 F 1000 F

Par voie aérienne
Ajouter aux tarifs

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisions (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'impression.

L'opinion s'interroge sur les causes profondes de l'attentat de Munich

De notre correspondant

Bonn. — Dans l'antique hôtel de ville de Munich, la mémoire des victimes de l'attentat du vendredi 26 septembre a été honorée en présence des plus hautes personnalités de la R.F.A. Le chancelier Schmidt et M. Franz Josef Strauss ont ainsi eu l'occasion de se retrouver côte-à-côte pendant une heure. La « fête d'octobre » de la capitale bavaroise avait fermé ses portes pour la journée. Il était difficile de faire moins, même si cette gigantesque cérémonie met en jeu des intérêts financiers considérables.

Sur le plan politique, les controverses n'ont pas été apaisées pour autant. Dans le camp gouvernemental, on continue d' reprocher à M. Strauss d'avoir toujours minimisé le péril de l'extrême droite. D'autre côté, on s'interroge sur le rôle des contacts épisodiques que l'auteur présumé de l'attentat, l'étudiant Gandolf Köhler, avait entretenus avec les néo-nazis du « groupe Hoffmann » son acte est plutôt celui d'un déséquilibre isolé. Thèse que paraît d'ailleurs confirmer le fait que Karl-Heinz Hoffmann et ses amis ont dû être très rapidement remis en liberté la police n'ayant pas été en mesure de découvrir contre eux des charges suffisantes pour leur attribuer la moindre complicité dans l'attentat de Munich.

La question reste néanmoins posée de savoir quelles sont les causes profondes du massacre. Même s'il se confirmait qu'il s'agit bien de l'initiative insensée d'un jeune caractériel, il resterait à s'interroger sur le climat politique qui a conduit à un acte aussi atroce. Jusqu'ici, les diverses organisations d'extrême droite ont généralement été considérées, en R.F.A., comme des rassemblements de simples d'esprit qui se amusent à jouer avec les vieux symboles hitlériens et se livrent à des simulacres d'exercices militaires. Pendant des années, toutes ces organisations s'inscrivent, à Wehrmacht ou les S.S. n'ont

jamais menacé réellement la vie ou les institutions de la République fédérale. Peut-être les autorités n'ont-elles pas vu assez tôt que le déclin du N.P.D. (qui est, somme toute, la forme légale de l'extrémisme de droite) aurait inévitablement entraîné, sans désappointement, sur le chemin de la violence ?

Deux événements très différents paraissent également avoir provoqué une transformation du climat psychologique en faveur de l'extrême droite. Paradoxalement, la diffusion du film *Holocauste*, si elle a profondément ému beaucoup d'Allemands, a aussi déclenché des réactions extrêmement vives chez tous les nostalgiques du nazisme : c'est justement à partir de ce moment-là que les autorités policières ont noté une recrudescence d'attentats imputables à l'extrême droite. En second lieu, les néo-nazis ont trouvé un terrain favorable à leur propagande dans le fait que près de quatre millions d'étrangers vivent à l'heure actuelle sur le territoire de la République fédérale. Aussi longtemps que le pays avait un urgent besoin de ces travailleurs étrangers pour maintenir sa prospérité économique, il était difficile d'éveiller à leur encontre des sentiments hostiles. Aujourd'hui, les choses ont changé.

Un journal aussi libéral que la *Süddeutsche Zeitung* remarque à cet égard que le nouveau racisme apparaît dans la République fédérale touchée aussi bien les partisans du S.P.D. que les sympathisants chrétiens-démocrates. Il est encore difficile de savoir jusqu'à quel point ces sentiments xénophobes se sont réellement répandus dans la conscience populaire. Une réponse apparaîtra peut-être lors des élections du dimanche 5 octobre, lorsque le N.P.D. a fondé sa campagne sur le mot d'ordre : « Fermer la porte aux étrangers ».

JEAN WETZ.

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter sur mesure.
Vison, loup, renard. Choix de chapéaux.
Grand choix de fourrures pour intérieur et extérieur.
Service après-vente - Tél. : 873-68-67.

47, rue La Fayette, 75009 Paris - Métro : LE PELETIER

Italia
La crise politique
dans un climat social

Le Congrès travailliste
pour le retrait de

La Compagnie
MANTEAUX
FOURRURES
BRANDES TAILLES
Prix d'avant saison

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1036.

Le Monde

politique

LES SUITES DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Polémiques au sein de la majorité et de l'opposition

La composition du gouvernement remanié à la suite des élections sénatoriales pourrait être connue jeudi 2 octobre : c'est M. Raymond Barre qui a indiqué cette date, mardi à Strasbourg. Le premier ministre a d'ailleurs ajouté à l'adresse des journalistes : « Vous pourriez avoir des surprises. » La présidence de la République a été moins précise quant à la date ; elle a en effet publié mardi soir une mise au point précisant : « Afin d'éviter toute solution de continuité dans l'action du gouvernement, le chef de l'État a demandé au premier ministre de présenter, avant la fin de la session,

des propositions tirant les conséquences, pour la composition du gouvernement, des récentes élections au Sénat. »

Les résultats du scrutin sénatorial suscitent encore, aussi bien du côté de la majorité que du côté de l'opposition, quelques polémiques. Socialistes et communistes continuent de se reprocher mutuellement d'avoir fait le jeu de la droite. Le P.S. estime aussi qu'il faut « ramener au début des années 30 », et à l'époque du stalinisme pour retrouver « une tactique aussi destructrice ».

Dans la majorité, ce sont deux échecs qui provoquent quelques remous. Lundi, M. Augustin Chaurvet, député R.P.R. du Cantal, candidat malheureux à un siège de sénateur confirmant qu'il se démettrait de tous ses mandats et se déclarerait « écœuré des manœuvres » de ses collègues du conseil général. Mardi, c'étaient deux giscardistes, MM. Pierre Baudis, maire de Toulouse, et Marcel Cavaillé, secrétaire d'État démissionnaire, qui s'accusaient de trahison, le second considérant qu'il n'a pu réussir dans son entreprise à cause de la

candidature surprise du premier, entre les deux tours. Enfin, une fois de plus, le thème des éventuelles convergences entre socialistes et gaullistes est évoqué ici et là. M. Chirac ayant fait allusion lundi à Strasbourg à « l'évolution non négligeable » que constituerait la reconnaissance par le P.S. de la « rupture de l'union de la gauche », MM. Chaurvet, pour l'U.D.F., Mermaz et Heru pour le P.S., ont cru bon de donner suite. Sans doute faut-il voir là un accès périodique de spéculations provoquées par un état de fait : le R.P.R. comme le P.S. sont mal à l'aise au sein de leurs alliances respectives.

« LES CONVERGENCES » P.S.-R.P.R.

M. Mermaz : toujours la stratégie d'union mais pas de tête-à-tête avec le P.C.

« M. Louis Mermaz, député de l'Ardèche, président du comité directeur du P.S., a répondu aux propos de M. Chirac concernant les socialistes, en déclarant le 30 septembre : « Il n'est pas question pour le P.S. de renouer la stratégie d'union : cette stratégie repose sur des intérêts populaires profondément enracinés. Le P.S. n'a pas l'intention non plus de s'enfermer dans un tête-à-tête avec le P.C. et il s'adressera demain comme hier, avec toujours plus de fermeté à tous les Français qui veulent le changement. L'indépendance nationale et qui croient au rôle de la France dans le monde. » — (Corresp.)

« M. Charles Heru, député (P.S.) du Rhône, nous a notamment déclaré, mercredi 1^{er} octobre : « Il est clair que le parti socialiste se réclame toujours de l'union de la gauche ; mais la stratégie politique « bonnet blanc, blanc bonnet » qu'il a confirmée lors des élections sénatoriales, il conviendrait alors que le parti socialiste même cesse de vouloir rassembler tous ceux qui veulent le changement. Cela peut et doit se faire autour du parti socialiste sur la base du projet socialiste. Pour ce projet, le parti socialiste ne souhaite pas non plus s'enfermer dans un dialogue de sourds avec les dirigeants communistes. »

M. CHINAUD (U.D.F.) : hors de propos

M. Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a évoqué, mardi soir à 30 septembre, au micro de FR3, les propos tenus la veille, notamment par M. Jacques Chirac, sur d'éventuelles convergences entre socialistes et gaullistes. Il a déclaré : « Tout appel d'un leader politique, quel qu'il soit, aux responsables et aux élus du P.S. ne paraît pas hors de propos. » Il a aussi ironisé : « Si le P.S. après l'alliance impossible choisit l'isolement électoral, quel changement politique pour le pays ? »

Interrogé sur les déclarations de M. Bernard Pons au Monde, et selon lesquelles il y aurait un candidat gaulliste dans chaque circonscription lors des prochaines

M. PONS (R.P.R.) : nous ne pourrions servir d'appoint au P.S.

Dans le débat de politique générale qui s'est tenu aux journées parlementaires du R.P.R. à Strasbourg, M. Bernard Pons, secrétaire général, évoque les convergences entre socialistes et gaullistes. Il assure que, à partir du moment où le P.S. « serait totalement délogé de l'emprise du P.C. », il redevenirait un partenaire différent. « Tout en précisant : « Il n'est pas question pour nous de lancer un appel aux élus-majors du parti socialiste ; à aucun moment, le R.P.R. ne pourra servir d'appoint au P.S. s'il en avait besoin. »

« Les élus U.D.F. se sont réunis à huis clos à Paris, mardi 30 septembre et mercredi 1^{er} octobre, pour deux journées d'études parlementaires. Mardi, ils ont discuté de la réforme des collectivités locales avec M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur. Mercredi après-midi, ils devaient entendre, toujours à huis clos, M. Raymond Barre.

M. JEAN-LOUIS VIGIER QUITTE LE SÉNAT

M. Jean-Louis Vigier, sénateur R.P.R. de Paris et président de l'association Les Amis de la Résistance, confirme dans une lettre adressée aux membres de cette association, qu'il se démet de son mandat de sénateur, les séquelles de ses blessures de guerre ne lui permettant plus d'assumer comme il le voudrait ses activités de parlementaire (Le Monde du 1^{er} mars).

Il sera remplacé par M. François Collet, adjoint au maire de Paris, membre du comité central du R.P.R.

[M. Jean-Louis Vigier est né le 25 décembre 1914. Ayant dirigé deux réseaux de résistance, il est arrêté par la Gestapo et tenu en prison jusqu'à la mort en tant que héros de la résistance de Pont-Saint-Espirit. Gravement blessé, il est condamné à mort mais sera libéré par l'arrivée des troupes alliées dans la vallée du Rhône. Ancien P.-O. G. du journal « l'Époque » (1947-1958), ancien député de la Seine (1957-1958), ancien président du conseil municipal de Paris (1958-1960), M. J.-L. Vigier siège au Palais du Luxembourg depuis avril 1959. Il y préside le groupe d'amitié franco-soviétique.]

« PRÉCISION. — Dans le compte rendu du colloque du Comité pour l'Indépendance et l'unité de la France (Le Monde du 23 septembre), c'est par erreur que nous avons fait dire à M. Charles Chaumont, professeur à l'université Nancy-II, qu'un « droit juridique communautaire » s'était constitué en dehors de toute règle écrite. C'est évidemment d'un « ordre » juridique communautaire dont M. Chaumont a parlé.

« Dans plusieurs départements »

Dans un communiqué publié mardi 30 septembre, le parti socialiste évoque les résultats obtenus par le P.C.F. lors des élections sénatoriales de l'avant-veille, affirmant : « Au premier tour, dans plusieurs départements, et malgré les gains importants qu'il avait réalisés en 1977 dans les municipalités grâce à son union avec le parti socialiste, le parti communiste obtenait moins de suffrages qu'en 1977. »

Cette appréciation mérite d'être très fortement nuancée. Si l'on veut étudier l'évolution de l'audience du P.C.F. entre 1971 et 1980, il importe d'écarter huit des trente-huit départements où l'on vota le 28 septembre :

— Dans le territoire de Belfort, le P.C.F. était resté en dehors de la compétition en 1971 ;

— Le parti communiste avait été favorisé, en 1971, par l'absence du P.S. dans les Hautes-Alpes, le Cantal et le Cher ;

— Dans l'Ardèche et en Charente-Maritime, le P.S. et le P.C.F. se sont concurrencés au premier tour 1980, alors qu'ils faisaient liste commune en 1971 ;

— On ne saurait, en dernier lieu, comparer la Corse-du-Sud et la Haute-Corse de 1980 à la Corse de 1971.

Si l'on examine les résultats obtenus par le parti communiste dans les trente départements à considérer, on arrive aux conclusions suivantes :

— Dans l'ensemble de ces départements, les « listes de liste » du P.C.F. ont recueilli, en 1980, 5 114 voix, soit 14,47 % des 35 342 suffrages exprimés, au lieu de 3 883 voix en 1971, soit 11,45 % des 33 884 suffrages exprimés. La progression globale du parti est donc de 3,02 points.

— La P.C.F. a progressé dans vingt-trois départements : Ain (+ 2,74 points), Alpes (+ 4,11), Allier (+ 11,80), Alpes-Maritimes (+ 5,83), Ardennes (+ 3,78), Ariège (+ 5,52), Aveyron (+ 3,61), Bouches-du-Rhône (+ 0,33), Charente (+ 0,30), Corrèze (+ 3,11), Côte-d'Or (+ 2,77), Creuse (10,71), Dordogne (+ 8,51), Doubs (+ 4,10), Drôme (+ 9,49), Eure (+ 0,40), Eure-et-Loir (+ 1,27), Finistère (+ 3,38), Haute-Garonne (+ 6,78), Gers (+ 3,87), Girond (3,37), Hérault (+ 13,80), Ille-et-Vilaine (+ 3,75).

M. RIBEYRE (C.N.I.P.) PERD LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES

M. Paul Ribeyre, dont le mandat de sénateur n'a pas été renouvelé, le 28 septembre, par les grands électeurs de l'Ardèche (il siégeait au groupe du CNIP), perd, de ce fait, la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, assemblée à laquelle il n'appartient plus. M. Ribeyre avait été élu président du conseil régional en janvier 1974 et réélu chaque année depuis lors. Il était engagé à solliciter la reconduction de son mandat l'an prochain.

Une session extraordinaire du conseil régional pourrait être organisée dans les semaines qui viennent pour élire un nouveau président. M. Michel Duraffour, député (U.D.F.) de la Loire, est considéré comme le candidat le mieux placé.

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 1^{er} octobre, sur proposition de M. Bonnet, ministre de l'Intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

M. Michel Petit-Usac, préfet du Jura, est nommé préfet hors cadre ; M. Jean Dussere, sous-préfet de Montmorillon (Vendée), est nommé préfet du Jura ; M. Gérard Belorgey, préfet de la Dordogne, est placé, sur demande, en position de disponibilité ; M. Raymond Jaffre, sous-préfet de Saint-Germain-Laye (Yvelines), est nommé préfet délégué pour la police auprès du préfet des Bouches-du-Rhône ; M. Michel Son, sous-préfet de Saint-Germain-Laye (Yvelines), est nommé préfet délégué pour la police auprès du préfet des Bouches-du-Rhône ; M. Guy Sigouille, sous-préfet de Bédarrides (Vaucluse), est nommé préfet de la Creuse, en remplacement de M. Jacques Duranton, appelé à d'autres fonctions.

Les résultats ne justifient que partiellement les regrets du P.C.

Commentant les résultats des élections sénatoriales, M. Georges Marchais a affirmé, mardi 30 septembre, que le parti communiste aurait dû « gagner de huit à dix sièges ». Le même jour, le bureau politique citait « notamment » les élus du P.C. dans les Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Gard, Haute-Garonne et Hérault, où le gain d'un siège par le P.C. aurait été possible. De son côté, la veille du scrutin, Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique, assurait, dans l'« Humanité » du 27 septembre, que l'élection d'un sénateur communiste était prévisible non seulement dans six départements, mais également dans l'Aisne et les Ardennes.

Si l'on retient que les huit départements nommément évoqués par le P.C. — sans tenir compte des deux sièges supplémentaires dont M. Marchais disait espérer le gain, — certains des espoirs du parti communiste apparaissent utopiques.

Par exemple, dans les Ardennes, l'« Humanité » du 26 septembre indiquait « battre la droite, c'est possible », et reprochait au P.S. de refuser la constitution d'une liste commune. Les résultats ont montré que cette ambition était vaine : les deux sénateurs sortants de la majorité ont été réélus dès le premier tour avec respectivement 527 et 503 voix sur 850 suffrages exprimés. Le total des voix recueillies par le candidat socialiste le mieux placé et par le représentant du P.C. le mieux placé était de 430.

La même constatation vaut pour l'Aisne, où la liste de la majorité a enlevé trois sièges à pourvoir, dès le premier tour. Le moins bien placé sur cette liste a recueilli 850 voix sur 1 071 suffrages exprimés. Là aussi, un succès de la gauche était quasiment impossible, puisque l'addition des voix recueillies par les deux candidats de gauche les mieux placés, était de 749.

Les regrets du P.C. sont beaucoup mieux fondés dans l'Allier. Si la discipline républicaine avait joué, le tandem constitué d'un socialiste et d'un communiste, en faveur duquel le candidat radical, s'est désisté, aurait dû faire échec aux deux sénateurs sortants. Mais les deux candidats de gauche les mieux placés, étaient de 749.

Les regrets du P.C. sont beaucoup mieux fondés dans l'Allier. Si la discipline républicaine avait joué, le tandem constitué d'un socialiste et d'un communiste, en faveur duquel le candidat radical, s'est désisté, aurait dû faire échec aux deux sénateurs sortants. Mais les deux candidats de gauche les mieux placés, étaient de 749.

aux élections municipales de mars 1977. Les socialistes ont fait échouer la composition actuelle du conseil municipal au sein duquel les communistes disposent de dix sièges sur soixante-trois sièges. Le P.C. estime que le critère retenu lui a fait perdre « plus de trois cents grands électeurs » (l'« Humanité » du 25 septembre).

Dans le Gard, la querelle portait également sur la désignation des grands électeurs. Le P.C. avait reproché au P.S. d'avoir « manœuvré en maints endroits, comme au Grand-Roi, pour refuser de [lui] donner le nombre de délégués sénatoriaux qui lui était dû » (l'« Humanité » du 25 septembre). Reste que, dans ce département, les pronostics du P.C. qui s'étaient en proportion écroulés, ont été contredits : le mieux placé de ses représentants a obtenu 343 voix au premier tour, qui a vu l'attribution de deux sièges au P.C. Le candidat socialiste ne s'en est pas mieux passé. Le P.C. s'était désisté ne pouvait pas mathématiquement être battu au deuxième tour.

Pour le Cantal, convoité par le P.C. dans l'« Humanité », il ne tenait qu'à la bonne volonté du P.S. Ce dernier s'est retrouvé après le premier tour dans une position qui lui assurait les deux sièges restants en ballottage. La liste P.C.-M.R.G. constituée au second tour a recueilli une centaine de voix de moins que celle du P.S. En revanche, dans la Haute-Garonne, le P.C. estimait que les conseils municipaux avaient « pour l'essentiel désigné des représentants en proportion avec leur composition » (l'« Humanité » du 24 septembre). Reste que le premier tour avait donné un tel avantage au P.S. que ce dernier n'avait pas besoin des suffrages communistes au second tour pour enlever les trois des quatre sièges qui restaient à pourvoir.

Enfin, dans les Côtes-du-Nord, la liste d'union (2 P.S. et 1 P.C.) proposée par les communistes aurait sans doute permis à la gauche d'enlever les trois sièges à pourvoir. En effet, le total des suffrages recueillis au premier tour par les candidats de gauche les moins bien placés a été de 850, alors que la majorité absolue était de 739 et que le candidat de la majorité le mieux placé a obtenu 538 voix. Au second tour, les candidats communistes qui se sont maintenus ont réalisé de moins bons scores qu'au premier tour. La bonne centaine de voix qu'ils ont perdue est allée, semble-t-il, à peu près à égalité entre les représentants de la majorité et sur ceux du P.S. — A. J.

antennes

Le magazine des cultures audiovisuelles

En vente partout : 14 F - abonnement : 130 F
3, rue Fénelon - 75011 Paris Cedex 07 - Tél. 544.38.71

Du 27 septembre au 11 octobre 1980

Quinzaine de la Mesure Industrielle

MADÉLIOS

Place de la Madeleine - Paris
Pour ceux qui savent choisir

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE - VENTES TT ET CD

GAP Paris-est

PARIS 12^e - 37, Av. du Général Michel BIZOT - Tél. : 340.60.47
NOISY-LE-SEC 93130-122, Rue VAILLANT COUTURIER - Tél. : 843.53.33

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES

La Cour de Murville met en garde contre l'atlantisme

LA CONSTITUTION DE LA V^e RÉPUBLIQUE

LE MONDE

ÉDITIONS S.T.H.

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

M. Couve de Murville met ses amis en garde contre l'« atlantisme peureux »

De nos envoyés spéciaux

Strasbourg. — Les journées parlementaires R.P.R. de Strasbourg, qui sont les dernières avant la fin de l'actuel septennat, sont toutes bruyantes des préparatifs de l'élection présidentielle. Le discours de M. Chirac, ce mercredi en fin de journée, ne mettra pas un terme aux spéculations, puisque le président du R.P.R. n'y révélera pas encore ses intentions, bien que son comportement, depuis lundi, parmi ses compagnons soit, cependant, celui d'un candidat potentiel. Cette impression a été renforcée, mardi, lors de la visite des circonscriptions rurales du Bas-Rhin où, dans une ambiance de campagne électorale, le maître de Paris a reçu un accueil coloré et chaleureux. Les parlementaires R.P.R. sont contraints — faute de pouvoir décider eux-mêmes quel que ce soit — de s'en remettre à la sagesse de leurs deux héros, M. Chirac et Debré, qui d'ailleurs doivent déjeuner en tête à tête de façon plus discrète que prévu, avant le 15 octobre. Les gaullistes demeurent convaincus, par une sorte d'optimisme congénital, que le temps travaille pour eux. — A. P.

Après l'exposé de M. Jean-Claude Pauty, député de la Creuse, sur les problèmes agricoles, M. Couve de Murville estime sage de ne pas discuter de l'élection présidentielle avant le mois de janvier. Il note que tous les candidats qui comptent ne se sont pas déclarés ou n'ont pas été désignés mais il « fait confiance » à M. Debré « pour laisser de côté le subalterne et élever le débat ».

« Quand le R.P.R. aura à se prononcer pour un candidat, indique-t-il, il faudra faire en sorte que, cette fois, nous ne nous divisons pas ».

Evocant les principes essentiels de la politique étrangère gaulliste, il met en garde contre les « vieux démons » tel « cet atlantisme peureux qui relève sournoisement la tête lorsqu'une crise éclate et que l'on commence à avoir peur », qui « risquent » de resurgir à l'intérieur même du R.P.R. M. Couve de Murville déclare ensuite que l'Assemblée européenne de Strasbourg « a vraiment tout fait pour ne conquies ni audience ni crédibilité », et indique à propos de l'Algérie qu'il ne s'agit pas de perdre son sang-froid et « de jouer les va-t-en-guerre » comme on l'a fait, selon lui, aux Etats-Unis. « La France, précise-t-il, peut avoir une influence si elle affirme une équivalence des positions bien définies ».

M. Couve de Murville assure que l'affaire des missiles SS 20 soviétiques et des fusées Pershing américaines fera l'objet de discussions entre Moscou et Washington après l'élection américaine, et souligne que Paris ne doit s'écarter en aucun cas « de faire entrer dans le marchandage qui s'ensuivra notre force nucléaire nationale qui est capitale pour le pays et ne change pas d'ailleurs l'équilibre réel entre les Deux Grands ».

M. Jacques Chirac fait ensuite une brève déclaration à propos de la prochaine conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe. Le président du R.P.R. déclare notamment : « Les parlementaires du R.P.R. réitérant avec force leur adhésion à l'esprit de l'Acte final d'Helsinki, demandent que soient examinées à Madrid les conditions concrètes d'application des clauses relatives aux libertés fondamentales. Ils demandent aux gouvernements de veiller au respect intégral de ces clauses par toutes les parties contractantes à l'accord d'Helsinki pour la sauvegarde des droits et de la dignité de l'homme et dans l'intérêt supérieur de la détente et de la paix ».

Dans une motion reprenant cette déclaration, les parlementaires du R.P.R. « affirment la nécessité de rétablir, conformément à l'accord d'Helsinki, un équilibre entre la détente et le respect intégral des droits de l'homme, faute de quoi la détente pourrait devenir la caution de l'arbitraire et de l'oppression ».

● La fédération de Loir-et-Cher du R.P.R., qui a tenu ses assises à huis clos au cours du dernier week-end, s'est engagée dans la voie d'un soutien à la candidature de M. Michel Debré à l'élection présidentielle. Aucune déclaration formelle n'a encore été faite en ce sens, mais une tendance très nette s'est dégagée derrière le secrétaire départemental, M. Jean Verrière, pour soutenir prochainement le maire d'Amboise. — (Corresp.)

En prévision de la campagne présidentielle de 1981, en ESSAI sur le Président de la République et sur la conception gaullienne du pouvoir.

LA CONSTITUTION DE LA 1^{re} REPUBLIQUE

Théorie et Pratique 1958-1960
De C. de Gaulle à V. Giscard d'Estaing
par LE MOINE NGUYEN

Docteur de Sciences politiques
Maître-Assistent à l'Université de France-Comté
Boursier (Prés de l'Etat) Maître de Conférences à l'U.E.P. de Paris

VIET DE PARAITRE AUX EDITIONS S.T.H.

8, avenue Jean Héruy 75016 Paris. Tél. : 224.10.72

Quatrième édition du programme des DEUGS Droit, Sciences Econ. et AES et de la préparation au Diplôme de l'Etat des Sciences Politiques (D.E.S.P.), etc.

Sept. 80 : un vol. 16,5 x 24 cm 275 pages, Prix (France) : 70 F. Pour toute commande s'adresser à l'EDITION S.T.H. 75016 Paris.

(Suite de la première page.)

Sans doute l'Etat-nation n'est pas la pour faire rêver. On ne lui demande pas non plus de dispenser le bonheur. Comme s'il pouvait y avoir un bonheur collectif, comme si cet Etat, plus ou moins fuyant, n'était pas le plus personnel des biens !

Même si on lui adjoint le mot nation, l'Etat n'a pas à rassembler non plus tous ceux qui, loin d'une religion, en état de manque d'absolu se cherchent des raisons de vivre. Le « souverain », comme disent nos amis suisses (en sous-entendant le peuple), peut demander au citoyen dans les cas extrêmes le sacrifice de sa vie, mais non qu'il le considère, lui, comme la valeur suprême. L'Etat n'est pas un père. En-

core moins une providence, comme l'auraient souhaité certains « jusqu'au-boutistes » de la sécurité sociale. Il est très dangereux de faire croire que le pouvoir, dans une société complexe, a tous les devoirs. Si c'était le cas, il s'affaiblirait bien vite de tous les droits.

Les dérives de la liberté

Cela dit, il est impossible que l'Etat s'en tienne aujourd'hui, comme le voudraient ses pourfendeurs libéraux, aux seules fonctions de sauvegarde des institutions de l'ordre public, de la justice, de la défense, de l'enseignement, etc. L'un de ses devoirs essentiels est aussi de corriger ce qu'on peut appeler les dérives de la liberté. Il en est

de deux ordres : les premières, ce sont les inégalités. A mesure que l'Etat de droit s'efforce de desserrer les contraintes les réglementations, de faire confiance aux agents économiques pour qu'ils utilisent au mieux le terrain économique, il ouvre en même temps les vannes aux abus. La loi du plus fort remplace l'autre, et quand on veut sortir de la jungle, on ne trouve plus le chemin.

Les gouvernements de la majorité n'ont pas assez copié dans les excroissances de l'argent gagné facilement, dans les ententes souterraines ou impudiquement dévoilées ; ils n'ont pas pourchassé comme il le fallait les fraudeurs du fisc, et dans des temps où il convient à l'effort national, ne se sont pas suf-

fisamment avisés de sa répartition. Sans doute le dossier du pouvoir n'est pas vide : les coups de ponce au SMIC, au allocations familiales, aux prestations pour les personnes âgées, ainsi que les pactes pour l'emploi des jeunes, vont dans le sens d'une réduction des inégalités. Faibles remparts contre la force des puissances qui savent agencer leur fortune, obtenir les protections nécessaires, se garder mieux de l'inflation, etc.

L'autre dérive de la liberté est l'excès de pouvoir laissé à certains citoyens sur d'autres. Peut-on dire que l'Etat a suffisamment veillé à la façon dont la crise a été répétée dans les entreprises ? Les licenciements en rafale étaient peut-être, économiquement parlant, la seule façon de sauver telle ou telle branche. Mais avant d'en arriver là, n'y avait-il pas à préparer de longue date les voies de plans de redressement moins drastiques ? Quant à la « participation », le mot fait peut-être ballier, mais qu'on en trouve un autre pour que les entreprises évoluent vers un partage moins inégal des pouvoirs. Le rapport Sudreau est resté en grande partie aux oubliettes, comme bien d'autres. Au nom de quoi ? Du principe de non-ingérence de l'Etat dans les affaires privées ? Plaisanterie si l'on songe aux pressions sur telle ou telle entreprise pour des rapprochements, des redéploiements, etc.

Sortir le pays de son encreinte

L'Etat doit aller plus loin. Proposer un « grand dessin » ? Dans un pays comme la France, il risque d'être tout de suite coloré politiquement et donc refusé par une moitié de la nation. Un but collectif d'une certaine ampleur n'en est pas moins indispensable pour sortir le pays de son encreinte. Faisable le pouvoir nous répète à satiété que nous ne sommes pas seuls que nous baignons dans l'économie mondiale et qu'il faut en tirer les conséquences, ne devrait-il pas aller jusqu'au terme de cette réflexion ? C'est-à-dire entraîner les citoyens vers l'aide au tiers-monde, non seulement du bout des lèvres, mais avec toute la puissance que peuvent lui offrir les médias, et la position de la France, plus dégagée que les super-grands d'arrière-pensées. Il ne s'agit pas seulement — ce qui est déjà bien — de monter des « coups » pour aller au secours de milliers d'affamés mais de favoriser par tous les moyens un esprit de solidarité avec ceux qui sont les plus démunis. Le lancement du dialogue Nord-Sud par M. Giscard d'Estaing aurait pu fournir cette occasion. L'opération est restée sur un plan trop intellectuel.

C'est une véritable croisade que l'Etat pouvait mener sur le thème d'un meilleur partage du pouvoir des pays pauvres dans les institutions internationales, et sur les moyens à offrir aux peuples du tiers-monde pour qu'ils s'aident mieux eux-mêmes. Qu'on ne s'y trompe pas. Donner une crédibilité à un nouvel ordre économique mondial, c'est réduire le fossé entre le Nord et le Sud. Comme le disait fort justement Roger Garaudy (1), « la seule façon d'aider les pays du tiers-monde est de changer notre modèle de croissance ».

Un des devoirs de l'Etat, c'est de trouver les chemins qui conduisent les citoyens à sortir de leurs égocentriques, à faire en sorte que le « futur » ait un « avenir », à prouver que le repli sur soi ou sur sa cellule familiale n'est pas la seule issue aux déceptions politiques. Le pouvoir doit indiquer à la nation le bon signalement, celui qui sort des querelles mesquines et des petites audaces, pour lui permettre de répondre aux plus profonds appels de la planète.

PIERRE DROUIN.

(1) Les Nouvelles Littéraires, numéro du 4-11 septembre 1980.

● M. François Mitterrand a déclaré, mardi 30 septembre à Saint-Denis-de-la-Réunion, que « les Réunionnais sont les seuls qualifiés pour se prononcer sur leur avenir et qu'aucune décision ne sera prise à Paris ». Au cours de cette visite de quatre jours commencée mardi, M. Mitterrand devait rencontrer les élus du département, les représentants de milieux socio-professionnels, ainsi que l'évêque de l'île.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

Devoir d'Etat

VIENT DE PARAITRE
FRANCIS LEFEBVRE

15, rue Viète
Paris 17^e

REPRESENTATION DU PERSONNEL
Comités d'entreprise - Délégués du personnel - Syndicats
276 pages - Prix en notre librairie : 69 F - Franco : 80 F

VIENT DE PARAITRE
FRANCIS LEFEBVRE

15, rue Viète
Paris 17^e

LES IMPOTS EN FRANCE 80/81
traité pratique illustré par l'exemple 544 pages
Prix en notre librairie : 88 F - Franco 99 F

Du 29 septembre
au 18 octobre 1980.

Dans votre BHV.

Crédit gratuit*
sur la motoculture et les tronçonneuses.

Roulez des mécaniques dans votre jardin.

Motobêche Nogatronic MB 10,
moteur BSH 3,5 CV, 4 fraises,
largeur de travail 65 cm,
entraînement par vis sans fin,
entraînement par courroie.

1695 F.

Motobêche Nogatronic MB 15, moteur BSH 5 CV, 4 T, 4 fraises,
largeur de travail 65 cm, transmission par vis sans fin,
entraînement par courroies, marche AV et AR.

2250 F.

Combinaison motobêche motobécane, 5 CV,
2 T polyvalente,
équipement fraises.

2700 F.

Adaptation équipement labour léger, comprenant :
2 roues 400 x 8, chartré, contre-poids
et support, l'ensemble.

1400 F.

(Photographié en équipement labour : 4100 F.)

Tronçonneuse Nogatronic TC 65,
électrique 1100 W, coupe 25 cm,
graissage manuel.

475 F.

Tronçonneuse Nogatronic TC 8,
thermique, 37 cc, coupe 35 cm,
graissage automatique.

1350 F.

Tronçonneuse Nogatronic TC 80,
électrique 1020 W, coupe 35 cm,
graissage manuel, affûtage automatique.

595 F.

Tronçonneuse Nogatronic TC 14,
thermique 37 cc, coupe 40 cm,
graissage et affûtage automatiques.

1600 F.

**SERVICE APRES-VENTE
ET PIÈCES DÉTACHÉES**
92, bd Paul Volont-Couturier à Ivry-sur-Seine.
Tél. : 672.45.19 - Poste 514.
Garantie 5 ans gratuite
sur tous les appareils Nogatronic,
pièces, main-d'œuvre et déplacements*
contre tout vice de fabrication.

* En 9 mois, à partir de 1000 F d'achats, 20 % comptant, après acceptation d'un dossier crédit CofinogratBHV. A l'exception des articles signalés d'un point vert et des services.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

• LES BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE-ÉPINE • ROSNY 2 • CRETEIL • VILLENEUVE-LA-GARENNE • LIMONEST •

Le Monde

société

LES ATTENTATS ANTISEMITES

Une vingtaine de militants d'extrême droite ont été placés en garde à vue

Trois mille personnes — dix mille selon les organisateurs — se sont rassemblées mardi 30 septembre, en fin d'après-midi, devant le mémorial du martyr juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris-4^e, pour protester contre les attentats commis ces jours derniers dans la capitale contre des édifices de la communauté israélienne.

A Strasbourg, où ont lieu les journées parlementaires du R.P.R., M. Jacques Chirac, président du mouvement, a participé le même jour à une manifestation de protestation contre ces attentats, organisée par les représentants de la communauté juive de la ville.

A Paris, une vingtaine de militants

d'extrême droite ont été arrêtés, mardi 30 au matin, par les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur les attentats antisémites. Parmi les personnes gardées à vue figurent MM. Jean-Gilles Malliarakis, dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire, et Pierre Sidos, président du mouvement L'Œuvre française. Une dizaine de militants du M.N.R. et plusieurs adhérents parisiens de l'ex-FANE figurent parmi les personnes interpellées. Trois armes de poing ont été découvertes au domicile de certains d'entre eux, qui pourraient être déferés au parquet d'ici la fin de la garde à vue, qui expire jeudi 2 octobre, à 6 heures.

A Nice, la garde à vue des sept ou

huit membres de l'ex-FANE arrêtés mardi matin, dont deux femmes, a été renouvelée ce mercredi matin pour vingt-quatre heures.

A la suite des attentats commis à Paris, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a demandé au parquet d'ouvrir une instruction judiciaire « afin que tout soit mis en œuvre pour identifier les coupables ». La chancellerie déclare à ce sujet : « Le ministre de la justice a prescrit au parquet, d'une part de veiller, dans la limite de ses attributions, à ce que l'instruction de ce dossier soit menée avec la diligence nécessaire, d'autre part de prendre, le moment venu, les réquisitions empreintes de la fermeté qu'impose le caractère odieux de telles infractions. »

A Paris : une journée d'émotion communautaire

« Il n'y a que l'antisémitisme pour unir ainsi les juifs. » Cette boutade, lancée, mi-figue mi-raisin, par un jeune militant sioniste, avait valeur de vérité, mardi 30 septembre, alors que plusieurs milliers de personnes se rassemblaient, vers dix-huit heures, à l'appel du Mouvement contre le racisme et le antisémitisme (M.C.R.A.) et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), devant le mémorial du martyr juif inconnu.

Les divisions, les divergences laissent provisoirement la place à l'émotion et à la peur commune du retour « de la race des seigneurs ». « Un grand moment pour notre communauté », commentait, ému, un vieux survivant des camps de la mort. Toutes les générations étaient présentes, les durs à la Seine, sous les drapeaux et les banderoles, pour réclamer l'arrestation des auteurs des récents attentats et l'inculpation des dirigeants des « Faisceaux nationalistes européens », pour réconstitution de la ligue dissoute. Mères juives du Senter, Israéliens d'origine maghrébine, familles bourgeoises du seizième arrondissement arborant les badges du M.R.A.P., aux côtés de chrétiens et de musulmans « venus là, selon un prétexte, en signe de solidarité ». Plus de distinctions politiques : les organisations sionistes traditionnelles voisinaient avec le Michmar (jeunes sionistes socialistes) et les rangs étaient parsemés d'antisionistes et de militants du P.C., du P.S., du P.S.U., de la C.G.T. Des membres de la Ligue communiste révolutionnaire écoutaient les discours sous la ban-

derole des « Filles et fils des déportés juifs de France ». Non, plus de divergences. La foule scandait bien volontiers : « Juifs, Arabes, tous unis » et applaudissait M. Albert Lévy (M.R.A.P.) qui, comme une seule victime, « les institutions juives et les foyers de travailleurs immigrés ». L'allocution de M. Alain Rothschild, président du C.R.I.P. (Conseil représentatif des institutions juives de France), organisation jugée souvent trop modérée, était acclamée par de très jeunes gens qui, un instant plus tôt, avaient longuement ovationné Mme Marie-Madeleine Fourcade (LICRA), héroïne de la résistance venue au mémorial, « empêcher que ne lève à nouveau la graine mortelle ».

Le rôle de l'O.J.D.

Certains pleuraient, à l'évocation des « martyrs » de toutes les générations, ceux du ghetto de Varsovie comme ceux de Bologne, ces derniers mois, ou de Munich, ces derniers jours. Comme, encore, Henri Curjel et Pierre Goldman.

Certains manifestants s'attardaient devant les groupes de jeunes assurant le service d'ordre, regardant avec curiosité les membres de l'Organisation juive de défense (O.J.D.), créée en 1979, par des militants de différentes tendances politiques, pour assurer la protection de la communauté israélienne, et dont le premier titre de gloire est d'avoir sérieusement malmené les membres de l'ex-FANE devant le palais de justice, le 15 septembre.

L'O.J.D. a sans doute gagné, mardi, son droit à l'existence aux côtés des associations juives. Le C.R.I.P. qui avait d'abord critiqué les interventions, un peu muscées, de ces jeunes gens et déploré les tentatives d'auto-défense de la communauté, à la suite de l'attaque de la synagogue de la rue de la Harpe, a déclaré « d'adhérer » à ces chevaliers protecteurs.

L'O.J.D. avait d'ailleurs profité de cette journée de protestation pour se présenter la presse. Vers 19 h. 30, alors que la manifestation se dispersait dans le calme, plusieurs de ses membres exposaient, dans un grand hôtel, les buts de cette organisation, « écrite pour que tous les juifs se retrouvent sur un thème, celui de la sécurité ». « Nous ne sommes pas une milice », déclarait son président, qui avait tenu à garder l'anonymat, nous organisons simplement la surveillance de nos édifices et la protection de nos rassemblements, en collaboration étroite avec les dirigeants de la communauté juive. »

Les membres de l'O.J.D. appartiennent tous à ce courant israélien qui estime que la communauté juive est plus menacée, « plus exposée qu'elle ne croit ». Leur rôle est d'alerter, d'affirmer aux juifs, qu'il n'y a pas de danger entre deux Alerter, que l'antisémitisme en France, demeure virulent.

A la même heure, les jeunes militants de l'O.J.D. donnaient la preuve de leur efficacité en assurant le service d'ordre d'un meeting national pour l'inscription des étudiants étrangers au Comité de liaison des étudiants sionistes socialistes (C.L.E.S.S.). Foulées corporelles, vérifications d'identité, examen des sacs à main, recherches — parfois un

peu hystériques — de bombes que les « faschos » auraient pu déposer... Ils manœuvraient, un peu brutalement, au goût de certains adultes. Si le rassemblement de dix-huit heures s'était déroulé dans le calme, cette réunion nocturne se laissait gagner par une forte tension. Près de deux mille personnes avaient trouvé place dans la salle, mais un millier d'autres battaient la semelle sur la chaussée et attendaient vainement que les portes s'ouvrent pour elles, dans un climat de rumeurs sur « la présence, dans le quartier, de neo-nazis ».

Le ton n'était plus le même. Très pro-Israélien, le C.L.E.S.S. prône le départ de France de la communauté juive. Ses membres devaient, mardi, s'opposer, parfois avec violence, aux thèses contraires, préconisées par d'autres Israéliens venus à la Mutualité pour prolonger cette journée de protestation. « Nos ancêtres ne sont pas les Gaulois », hurlait au micro un dirigeant étudiant tandis que d'autres, dans la salle, manifestaient bruyamment leur préférence pour l'assimilation. Autre leçon d'histoire à l'usage des jeunes générations juives : « Rappelez-vous ce qui est arrivé aux juifs d'Ukraine, à ceux d'Espagne, à ceux d'Irak, à ceux d'Allemagne... »

Cette journée d'émotion communautaire, selon la formule d'un membre du M.R.A.P., devait finalement montrer à la fois une unité émotionnelle et les clivages profonds de la communauté juive de France et des différences d'appréciation dans la réplique à porter à l'antisémitisme.

PHILIPPE BOGGIO.



(Dessin de PLANTU.)

AU SIÈGE DE L'EX-FANE

Les voisins des nazis

Mme Boulin, une petite dame sans âge, habite 28, rue Jean-Moignon, à Paris (10^e), et les membres des Faisceaux nationalistes européens, l'ex-Fédération d'action nationaliste et européenne (FANE), sont ses voisins du dessus. Jeudi 25 septembre, c'est elle qui a découvert, dans les toilettes, sur le palier, un curieux sac de plastique et, dedans, une bombe. Vendredi, au même endroit, les policiers en ont démonté une autre in extremis : « Je ne suis pas rassurée », dit Mme Boulin, « que les nazis sont là, le me rassure, et, tant qu'ils ne sont pas partis, je ne me couche pas. »

Depuis le procès de Marc Fredrikson, les habitants de la rue Jean-Moignon craignent les « expéditions punitives ». « Ce se comprend, dit le garagiste du 22, mais, si les jeunes juifs contre-attaquent, ce sera l'escalade de la violence. » Pour M. Antoine, qui tient le café à l'angle de la rue, « ça devient critique, et on n'est pas remboursé en cas d'attentat revendiqué ».

Après l'alerte de vendredi, des habitants de l'immeuble de l'ex-FANE ont préféré prolonger leur week-end. En tout cas, ils n'ont pas plus leur porte. « Si ça saute, prévenez-moi », a dit un locataire avant de vider les lieux. « Ce n'est qu'une psychose de peur », explique le commissaire du quartier, qui ignore ce qui se passe rue Jean-Moignon — et qui a « bien d'autres affaires à traiter ».

avec des barres de fer, des manches de pioche et même une mitrailleuse. Quand les policiers ont ouvert la porte du local, M. Fredrikson tenait une arme à la main. »

Psychose ? Mais la concierge n'est pas la seule à avoir vu. D'autres, assure-t-elle, peuvent témoigner. « Après, les policiers ont dit que la bombe ce n'était rien. Mais ils sont quand même venus hier pour me conseiller de faire attention. » Mme Boulin a aussi observé un canon de revolver dépassant de la veste d'un visiteur. « La prochaine fois, je me jette par la fenêtre », affirme une voisine du dessus. La vieille dame du premier a eu, dimanche, une crise cardiaque, et une adolescente, qui habite seule, a décroché le fusil de chasse de son père.

On dit qu'ils auraient un autre local dans le quinzième arrondissement, qu'il est un tout petit centre, qu'ils seraient quinze mille militants en France. Comme on est loin du groupe piloyable, des locaux minables, les jeunes paumés éduqués par un célibataire de quarante-cinq ans, admirateur de beaux arènes, de ce petit vieillard volé qui, le soir de la bombe, descendait avec difficulté, entre deux policiers, l'escalier lépreux. M. Henri-Petit, quatre-vingt ans, l'ancien secrétaire de Darquier de Pellepoix, acharné fragile, ferait-il trembler le voisinage ?

Un banquet international

C'était comme une habitude : les voir se déguiser en nazis, entendre leurs chants et assister au ballet des policiers qui les arrêtaient pour les relâcher aussitôt. Le folklore de la rue Moignon. « Ils nous faisaient plutôt sourire », Mme Boulin était prête à leur pardonner. « Ils n'arrêtaient pas de tirer leurs bureaux, leurs chaises ; ils chantaient comme à l'école. Je suis montée au soir ; je leur ai demandé de se faire. Ils m'ont obéi. D'ailleurs, M. Fredrikson me saluait toujours en ôtant son chapeau. »

Des gens sans histoire. Sans danger. Le propriétaire du Châlet Savoyard, le restaurant du bas de la rue, raconte pourtant une curieuse aventure : « Le 24 novembre 1979, M. Fredrikson organisait un banquet dans son établissement. Ils étaient une cinquantaine en uniforme, portant des croix gammées ; ils venaient le portrait de Hitler 6 F. Certains parlaient allemand ou italien. Il y avait des Belges. Ils répondaient à ma femme qui les servait en faisant le salut nazi. Au moment où le leur demandais de sortir, il y a eu une descente de police. Mais, une heure après, le M. Fredrikson, le lendemain, est venu régler la note. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

L'affaire de Broglie

LA DEMANDE DE MISE EN LIBERTÉ DE M. DE VARGA EST REFUSÉE

La demande de mise en liberté de M. Pierre de Varga — écroué depuis le 31 décembre 1976 pour complicité dans l'assassinat de Jean de Broglie — qu'avait présentée le 29 août M. Francis Szpinner, a été rejetée le 1^{er} octobre par la chambre d'accusation de Paris qui présidait M. André Chevalier.

Ce même jour, M. Henri Dussaud a développé à la chambre d'accusation l'argumentation qu'il avait initié, le 10 juillet, au nom de son client, M. Serge Tessière — toujours détenu pour complicité dans l'assassinat de Jean de Broglie, — à de-

mander l'annulation de la procédure. L'avocat s'appuie sur le fait que M. Guy Floch, le juge d'instruction primitivement chargé de l'affaire, n'a pas versé au dossier le rapport de police du 24 septembre 1976 faisant état de menaces pesant sur la vie du député de l'Eure. La cour doit statuer sur ce point le 15 octobre.

Les trois jeunes Allemands de l'Ouest enlevés il y a plus de deux mois près de Florence (le Monde du 31 juillet) ont été retrouvés sains et saufs ce mercredi 1^{er} octobre dans la province de Sienne. — (A.F.P.)

ÉDUCATION

Grâce à des cours suivis cet été

A Grenoble, les étudiants étrangers sont dispensés de l'épreuve de français

De notre correspondant

Grenoble. — La convocation, le 24 mars dernier, de deux cent dix-huit étudiants étrangers à un examen de connaissance de la langue française avait été à l'origine de la plus longue grève pour l'inscription des étudiants étrangers, comme le campus de Grenoble (le Monde des 30-31 mars et 23 mai). Pendant neuf semaines, l'activité universitaire avait été totalement paralysée dans certaines unités d'enseignement et de recherche, tandis que dans d'autres les cours étaient fortement perturbés. L'examen de français exigé pour les étudiants étrangers inscrits pour la première fois dans une université et qui n'étaient pas titulaires du baccalauréat français ou d'un baccalauréat reconnu équivalent à tout de même été organisé le 5 septembre par le rectorat. Cent quatorze étudiants seulement avaient reçu une convocation aux épreuves. (une dictée et un résumé de

texte) ; mais tous ont pu justifier d'un titre les en dispensant. Pendant l'été, une lettre adressée aux trois universités grenobloises par le président de la commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers, M. Jean Imbert, avait élargi les cas de dispense aux titulaires du premier degré du diplôme d'études françaises délivré par le CUEF (Centre universitaire d'études françaises) qui, à Grenoble, dépend de l'université de langues et lettres. Les étudiants étrangers dont la pratique de la langue française était insuffisante ont donc suivi pendant tout l'été les cours dispensés par le CUEF afin d'obtenir un niveau jugé « correct » sanctionné par des épreuves organisées à la fin du mois d'août.

Nous n'avons pas eu à examiner de candidatures, tous les étudiants étrangers étant en règle », précise-t-on au rectorat, où l'on se félicite de la fin heureuse d'un long conflit. Toutefois, à l'université des sciences sociales, où ont lieu en ce moment les inscriptions pédagogiques pour l'année universitaire 1980-1981, on compte une quarantaine de candidats étrangers supplémentaires qui ne répondent pas à toutes les conditions réglementaires. « Il faudrait pouvoir rapidement régler ces quelques cas, faute de quoi nous risquons de déclencher à nouveau un processus nuisible au bon fonctionnement des universités », précise M. Rousset, président de l'université des sciences sociales.

En dépit d'« assouplissements », affirme-t-on, d'autre part, dans cette université, le contrôle des « départs » d'étudiants étrangers a déjà porté ses fruits : puisque cent quarante-huit étudiants étrangers seulement ont été inscrits pour la première fois à l'université des sciences sociales contre deux cent trente-quatre l'année dernière à la même époque.

CLAUDE FRANCHILLON.

CORRESPONDANCE

L'inscription des étudiants chypriotes

M. Jean Imbert, président de la Commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers, nous écrit :

J'ai été très surpris de lire, dans l'article de M. Mandouze intitulé « L'ennemi public numéro 1 » (le Monde du 19 septembre : « Sur cinquante-sept candidatures proposées, la commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers n'en a retenu que deux. Sur dix-neuf provenant de Jérusalem, une seule a été acceptée ».

Puis-je vous demander de rétablir la vérité auprès de vos lecteurs et de signaler que la Commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers a envoyé aux diverses universités françaises deux cent cinquante-trois dossiers qui lui sont venus de Chypre et deux cent trente-deux sont venus d'Israël ?

M. Mandouze, à qui cette lettre a été communiquée, répond :

I. La contestation relative au nombre d'étudiants « israéliens » ne porte pas : le chiffre avancé par moi ne visait que « les candidatures » provenant de Jérusalem (et non pas de l'Etat d'Israël tout entier) ;

II. En revanche, pour ce qui est des « candidatures » provenant de Chypre, c'est celle des candidatures littéraires de Nicose — et non pas de toute l'île — dont il était question.

CHINOIS, JAPONAIS PARLES

Enseignement de la langue chinoise et du japonais.

L'Ecole commerciale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris reprend ses cours de chinois et de japonais à partir du 6 octobre 1980.

Les intéressés pourront choisir le nombre et la fréquence des séances en fonction de leurs besoins et de leur niveau.

SCICIP : 2, rue Armand-Moisan, 75015 Paris, métro Montparnasse. Tél. : 220-08-82.

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

COURS SPÉCIAUX D'ÉTÉ

* Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.

* 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.

* Petits groupes (maximum 8 étudiants).

* Ecoles dans toutes les chambres.

* Laboratoire de langues modernes.

* Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.

* Meubles modernes, cuisine, salle de bains, chauffage central, etc.

* Située dans une zone calme, à 100 km de Londres.

Revenez en :

REGENCY BANGORATE

KENT, E.S.

Tél. : THAMES 512-12.

Dr. M. H. H. H.

4, rue de la Persévérance,

95 LAURENCE.

Tél. : 559-25-33 (par).

REMIS A M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Le Livre blanc sur la recherche est rendu public

Une vision cohérente des travaux, des espoirs et des problèmes de la communauté scientifique

Demandé par le président de la République le 1^{er} août 1979, rédigé par un comité de dix-sept membres qui sont tous des hommes de science parmi les plus titrés, longuement retravaillé depuis plusieurs mois, préfacé par l'Académie des sciences, le « Livre blanc sur la contribution de la recherche scientifique au progrès de la France » est rendu public, ce mercredi 1^{er} octobre. Il n'est ni un « rapport sur l'état des sciences et des techniques », ni un programme décennal, mais une œuvre de réflexion collective de la communauté scientifique destinée à montrer ce qui existe et ce qui pourrait être, et à alimenter la réflexion de tous ceux dont les décisions influencent l'avenir.

L'ambition du Livre blanc est de dépasser l'ensemble restreint de la communauté scientifique et d'atteindre un public aussi large que possible. Comme le rappelle M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat chargé de la recherche, « les succès de la technique française » dépendent, certes, des moyens mis en œuvre et de la qualité des hommes, mais aussi « de l'intérêt qu'y porte chaque citoyen ».

L'ambition est donc que chaque citoyen puisse trouver dans ce livre des éléments d'appréhension sur l'importance et l'utilité de la recherche, mais aussi sur la problématique et le comportement de ceux qui font cette recherche. Elle est de convaincre chacun que « de l'effort scientifique et technique du pays dépend son avenir, sa place dans le concert des nations et le mieux-être de chacun ».

Ce but serait-il atteint ? Est-il même réalisable ? Il est clair que peu de citoyens lisent les cent cinquante mille mots de ce Livre blanc. L'ouvrage n'est d'ailleurs pas destiné à être lu de manière

suivie et de bout en bout. La volonté d'être le plus complet possible conduisait nécessairement la partie centrale de l'ouvrage à être qu'un long catalogue. Même si certains auteurs ont su mieux que d'autres ordonner cette compilation et en dégager des lignes de forces à la fois scientifiquement solides et facilement appréhendables, même si une chasse souvent fructueuse a été faite aux termes trop techniques, et aux concepts trop difficiles, l'ouvrage est parfois ardu et lourd. Il paraît cependant assez clair et assez structuré pour que chacun puisse y trouver, sur la question qui l'intéresse, les informations qui lui permettront d'avoir une vision cohérente des travaux, des espoirs et des problèmes. De toute manière, la tâche était difficile, et la mise au net de l'ouvrage a été plus longue que prévu.

Le Livre blanc commence par un vigoureux prologue, dont un membre de l'Académie des sciences, M. André Guinier, a établi une première rédaction avant que ses collègues ne lui donnent son apparence finale. Il retrace l'évolution historique de la recherche française, rappelle l'expansion des années 60 et la stagnation de la décennie suivante, puis indique quelques voies à ne pas suivre et dénonce quelques idées fausses. Il y a ainsi des remarques acides sur les « plus bruyants pourfendeurs de la science » qui « ne protestent que contre certaines technologies mais comptent bien sur les scientifiques pour promouvoir celles qu'ils préfèrent » ; on sur « certains » qui croient à l'existence « d'un stock de connaissances de sciences pures, dont seule une faible proportion a été exploitée » et demandent aux scientifiques « d'exploiter ce stock à des fins pratiques plutôt que de chercher à l'acquiescer encore par de nouvelles découvertes ».

Il n'était pas non plus inutile de noter que l'imagination et l'originalité qu'on demande aux chercheurs « ne sont pas précisément des qualités qui sont favorisées par les examens ou

concours de notre enseignement » ; ni de rappeler qu'il est vain de vouloir « piloter par l'aval » la recherche fondamentale en lui demandant « de se concentrer sur les domaines dont a besoin la recherche appliquée ».

Le jugement de ses pairs

Puisqu'il est pratiquement impossible d'imposer un travail de recherche fondamentale à quelqu'un, que peut faire l'administration de la recherche ? Son véritable rôle est « de bien choisir son personnel chercheur et de réaliser les meilleures conditions pour en utiliser au mieux les capacités individuelles ». On ne peut décider en toute certitude de l'intérêt d'une recherche que longtemps après qu'elle ait porté ses fruits, mais il existe des critères : l'originalité de la recherche, « la possibilité d'interaction avec des domaines voisins et de généralisation des phénomènes étudiés ». Et c'est finalement le jugement des autres chercheurs qui est le meilleur garant de la qualité d'une recherche.

Mais une recherche fondamentale de qualité ne se créera pas d'elle-même des applications. Il faut déjà que le fondamentaliste pense « aux utilisations possibles de ce qu'il trouve ou de ce qu'il connaît ». Ce que ne font pas toujours les chercheurs français. Il faut aussi que la recherche qui défriche soit suivie d'une recherche qui élargit, qui reprend les expériences en modifiant les paramètres, pour déterminer si des applications sont possibles. Et le prologue suggère, ici, que cette recherche « intermédiaire », qui est trop peu développée en France, pourrait être confiée aux laboratoires des petites universités, qui sont trop isolés pour avoir les moyens d'une recherche plus ambitieuse et où la concurrence internationale est plus forte.

Le prologue insiste, enfin, sur le rôle culturel de la recherche et sur son interaction avec l'enseignement, qu'elle vivifie ; le chercheur doit diffuser ses connaissances, mais le plus important

soin la recherche appliquée : avant l'invention du laser, jamais un opticien n'aurait pu imaginer un tel dispositif ; n'aurait-il donc pas à quel physicien il devait poser le problème ».

C'est que l'esprit scientifique se répand, car il aura une influence sur le comportement du citoyen, dans la vie quotidienne comme dans les décisions graves qu'il doit prendre pour l'avenir du pays.

Après ce prologue, qu'on peut sans doute juger un peu trop conservateur — on n'attend pas de l'Académie des sciences, même rajournée, qu'elle prenne des positions révolutionnaires ou iconoclastes — mais qui décrit assez bien ce qu'est le milieu scientifique et ce qu'il ne peut pas ne pas être, l'essentiel du Livre blanc est constitué de cinq chapitres qui passent en revue les grandes disciplines — sciences de la vie, sciences de l'homme, mathématiques et sciences de l'information, sciences de la matière, science de la planète Terre. Leur plan général est une présentation de l'état actuel des connaissances, une tendance d'exploration de l'avenir prévisible, et l'indication des applications, probables ou espérées, que peut engendrer le progrès de la connaissance.

L'entreprise est évidemment hasardeuse et, dans une mise en garde, le comité de rédaction indique qu'il faut « manier avec imagination et délicatesse ce coup de projecteur sur l'avenir », et qu'il ne doit pas s'agir toutes les décisions pour cinq ou dix ans.

Trois autres chapitres, consacrés aux problèmes de l'énergie et des matières premières, à la recherche industrielle — sa brièveté est malheureusement significative de la faiblesse de celle-ci — et à l'apport de la science dans l'aménagement du cadre de vie, donnent de la recherche un éclairage par l'aval qui complète la description sectorielle des chapitres précédents. La dernière partie du Livre

blanc est intitulée « La recherche dans la nation ». Son premier chapitre, « Une interaction dynamique », est peut-être le plus novateur de l'ouvrage, ou du moins celui qui éclaire les aspects les moins bien connus ; il pose avec acuité des problèmes que les scientifiques ont souvent tendance à négliger, par exemple quand il dit sans tarder que la recherche « par suite de son dynamisme même, a aussi des retombées indirectes, qui influent sur le contexte économique et social d'une façon qui n'est ni toujours intentionnelle ou prévisible ni nécessairement positive ». Il montre aussi que « demander des troupes et non des chercheurs » est une vue sommaire, car l'exploration d'impasses est un risque nécessaire et parfois le moyen de trouver ce qu'on ne cherchait pas. Il faut explorer toutes les directions, et cette « agitation bruyante » n'empêche pas que se constitue un « front de la découverte qui entraîne les acquis en les ordonnant peu à peu ».

Le chapitre pose aussi le problème de la « polarisation » et de la « colonisation » : certaines personnalités ou laboratoires proposent des directions de recherche, tandis que les autres suivent la voie indiquée. A ce propos, le Livre blanc souligne que « la question importante est de soutenir et de développer un nombre suffisant de « polarisateurs » nationaux », faute de quoi nous tomberons dans « la colonisation scientifique que connaissent actuellement la plupart des pays en voie de développement et bon nombre de pays européens ». Ce souci peut parfois conduire, quand le niveau d'une discipline est suffisant, à favoriser les relations entre laboratoires nationaux et à donner moins d'importance aux contacts internationaux.

Ces interrogations, et quelques autres, comme le problème de la synchronisation entre « la dynamique interne de la recherche » et les demandes socio-économiques dont elle est l'objet, sont illustrées d'exemples éclairants et accompagnées de suggestions concrètes. Elles conduisent à un cha-

pitre final, « Une politique scientifique », qui ne leur répond qu'imparfaitement. Ce chapitre décrit les structures administratives existantes et reprend les directives que diverses réunions gouvernementales ont établies depuis cinq ans, sans qu'elles soient toujours très bien respectées par leurs auteurs. Pour ceux qui suivent les affaires scientifiques, il n'y a rien de bien nouveau, mais le Livre blanc s'adresse aussi aux autres. En annexe, ceux-ci trouveront des tableaux et graphiques qui leur permettront de mieux jauger ce secteur d'activité faussement marginal qu'est la recherche scientifique.

MAURICE ARVONNY.

AÉRONAUTIQUE

LA COMPAGNIE KUWAIT AIRWAYS COMMANDE CINQ NOUVEAUX AIRBUS

La compagnie aérienne Kuwait Airways vient de signer un accord avec le consortium européen Airbus Industrie pour l'achat de cinq bi-réacteurs moyen-courriers Airbus A-310 supplémentaires. Cet accord, précise Airbus Industrie, a été signé le 24 septembre et approuvé par le gouvernement du Koweït. Ces appareils seront introduits sur le réseau de Kuwait Airways vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient à partir de 1983.

Kuwait Airways avait déjà commandé six A-310 en juin dernier (le Monde a du 1^{er} juillet). L'Airbus A-310 est un avion de deux cents à deux cent vingt places.

A ce jour, le nombre total d'appareils commandés par les trente-sept compagnies clientes d'Airbus Industrie s'élève à 426 (276 commandes fermes et 150 options), dont 282 pour l'A-300 (200 fermes et 82 options) et 144 pour l'A-310 (76 fermes et 68 options).

PILSENER BEER

BIERE 33

PLAISIR PLUS FORT.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Un entretien avec Akira Kurosawa

Les hommes d'autrefois étaient d'une bien meilleure qualité

« Pourquoi êtes-vous resté cinq ans sans tourner, après Dersu Uzala, qui avait été, pourtant, un grand succès international ? »

— Le succès d'un de mes films ne veut pas dire, pour moi, la fin des problèmes financiers. J'avais tourné Dersu Uzala en U.R.S.S. et dépensé, là-bas, tout ce que j'avais gagné. Au Japon, cela ne m'a pas laissé de bénéfices. Chaque fois que je réalise un film, j'augmente mes dettes. Mais je n'ai pas arrêté de travailler après Dersu Uzala. J'ai écrit trois scénarios, le dernier étant Kagemusha.

« Pour écrire un scénario, il me faut pratiquement une année. Et — on en revient à l'argent — j'ai beaucoup de mal à trouver des producteurs. Aujourd'hui, ceux qui prennent les décisions dans les sociétés de production japonaises ne sont plus les responsables artistiques mais les responsables commerciaux, c'est-à-dire les gens les plus bêtes du monde. Ils ne comprennent rien à mes scénarios (pas seulement aux miens, d'ailleurs). Ils disent que cela ne plaira pas au public. « Plaire au public » est leur seule préoccupation, et ils ne connaissent même pas le public.

« J'ai proposé Kagemusha après deux tentatives infructueuses avec les scénarios précédents. Les choses ont traîné, il y a eu des discussions très longues et très compliquées. C'était moins, cette fois, un problème de contenu que de sujet. J'étais bloqué, une fois de plus, lorsque Francis Ford Coppola et George Lucas, à qui j'avais parlé de mon projet, ont obtenu de la 20th Century Fox une contribution au budget de 150 000 dollars. Je n'attendais pas leur aide et ils ne me l'avaient pas proposée. Ils ont agi directement. Il n'y a eu aucune discussion sur le scénario. Coppola et Lucas savaient ce que je souhaitais faire et, même si la Fox avait voulu intervenir (mais elle ne l'a pas fait), ils n'auraient accepté aucune condition contraire à mes désirs.

« Les critiques remarquent que votre inspiration va, par alternance, de sujets contemporains à des sujets historiques. Kagemusha est un retour au passé japonais. Pourquoi ? »

« Je ne suis pas d'accord avec cette distinction entre le présent et le passé. Elle est arbitraire. Si j'ai l'idée d'un sujet,

c'est qu'il me passionne, qu'il est une nécessité pour moi, et peu importe s'il est situé dans le monde d'aujourd'hui ou celui d'autrefois. Je tiens à insister : à partir du moment où j'aborde un sujet historique, je traduis forcément le passé avec ma vision et mon expérience actuelles.

« Mais, quand je me retourne sur l'histoire, je pense que le monde des hommes d'aujourd'hui se détériore de plus en plus. Je trouve le passé infiniment plus beau, dans ses mœurs, ses costumes, son style de vie : je pense que les hommes d'autrefois étaient d'une bien meilleure qualité. Ils avaient construit une culture beaucoup plus remarquable, beaucoup plus brillante que celle de notre vingtième siècle. Je voudrais que les jeunes gens de notre époque puissent tirer un enrichissement de ces hommes du passé. Mais cela me gêne de vous donner une explication, car je ne fais jamais un film consciemment, dans le but d'enseigner quelque chose. Le plus important est ce qui se passe dans l'inconscient d'un auteur de films et il n'a pas à s'expliquer. Pour moi, la seule raison d'écrire et de tourner un film, c'est de le créer.

« Il y a beaucoup de batailles dans Kagemusha, dont l'action est située au seizième siècle japonais. Portez-vous le même jugement sur l'art de la guerre à cette époque ? »

« Pas du tout. Lorsque je parle d'une culture plus brillante, c'est, bien sûr, en temps de paix. Il y a, malheureusement, toujours eu des guerres. Notre époque aurait plutôt fait du progrès en ce domaine puisqu'on peut tuer infiniment plus

de gens d'un seul coup. Mais, au siècle de Kagemusha, il y avait une attitude esthétique, jusque dans le cérémonial de la guerre : les étendards accrochés à des perches flexibles, les décorations, les armures, les casques avec leurs emblèmes (les guerriers rivalisaient pour avoir le plus beau), la façon de faire évoluer les soldats. Je voulais montrer cette esthétique de la guerre comme document.

Le double a son propre corps

« On parle beaucoup du thème du double, qui commande toute l'action du film. Connaissant votre admiration pour Dostoevski et une certaine littérature européenne, on se demande si vous avez suivi cette influence ou si c'est un thème qui existe aussi dans la littérature japonaise ? »

« Non, ce n'est pas un thème de la littérature japonaise, mais je ne l'ai pas pour autant emprunté à Dostoevski ou à l'Europe. Je me suis tout simplement inspiré d'un fait historique. C'était une tradition, chez les chefs de guerre, d'avoir, par prudence, un double qui les

remplaçait, de temps à autre. Ils risquaient d'être tués et de voir leur clan s'effondrer ; ils devaient donc exister le plus longtemps possible.

« Mon film est tiré de chroniques historiques, avec des personnages qui furent célèbres. Shingen, le chef du clan Takeda, avait perfectionné la tradition des doubles. Il en a eu beaucoup. On ne savait jamais vraiment, dans les combats, si c'était lui ou un autre qui se trouvait à la tête des soldats. Cela renforçait sa personnalité, son pouvoir.

« Mais Kagemusha est l'histoire d'un double après la mort de Shingen. Ce voleur,

sauvé de la crucifixion pour tenir un rôle épisodique, devient, d'abord malgré lui, puis de son propre consentement, le personnage de Shingen, dont il est, d'ailleurs, le sosie, et auquel il s'identifie peu à peu. Au-delà de la chronique historique, n'y a-t-il pas, dans le film, une signification métaphysique ? »

« Non. Je ne pense jamais à la métaphysique en réalisant un film. Quand Shingen est blessé, il songe surtout à protéger son territoire, que son fils est incapable de défendre et de conserver, en continuant d'apparaître à travers Kagemusha, qui est physiquement le double parfait. Après la mort de Shingen, les gens du clan, les généraux, selon sa volonté, dissimulent sa mort et font passer constamment le voleur pour lui.

« Bien sûr, le problème du double peut être philosophique. Le double a son propre corps, sa propre existence, avant d'entrer dans la personnalité d'un autre. Il risque de s'y perdre. Ce problème est très bien exposé par Nobukado, le frère cadet de Shingen, qui a joué souvent le rôle du double avant de découvrir Kagemusha, et de le lui céder. Mais je n'ai pas conçu

cela comme un essai métaphysique. Les Français parlent trop de métaphysique.

« Si l'on vous dit, alors, qu'il y a ici ce qu'on admire dans tous vos films : l'expression d'un humanisme, c'est-à-dire le respect de la personne humaine, de tout ce qui fait l'identité d'un être, y compris les valeurs spirituelles, l'âme, êtes-vous d'accord ? Et, en ce sens humaniste, Nobukado n'est-il pas un personnage aussi important que Kagemusha ? »

« J'accepte cette définition et votre point de vue à partir de là. En écrivant le scénario, j'ai été pris par le drame du dédoublement, et je me suis beaucoup penché sur les récits de l'époque. Nobukado avait souvent servi de double à son frère aîné, mais il était très différent de lui. On le décrit comme un homme cultivé, raffiné, un artiste. Il sculptait, dessinait, écrivait des poèmes. Shingen n'était pas seulement un guerrier, mais Nobukado, lui, était un homme d'élite. Il recevait les délégations de la cour de Kyoto à la place de Shingen. Je me suis demandé quel avait pu être son sentiment lorsqu'il jouait le rôle du double. Et peu à peu, l'idée de Kagemusha, le

sosie, le voleur, l'être simple et frustré, s'est imposée à moi.

« Tout cela n'est pas forcément lisible dans le film, mais c'est ce qui a guidé le travail de mon imagination. En prenant définitivement, et seul, le rôle du double, Kagemusha, même si son destin personnel est dramatique, remet en question la vie et la personnalité de Nobukado, qui était digne, lui, de succéder à Shingen. Le film est construit sur l'opposition, les rapports, la différence, de Nobukado, le frère de Shingen par le sang, et de Kagemusha, sa créature à l'origine, mais qui lui « vole » son importance au sein du clan, et sa raison d'être.

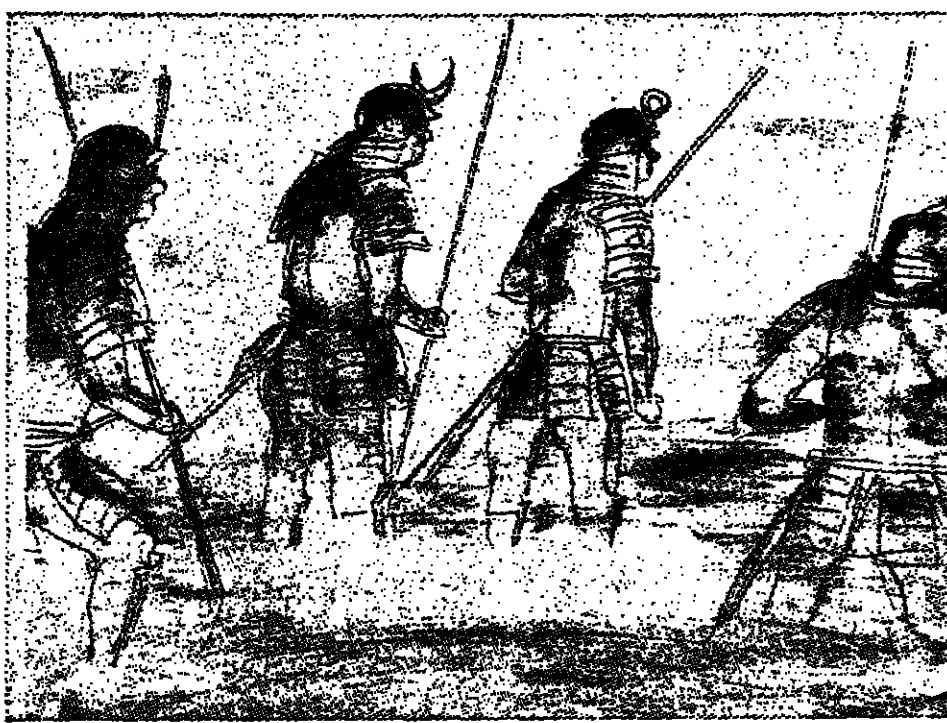
« Pour moi, Nobukado est, historiquement, celui qui a le plus fait pour la gloire du clan Takeda, le seul qui aurait pu le sauver. Mais il a été rejeté dans l'ombre, il est devenu un subalterne de son frère et des généraux, auxquels il était bien supérieur. J'ai voulu lui rendre sa vraie place dans l'histoire en insérant, dans la bataille perdue de la fin, un gros plan de lui. Il porte le casque et les attributs guerriers de Shingen, il ne parle pas, mais on voit sur son visage le désespoir de n'avoir pu préserver tout ce qu'avait bâti son frère. Ce plan n'est pas, comme il semble qu'on l'ait cru, une projection imaginaire de Shingen contemplant le désastre. C'est un hommage à Nobukado, personnage sacrifié.

« Toute votre mise en scène est conçue de façon picturale. Il y a des plans cadrés comme des tableaux, avec des personnages disposés selon des lignes précises, il y a des mouvements de caméra qui ressemblent à des ondulations de pinsons sur une toile. Dans une scène du bord du lac, au moment de l'immersion du cadavre de Shingen, des hommes du clan sont alignés, immobiles, à la gauche du cadrage, devant l'eau et le ciel et, dans la partie droite, une large tache noire, à la forme tordue d'une épée, émerge de l'eau. Votre film historique est une récréation, par le technique du cinéma, de l'art qui existait au Japon et ailleurs, au seizième siècle, dans la peinture.

Propos recueillis par

JACQUES SICLIER

(Lire la suite page 14.)



UNE SELECTION

cinéma

KAGEMUSHA
D'AKIRA KUROSAWA
(Voir notre article ci-dessus.)

HEART BEAT
DE JOHN BYRUM
Un film sur la jeunesse, tendre et amer, gai et triste, où l'on parle de la vie et des compromis.

AMERICA, AMERICA
D'ELIA KAZAN

L'épopée d'un jeune Grec, parti pour la fabuleuse Amérique. La terre promise n'est pas le paradis, le héros n'est pas sans peur ni reproche, Kazan juge, pessimiste. Mais tout n'est pas pour moi sur cette terre, il y a place pour la pureté et l'amour.

Cher Voleur, de Szolt Kezdi-Kovacs : comédie de mœurs et de caractère sur une société hongroise en mal d'espérance. Le Dernier Métro, de François Truffaut : les jeux du théâtre, de la vérité, de l'illusion, de l'amour, du drame. Fame, d'Alan Parker : eh bien, dansez maintenant ! Loulou, de Maurice Pialat : une femme, un homme, le malheur.

théâtre

LES CANNIBALES
AU THEATRE DE LA VILLE

Entre Grenoble, Berlin et New-York, villes imaginaires, dans quelles

mythologies, dans quels souvenirs aussi, et quelles images flamboyantes, poussées par quelles colères, par quels espoirs, navigue un garçon de treize ans ? Georges Lavaudant montre et raconte son univers. (Festival d'automne.)

REMONDI ET CAPOROSSI
AU CENTRE
GEORGES-POMPIDOU
(Voir notre article page 16.)

Le Mariage de Figaro, au Théâtre de Paris : des comédiens, une pièce, et quels comédiens ! Exercices de style, au Petit-Montparnasse : des comédiens, la aussi, éblouissants, et le spectacle le plus vif, le plus drôle de ce début de saison. En l'honneur d'Expo, à la Cartoucherie du Soleil : fête électorale, « caf' conc' », syndicalisme, guerre de 14, comique vigoureux, spectacle populaire. Romantisme, au Théâtre Présent : fidélité intelligente et sensible à une superbe pièce. Madame est sortie, à la Comédie des Champs-Élysées : confession amicale d'un écrivain abandonné.

REGARDS SUR
LA PHOTOGRAPHIE FRANÇAISE
AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE
AU PETIT PALAIS
(Lire notre article page 14.)

ECRITURES
11, RUE BERRYER

Un important rassemblement de manuscrits, d'ouvrages typographiques, de notations musicales d'artistes du vingtième siècle, pour montrer l'écriture romaine en tant qu'art, au même titre que l'écriture chinoise ou arabe.

expositions

INGRES
AU LOUVRE

« Revolt Ingres » à travers les dessins, tous les dessins conservés au Louvre : une centaine, dont les très célèbres portraits à la mine de

plomb. Une quarantaine de paysages, prêts par le musée de Montauban, sont présentés en introduction de cet hommage rendu au peintre pour le bicentenaire de sa naissance. Des portraits contemporains d'Ingres le concluent.

LA BIENNALE DE PARIS
AU MUSÉE D'ART MODERNE
DE LA VILLE DE PARIS
ET AU CENTRE
GEORGES-POMPIDOU

L'onzisme, sous le signe de l'éclatisme. Plus de trois cents artistes de moins de trente-cinq ans (en principe), venus de quarante-sept pays, y sont présentés. Qui font de la peinture, de la sculpture, des objets, du cinéma, de la vidéo, de la photo, des performances, des livres, de la musique, de l'architecture. Qui regardent le passé et voudraient faire l'avenir.

REGARDS SUR
LA PHOTOGRAPHIE FRANÇAISE
AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE
AU PETIT PALAIS
(Lire notre article page 14.)

ECRITURES
11, RUE BERRYER

Un important rassemblement de manuscrits, d'ouvrages typographiques, de notations musicales d'artistes du vingtième siècle, pour montrer l'écriture romaine en tant qu'art, au même titre que l'écriture chinoise ou arabe.

musique

HOMMAGE À PAUL DELVAUX
AU CENTRE CULTUREL
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
DE BELGIQUE

Un hommage au vieux artiste qui, écrivait Breton, « a fait de l'univers

l'empire d'une femme, toujours la même, qui règne sur les grands labours du cœur ». L'exposition présente des œuvres sur papier, notamment de grandes aquarelles récentes inédites.

Les dessins de Kurosawa à l'Espace Cardin (lire page 14). Les théâtres du « Boulevard du crime » (1752-1892), au Louvre des antiquaires : des maquettes, des gravures, des objets, des tableaux, pour évoquer l'histoire du théâtre populaire à Paris, qui s'est écrit sur ce petit bout du boulevard du Temple, où on ne s'égare que sur scène, dans des mélos où triomphait Debureau, Frédéric Lemaître, d'autres.

FESTIVAL STRAVINSKI

Grand concours d'orchestres au festival Stravinski du Festival d'automne : cette semaine, l'Orchestre (et les chœurs) de Paris, sous la direction de Barenboim, avec Fischer-Dieskau (Champs-Élysées, le 2 octobre, à 20 h. 30, et le 4, à 10 heures) ; l'Ensemble intercontinental, dirigé par Boulez (Th. de la ville, le 6), et London Symphony, dirigé par Abbado (Congrès, le 6) ; grands chefs-d'œuvre pour Abbado et Barenboim : œuvres de chambre pour Boulez dans un programme qui associe à Stravinski ses contemporains Weber, Ravel, Prokofiev et son... « disciple » Boulez (« Improvisation sur Mallarmé »).

« GIANNI SCHICCHI »

ET « PAILLASSE » A NANCY

Le Théâtre de Nancy rentre tôt, avec un réjouissant programme

d'opéra italien mis en scène par J.-L. Thamin. Au « Paillassage » ultra-érotique de Leoncavallo se joint « Gianni Schicchi », le joyeux drille de Puccini. A ne pas manquer : avec Gabriel Bacquier et Fedora Barbieri (les 3, 5, 7 et 9 octobre).

« Vie et mort » et « Pas moi », spectacle de H. Holliger du Festival d'Avignon (RCAM, les 1^{er}, 2, 3, 4, 7 et 8 octobre) ; « Les Liaisons dangereuses », de Pray (Conservatoire d'art dramatique, les 1^{er}, 4 et 6, à 20 heures) ; le « Laudario », de Cortone, par l'Ensemble G. Dufay (Royaumont, le 4, à 18 heures et 20 h. 30) ; Concertos de Schoenberg et Spohr, par le Quatuor Mélos et l'Orchestre national, dir. : H. Soudant (Fac de droit, le 14) ; Festival Couperin : « Apothéose de Lullé » et « Apothéose de Corelli », dir. : J.-C. Malgoire (Rozay-en-Brie, le 4) ; Madrigaux, par le Collegium vocal de Cologne (Gaveau, le 6) ; Cité universitaire, le 7) ; Festival Varèse par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : G. Amy (Fac de droit, le 6) ; Kurt Moll (Athénée, le 6) ; L. Laskine et le Quatuor Via Nova (Saint-Séverin, le 7) ; Devy Erlih et Brigitte Engerer : Mozart, Schubert, Webern, Beethoven (Gaveau, le 7) ; Rossini, Dvorak, Tchaïkovski, par l'Orchestre national, dir. : H. Soudant, avec P. Fontanarosa (Champs-Élysées, le 6) ; rentrée de l'Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Waller, avec Maurice André (Pleyel, le 6).

danse

La Twyla Tharp Dance Company, au Théâtre des Champs-Élysées : des expériences d'avant-garde du Judson Dance Theater à la chorégraphie du film Hair, Twyla Tharp

a connu une réussite spectaculaire, à l'américaine. Derrière son style gai et décontracté, il y a une femme inquiète et déterminée, une travailleuse acharnée qui avance dans la vie les dents serrées.

variétés

COLUCHE
AU THEATRE DU GYMNASSE

Les adieux au muslo-hall de Coluche, trinqué de sa salopette rayée, jetant dans ses portraits, dans ses monologues, une vérité profonde, orientale (20 h. 30).

NORBERT LETHIEUX
AU PETIT FORUM DES HALLES

L'« hénarisme », par un nouveau venu dans les sketches, les monologues (20 h. 30).

HARLEM SWING
AU THEATRE
DE LA PORTE-SAINT-MARTIN

Le climat, les couleurs de Harlem dans les années 30, à travers les chansons de Fats Waller, chanteuses, jouées, vécues par ses créateurs américains de cette comédie musicale (20 h. 45).

LES MISERABLES
AU PALAIS DES SPORTS

Une épopée de personnages aux oriflammes calcées, une fresque du cœur jouée remarquablement par toute une jeune troupe de comédiens-chanteurs et superbement mise en scène par Robert Hossein (20 h. 30).

Entretien avec Kurosawa

(Suite de la page 13.)

— C'est vrai que j'ai essayé d'adopter, dans ce film, une manière la plus picturale possible. Je vous ai dit que tout était beau dans cette époque, et on ne pouvait faire un film sur elle sans tenir compte de cette beauté, sans tenter une recherche esthétique équivalente. La tâche sur le lac est une langue de terre qui émergeait à cet endroit que nous avions repéré, dans l'île d'Hokkaido, après avoir dû renoncer à un autre lieu envahi par la neige. C'est un paysage très japonais, que j'ai choisi pour cette langue de terre et l'effet qu'elle pouvait apporter à mon image. On peut citer des peintres italiens de la Renaissance pour certaines scènes de bataille. Ce qui compte, évidemment, n'est pas l'imitation de la peinture, mais la correspondance picturale que peut donner la mise en scène cinématographique pour mieux faire comprendre l'époque.

Sur le rythme d'une respiration

— La version présentée à Cannes était plus longue d'une vingtaine de minutes. Vous avez raccourci et remanié le film. Pourquoi ?

— Je n'ai été forcé par personne. J'avais toujours en l'intention de remonter le film. Les producteurs voulaient le faire concourir à Cannes, et je n'ai disposé que de deux semaines après la fin du tournage pour en préparer une copie. J'ai alors pratiquement mis tout à bout ce que j'avais tourné, mais je savais bien que le film avait un rythme trop lent, comportait de longues scènes et des détails à rectifier.

— Kagemusha est maintenant tel que je voulais qu'il soit, encore qu'en le remontant à la soirée inaugurale à Paris, j'y ai encore senti deux ou trois respirations imparfaites. Je fais toujours le montage d'un film sur le rythme d'une respiration.

— Une scène, un plan succédant à un autre, doit arriver au moment de l'expiration. J'ai coupé en partie la séquence du rêve qui manquait d'équilibre, et supprimé des plans de la dernière bataille. Mais le détail importe peu. Il faut couper et monter de manière que les spectateurs aient envie d'en voir un petit plus que ce qu'on leur montre. A la projection du 23 septembre, au Colisée, la copie n'était pas bonne, les couleurs étaient mal rendues. On y a remédié depuis. Mais j'ai été fâché qu'on rallonge les lumières avant la fin du générique qui

— Une exposition se tient en ce moment à Paris, où l'on peut voir des gouaches, des dessins que vous avez préparés pour ce film. Avez-vous l'habitude de faire une préparation de ce genre avant de tourner ?

— Pas du tout. Il m'est arrivé de faire quelques dessins, mais il y a eu une raison très particulière à ce travail. Les négociations avec les producteurs japonais ayant été très difficiles avant l'intervention de la Fox, j'ai craint de ne jamais tourner Kagemusha. Ce renoncement me faisait souffrir. Je ne voulais pas que le film soit vu au néant. Alors, j'ai décidé de le dessiner. Ce qui figure à l'Espace Cardin n'est pas la totalité de mes dessins, car une autre exposition en présente aussi aux Etats-Unis. Il fallait que Kagemusha existe, au moins de cette façon, qu'il en reste quelque chose.

— Le seul spectacle où l'on respecte la totalité d'une œuvre est le nôtre, au Japon. Le public attend que tous les personnages soient sortis de scène — et c'est parfois long, car cela se fait selon un rituel — pour applaudir, et les lumières ne reviennent qu'après.

— Avez-vous été surpris et heureux d'obtenir la palme d'or du Festival de Cannes ?

— Je n'étais pas venu à Cannes pour avoir la palme d'or. En fait, je n'avais pas l'intention d'être présent au Festival. Henri Langlois m'avait dit, un jour, que si quelqu'un devait utiliser la couleur au cinéma d'une manière totale, ce serait moi. En 1970, Dodes Kaden, mon premier film en couleurs, n'avait été qu'un essai. Avec Kagemusha, j'avais l'impression d'être parvenu à la « manière totale », mais Langlois était mort, et l'idée qu'il ne serait pas là pour le voir m'était toute entrée d'aller à Cannes. J'en ai parlé à William Wyler et à sa femme. Mme Wyler m'a dit : « Il faut penser que Langlois sera là pour voir votre film. Oui, il sera là. » Alors, s'il y était, je devais bien y être aussi. Je suis donc venu au Festival de Cannes pour lui.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

L'ombre du film

AINS I Akira Kurosawa a dessiné et peint Kagemusha scène par scène ou presque, avant de le réaliser.

Il a décrit les sites, les décors intérieurs et extérieurs (naturels : l'île d'Hokkaido, et des palais antiques), les objets, les costumes somptueux (certains seront même empruntés à des musées) ; il a campé les personnages l'un après l'autre, donnant jusqu'à la ressemblance des acteurs. Il a dessiné une à une les dernières, les orfèvres, les standards, les casques, les écussons et les devises.

Il a placé les cavaliers (deux cents dans le film), composés les batailles, prévu les cavalcades, les affrontements, jusqu'à la position exacte des cadavres

entassés en pyramide, défini les obliques des lances et les courbes des croupes et des dos. Il a donné la couleur du ciel et de l'eau, du temps et de la terre, pensé les éclairages et les ombres portées au sol, les arcs-en-ciel, les embrassements sanglants et les couchants de fin du monde.

Le rouge, le vert, le bleu, le jaune, le noir, fusent en traits larges, cernent les silhouettes, découpent et habillent les corps, recouvrent les visages, pèsent de tout leur poids de couleurs dures et contrastées dans des pages pleines qui n'admettent pas de recul. Des pages bouillies sur elles-mêmes, finies, avec leur vie propre, leur dynamisme interne, leur violence expressionniste, à l'occidentale.

Une extraordinaire métamorphose

On sait tout en voyant ces dessins, et on ne sait rien. On ne sait rien de l'extraordinaire métamorphose qui s'est opérée quand la caméra a récupéré l'image. Le film n'anime pas des tableaux, surtout quand il y a des références picturales — elles sont fréquentes et difficiles à attribuer avec précision : Kurosawa a trop bien assimilé la culture européenne pour utiliser la citation. L'idée de tableau surgit dans le film quand l'image s'arrête, se fige.

Les dessins et les gouaches de Kurosawa n'ont pas sa méthode de travail, de l'œuvre, ne partent pas du fond, de l'écriture. Ils sont moins ébauchés, plus lourds, plus concrets, plus épais, plus charnels et anecdotiques : autant de qualité qui se résorberont dans le grand corps du film, sa respiration, son tempo.

Aussi actifs qu'ils soient, aussi professionnels qu'ils puissent être — Kurosawa est peintre de formation — ils ne peuvent rendre l'essentiel : ce qu'il y a

entre. Ils ne parlent pas des passages, des ruptures, ne disent pas comment le jour succède à la nuit, comment on va du dehors au dedans, ne disent rien, ne peuvent rien dire de l'importance du message — le pont, le Me — qui fait basculer les situations psychologiques et la stratégie guerrière tout au long du film. Rien de cette esthétique incorporée, superbe, quand au début on voit le message à pied se frayer un chemin au milieu des troupes endormies et traverser toutes les installations du siège de la forteresse. Puis plus tard à cheval, et encore à pied.

A l'écran, l'image est abstraite, sur le papier, elle ne l'est pas, qui reste terre à terre, qui a au fond l'épaisseur de Kagemusha, l'ombre fruste, mais peut parfois atteindre la pureté du modèle : le film.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Dessins et gouaches de Kurosawa. Espace Cardin, 3 avenue Gabriel. Jusqu'au 25 octobre.

Photos des XIX^e et XX^e siècles

L'EXPOSITION de la Bibliothèque nationale, « Regards sur la photographie en France au XIX^e siècle », visible jusqu'au 23 novembre dans les salons du Petit Palais, est d'une grande beauté, ça c'est l'évidence : l'évidence de l'austérité. On a rarement vu, par exemple, des encadrements aussi soignés, aussi parfaits, d'un classicisme aussi adéquat : minces baguettes de palissandre striées de deux lignes ivoirines, puis, au-delà du cache d'un biseau également ivoire, tout un jeu de lignes, de traits tirés à l'encre de Chine, de légères décloives, de biseaux, d'entailles successives qui amènent l'œil jusqu'à la photo, en douceur, essorant l'épreuve originale d'un écorin qui semble évincer le tannage de la lumière. Il faut rendre hommage à ce très beau travail d'artisan exécuté par l'atelier de restauration et d'encadrement du département des estampes.

La photographie du XIX^e siècle est lourde, statique, monumentale. On l'a donc classée avec rigueur, sans fantaisie, sans invention que le choix préalable, sous des appellations qui relèvent d'étiquettes de fichiers ou de catalogues : « monuments, nus, animaux, portraits, natures mortes, paysages... » Le texte du catalogue, écrit par Weston Naef, « Associate Curator, Department of Prints and Photographs, The Metropolitan Museum of Art », est d'une historicité pesante, tout comme son titre officiel, tout comme le titre de l'exposition, tout comme ces titres à trois qui s'enchaînent avec un sérieux ridicule et fantaisique, quasiment bourgeois.

Mais dans tout ce qui pourrait déclencher l'ennui, on trouve son plaisir. Parmi les cent quatre-vingts photos accrochées, chaque visiteur trouvera facilement dix photos préférées. Et que ce soit un nu de femme suppliant signé Henri Voland, le masque mortuaire du curé d'Arles, ou la petite Bernadette Soubirous écorchant pour ses administrés ses genoux sur des lettres de bois, Paul Verlaine buvant son

absinthe quelques mois avant sa mort, ou un cheval fantôme dont le temps d'exposition a réussi à figer jusqu'au mouvement de la queue, cela n'a pas d'importance.

On aimera ces photos pour ses inclinations personnelles, pour des rapprochements singuliers ou, plus bonnement, pour l'amour de la photographie. Mais surtout, comme l'a dit André Jammes, grand amateur de photographie ancienne, elle nous permet de réexaminer et de réévaluer toute la photographie contemporaine, qu'elle contient virtuellement ; elles se réunissent l'une l'autre.

Le bain maure

La photo contemporaine, il suffit de traverser l'avenue Winston-Churchill pour en voir, sur la passerelle intérieure du Grand Palais, un peu complexe, grelottant et sinistre entre des bouts de ficelle et des étreintes déprimantes. Un petit échantillon : Jean-Luc Monterosso a groupé, sur le thème de l'amour « fou », c'est-à-dire ici un peu toutes sortes d'amours, le travail de cinq photographes : l'amour sado-masochiste ritualisé d'un homme et d'une femme regardés avec complicité par Claude Alexandre ; l'amour banal selon Claude Nori qui se photographie avec sa épouse dans la glace de la salle de bains puis qui entoure ses photos d'une ribambelle de mots du style : « Ah ! ce que t'étais belle, hier soir, quand tu m'embrassais tes spaghettis... » ; enfin l'amour d'une mère pour son petit garçon illustré par la mécanicité extravagante de Jean-Claude Larrieu.

Thierry Grundler, lui, est un amoureux des rails de lumière électrique qui passent faiblement sous les portes d'un appartement vide : il nous propose une longue séquence graphique et photographique, au pied de la lettre. C'est finalement William Betsch, un nouveau venu que recouvre, parait-il, ce pseudonyme, et qui en échappant au



thème convenu, et par la seule puissance de ses photos, suscite le plus d'intérêt : étrange reportage sur un bain maure qui diffuse le temps, le brouille par des apparitions retardées ou fantasmagiques, dans un grain moite. Il n'y a ici que quatre images, très belles, très fortes, et on aimerait connaître les autres.

HERVÉ GUIBERT.

P.S. — M. Jean-Pierre Seguin, conservateur en chef du département des estampes et de la photographie, nous a reproché, au sujet d'un précédent article annonçant l'exposition « Regards sur la photographie en France au XIX^e siècle », d'avoir écrit que la Bibliothèque nationale s'était « un peu fait tirer l'oreille » par les Américains pour examiner tous les trésors de ses caves (le Monde du 21 septembre). Or on peut lire dans le catalogue, sous la plume de Philippe de Montebello, Directeur of the Metropolitan Museum of Art : « C'est avec un grand plaisir

que le Metropolitan Museum organise avec la concours de la Bibliothèque nationale l'exposition « Regards sur la photographie en France au XIX^e siècle », et, une page plus loin, sous la plume de Georges La Rida, administrateur général de la Bibliothèque nationale : « Le projet de constituer un vaste panorama historique à partir des tirages originaux commentés dans un catalogue nourri de références avait retenu l'attention des spécialistes américains, qui ont toujours montré un intérêt particulier pour les débuts de la photographie française. C'est pourquoi un accord a été passé avec M. Philippe de Montebello, directeur du Metropolitan Museum, pour que notre exposition soit présentée au début 1981 à New-York. »

Chercher à savoir lequel des deux est le plus exact dans l'appréhension de l'influence ne résoudrait-il pas d'une susceptibilité un peu chauvine ? L'essentiel est que l'exposition soit réussie... — H. G.

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER

20 h 30

places 28 F et 48 F

en avant-saison

12 représentations

les

cannibales

spectacle écrit et mis en scène par

Georges Lavaudant

par le

Centre Dramatique

National des Alpes

18 h 30

une heure sans entracte 22 F

du mardi au samedi

milva

chante

Brecht / Weill, Chaplin...

Théodorakis

orchestre dirigé par

Natalie Massara

Etoile de Moscou

Restaurant

Spectacle

de Grande Classe

CHOEURS RUSSES

ORCHESTRE Tzigane

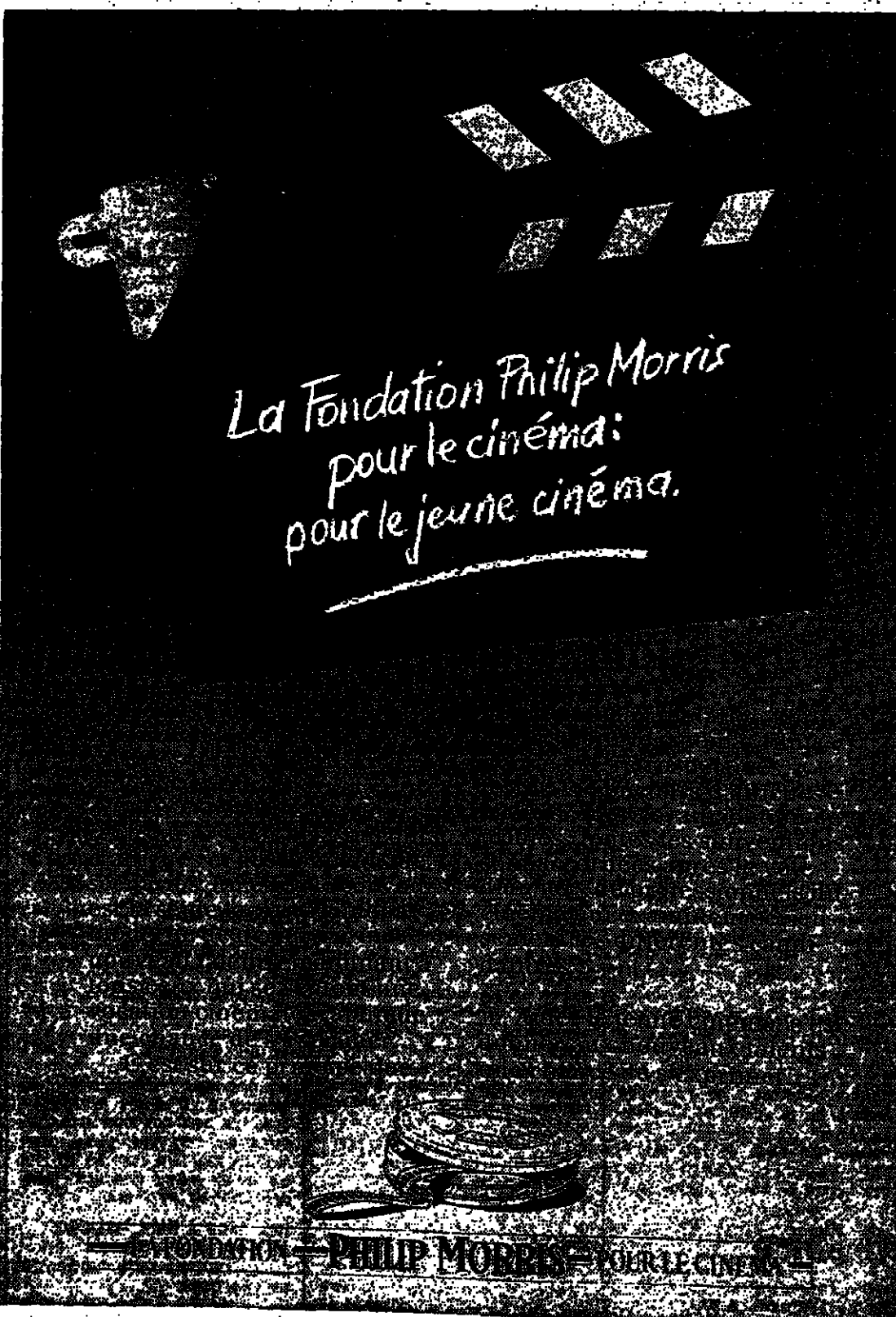
6, rue ARSENE HOUSAYE

Tous les soirs de 20h30 à 1h00

PREX MOYEN D'UNE SOIRÉE 200 F. PAR PERSONNE

Reservations

563.63.12



ET DES SPECTACLES

ALA BIENNALE DES

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI

GRAND PALAIS

GALERIE SERGE GARNIER

BIERGE

CHOPIN - L. Jean-Marc S.

Mardi 8 octobre, à 21 h

GROTRIAN-ST

La grande marque mondiale

vous en faites un plaisir

chez

hamm

A LA BIENNALE DES ANTIQUAIRES

I. - LA GROSSE TIRELIRE

On ne va pas jouer aux petits papiers ni lancer des dés lorsque, visiteur curieux, on s'apprête à faire le grand tour d'une vaste encyclopédie dont les volumes et les feuillets défilent devant vos yeux sous un vélum teinté qui embrume légèrement l'armature dessinée de la grande carapace du Palais 1800.

Mais on ne regarde pas en l'air, bien sûr, non négligeable, cette architecture déjà d'un autre temps. C'est pourtant celle-ci qui permet un espace de 12 000 m² où environ cent trente exposants, dont quelques rares étrangers, offrent au désir le contenu le plus divers, le plus paradoxal ou le plus contrasté d'un éventaire ou d'une boutique.

Il y a de quoi s'y perdre, en dépit d'un circuit qui veut être rationnel mais qui en fait déboussole toute orientation possible en raison d'un jardin serpentant fait de plaques de fausses herbes plastiques et de faux miroirs d'eau où le verre teinté joue son rôle de reflet. Heureusement, l'authenticité est ailleurs.

Impossible de faire l'inventaire de cette multitude d'objets — meubles, tableaux, faïences — de tous temps et de tous lieux. Chaque exposant se laisse guider alors par son goût, sans que l'on sache jamais si le mauvais goût de l'un est le bon goût de l'autre. Selon, il ne reste plus qu'à flâner comme chien de chasse en quête de sa proie, à condition toutefois que le chasseur soit honnêtement pourvu. C'est au petit bonheur la chance et il faut avoir l'œil attentif et la langue pas trop déliée.

Nous nous bernerons donc à signaler, avec l'indéfectible subjectivité, ce sur quoi l'on pourrait pointer son désir, choses variées qui finissent par trouver leur unité à la fois par la qualité et par l'esprit de celui qui préside au choix.

Allons-y dans un certain désordre : deux Photophores du dix-huitième siècle au platement de métal argenté éclairaient au passage le mobilier entassé de Révillon d'Apreval et le

chemin du Petit Poucet que vous êtes invité à suivre. Chez Didier Aaron, parmi trop de choses « données à voir » sans unité, la lumière gris perle de la Plaque de Scheveningen, par Salomon V. Rinsdaël, mérite d'être captée. Sans rapport, la Table lisseuse de forme ragon par Migeon impose la grâce de sa marqueterie. Contraste chez Demachy, descendant du peintre de la colonnade du Louvre et qui tient à signaler la présence de son ombre par deux tableaux d'architecture romaine. Mais l'on est piqué au vif par l'inattendu d'une série de sièges néogothiques en noyer foncé ou clair dont le dossier en ogive évoque la forme de coeurs pouvant à la rigueur s'offrir se becquetant dans le lit de voyage aux pommeaux de cuivre et au baldaquin à la polonoise.

Accueilli par une Lanterne japonaise en bronze de forme globulaire, le visiteur ne peut que tomber en arrêt devant un Paravent à six feuillets dont le décor, en bleu et blanc, presque abstrait, simule l'entrée d'un camp comme une tente vue sur un fond d'or où un arbre laisse tomber sur le sol une fine pluie de feuilles rouges ; c'est la galerie des Laques qui présente cette superbe « invention ». Entrant chez Aveline, Laloux et Dessain, on est aiguillonné par un bronze de belle patine posé sur une commode de Joseph : ce bronze à la forme d'une Conque marine, grand coquillage dont le piétement est fait de deux petits coquillages, l'objet ayant peut-être servi de rafraîchissoir. Belle forme enroulée dans le bronze !

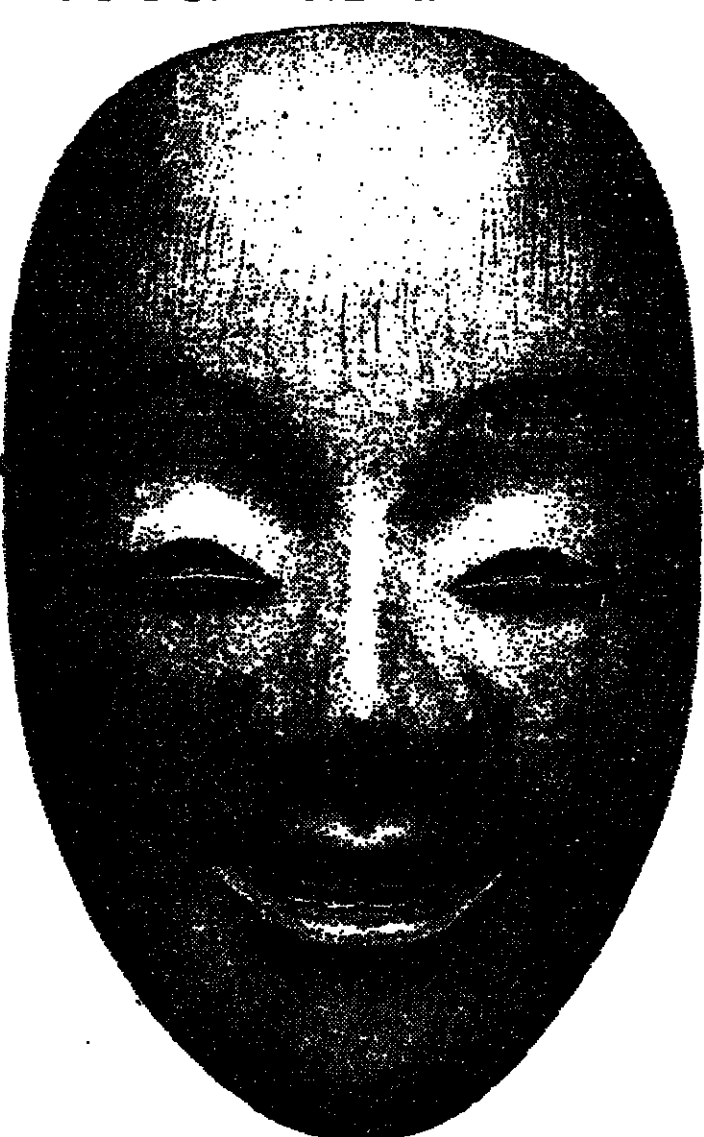
Par ailleurs, un petit panneau peint par Met de Bies, la Tentation de saint Antoine, ravit l'œil par la finesse du coloris dans le paysage bleuâtre et le piquant cortège de tentateurs poilus inspirés de Bosch venant assiéger le saint. Un mets à emporter ! Il est vrai que le périplastique en trouve un autre plus imposant de dimensions, avec un autre sujet, la Prédication de saint Jean, et de non moindre qualité, chez Leegenhoek.

Le secret du Zen et celui des menbres

La boutique de Gisèle Croës n'est pas à manquer, l'une de celles qui méritent le cootier, tant par l'unité du stand que par la qualité des objets : on s'arrête, fasciné par ce Masque n° (Japon, dix-huitième siècle), figure de jeune homme souriant, qui aurait plu à Rodin par sa plastique et sa patine de couleur végétale. Le Cheval Hanwa (sixième siècle) en terre cuite attrape le regard par sa stature cubique, massive, gardien de tombe, peut-être princière (Japon). D'une mince feuille de bronze, le Masque mortuaire Liao (onzième siècle) interroge le vivant, tandis qu'une troupe de cigognes évolue à merveille sur fond d'or d'un paravent à six

feuilles (dix-septième siècle). Puis, à reculer dans le temps, un grand vase néolithique panou, avec sa polychromie intacte rouge et noire et, hors du temps, l'extraordinaire Ecocce d'arbre exotique, objet de méditation dans les temples zen. Un stand qui mérite tous les éloges.

On passe évidemment du coq à l'âne en appréciant, chez F. Leage, une table de belle marqueterie où le tricot, en se retournant, laisse voir le jeu d'échecs ; non loin, courtois de Varenne, étonnant Secrétaire à secrets, dont le mécanisme est très sophistiqué, se présente élégamment entièrement en sycomore teinté : on suppose là le travail du Suédois Haupt, qui vit



Maquette n° de jeune homme

à Paris et travailla dans l'atelier de Lelou. Hagnauer fait la pige au dernier exposant avec sa spécialité de meubles aussi compliqués qu'un ordinateur : sa Table à jeux, à l'aspect extérieur de bureau, ne dévoile pas moins de quatre jeux, marbre, le loup et l'agneau, jeu de jui, etc. Si l'on n'a pas la tête cassée, c'est miracle ! Imbarras invite au calme : le meuble, chez lui, a la singularité de l'époque Restauration, temps de repos, entre deux révolutions, parfumé au bois de citronnier.

Chez Semail, un charmant Portrait d'homme, par Adèle Romany — dont on peut voir cinq portraits à la Comédie-Française, — fait songer à Bolly. « Voici des fruits, des fleurs... » et Michel Segura. Les fleuristes n'ont qu'à fermer boutique. Néanmoins, on choisira avec bonheur et sans paradoxe ces Fleurs en grisaille, de Van Kessel, formant pendants au milieu de tout ce coloratur. En face, l'entrepreneur

Michel Meyer fait valoir le dix-huitième sur fond de boiserie ancienne, mais le plafond attire l'œil encore plus avec ce très rare Lustre à neuf lumières en bronze doré Louis XVI. Khaïrine rivalise avec ce voisin, recherchant la qualité : la Desserte de Topineau, avec son dessus de porphyre, mérite les lauriers de bronze ciselé qui la décorent. Deux fauteuils de Georges Jacob, élégants mais raides, autorisent le repos au visiteur, mais il est vite attiré par la superbe console (anc. coll. Niarchos, N.-Y.) en bois sculpté et doré, dont le piétement en S se rejoint sur un emblème de fleurs et instruments de musique.

Dario Boccaro maintient le haut niveau de la tapisserie, que ce soit celui de la Suite du prince, du château des Vogüé, que l'on voit avec plaisir pour sa fine distinction rose fané, que ce soit celui de la provocante tapisserie du Tournai, dite la Conquête du château d'Amour :

les bleus et les rouges s'y entrecroisent comme le cliquetis des épées des chevaliers s'affrontant. Si l'intérêt du visiteur demeure attaché à la gloire du tissage en haute ou en basse lisse, il sera sans doute prisonnier des merveilles qu'Yves Mikaeloff sait mettre en valeur par sa connaissance et son goût.

On a en mains un tapis double face dont la paume caresse la soie d'un côté et de l'autre la rugosité de la laine. Mais la tapisserie du jeu du « Tiquet » (notre croquet d'aujourd'hui), animée de personnages dans un bosquet bordé d'un ruisseau au pied duquel se tiennent la chouette, le faucon et la grue, sert d'introduction à un espace réservé dont l'éclairage est minutieusement calculé. S'y voient une tenture aux armes de Louvois (les trois salamandres), et ainsi tous les honneurs sont rendus tant au ministre de Louis XIV, administrateur des Gobelins, qu'à son frère, le cardinal. Une autre tenture possède cette singularité d'avoir été exécutée au dix-neuvième siècle d'après une miniature dont la date, 1805, ne manque pas d'avoir été tissée. Et l'effet de la tenture est assez mystérieux par cette fontaine, qui se projette en jet d'eau bleue sur un chaud fond rouge.

Signalons, enfin, la tapisserie de la Forêt sauvage (fin seizième siècle), où les animaux ont de curieuses expressions humaines, s'exprimant avec des textes tissés sur des sortes de banderoles ou phylactères comme autant de bulles de bandes dessinées. Remarquable ensemble de goût et de savoir. De là, on ne fera qu'un saut mental chez Bresset pour rejoindre la tapisserie Mille fleurs où la Licorne défend sa pureté. Bresset la présente dans une ambiance haute époque où une table Henri II à abattants vous accueille dans son dépouillement et le réchauffement de sa patine.

La parfaite noblesse d'une Sainte Femme, statue en pierre polychrome au drapé si calculé, domine tout cet environnement. Mais le regard s'attache obliquement à cette imposante maquette de palais médicéen exécutée à l'occasion d'un mariage princier, vers 1580, entre un Médicis et la famille d'Este (7). La maquette, pouvant servir de buffet, est donc en même temps fonctionnelle, et chacun des panneaux de portes est marqué en bois d'olivier d'après les gravures de Tempesta inspirées de l'Orlando Furioso de l'Arioste. Un peu lourd, mais passionnant !

PIERRE GRANVILLE.

* Grand Palais, jusqu'au 12 octobre.

Dans le prochain « Monde des arts et des spectacles »
II. — PEINTURE
« MON BEAU SOUCI »

AFFICHES

UN MOUVEMENT DE CAMÉRA

COMME la publicité lance « Superman, le film » ou « American Gigolo », le disque, on pourrait dire : « Retour à Marseille, virgule, l'affiche », parce que l'affiche du dernier film de René Allio existe, et a une existence autonome pratiquement plus forte que le film, ou plutôt, pour ne pas être tout à fait injuste, à extrait et reproduit ce qu'il y a de meilleur dans le film, la rigueur graphique de certains plans cadrés par Allio avec son opérateur Renato Beria, une sorte de volonté photographique nouvelle chez ce cinéaste.

Pour une fois, le graphiste qui signe, du nom de Ferracci, la plupart des affiches pétardantes du dernier Belmondo, de Furey ou Girardot, en monopolisant un peu ce marché, a fait une affiche rigoureuse et belle, très dense dans sa construction géométrique et son mouvement, et que ne désaccorderait sans doute pas Henri Cartier-Bresson. Pourtant, c'est un peu de la photographie peinte.

L'affiche reproduit, découpée et recomposée, dans son champ général, un plan du film, un mouvement de caméra : de dos, l'acteur Raf Vallone descend un escalier labyrinthique, en croisières de pierre lourde éraflée, qui mène à un passage clouté, et plus loin, dans son alignement parallèle, à un remblai gris qui tombe en contrebas, mais extraordinairement proche, sur une mer agitée, verte, houleuse, étonnamment furieuse. Un grand lampadaire en acier longiligne barre le jeu de lignes horizontales. Le personnage se répète, amoindri par la perspective, courant sur les traits blancs du passage clouté, et c'est peut-être le même personnage, démultiplié par le mouvement et la durée du cinéma, comme dans la décomposition du mouvement par Marey. Plus loin encore, et encore plus petits, des petits bonhommes noirs, des pistolets à la main, courent le long de la mer, et s'échappent hors du cadre de l'image.

La peinture, puisque c'est d'une peinture qu'il s'agit, et non d'un dessin, est ornée de noir, d'un noir tenu qui renforce son intention. Cette affiche contient une grande violence, une sorte de dynamique, de tension entre l'ordonnance du bas de l'image et la fureur de la mer, qu'on ne peut pourtant entendre ; elle illustre le passage du quotidien au drame, de la réalité à la fiction, qui est tout le mouvement du film. Cette affiche est comme l'image d'un rêve.

On imagine que, commandité par la maison de distribution, Ferracci s'est fait projeter le film, pour pouvoir faire l'affiche, et qu'il n'a retenu que cette image-là, ce mouvement-là de la caméra, qu'il a englobé et fait rentrer dans l'affiche.

L'image appartient aussi à Allio, elle lui est volée en quelque sorte, mais elle n'a tenu toute sa force que dans l'affiche de Ferracci.

H. G.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI
Art cinétique, peinture, sculpture, tapisserie au
GRAND PALAIS
Ouverture 18 septembre 17-21 h
Clôture 19 octobre (11-18 h)

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bosquet (7^e) 333-79-15
CODEX DU MEXIQUE ANCIEN
Tous les jours (et dim.), 10-18 h
Samedi : 12-18 h
Jusqu'au 31 octobre

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
Esprits et dieux d'Afrique
jusqu'au 3 novembre NICE (93) 81-75-75

GALERIE DES ORFÈVRES
86, quai des Orfèvres
22, place Dauphine - 326-81-30
JEAN EVEN
Peintures récentes
Jusqu'au 18 octobre

GALERIE SERGE GARNIER
12, bd de Courcelles, 75017 PARIS
783-06-46
BIERGE
polychromies
Jusqu'au 11 octobre

PROSCENIUM
35, rue de Seine (6^e) - 354-92-01
LEBENSTEIN
GOUACHES RÉCENTES

GALERIE ABEL RAMBERT
38, rue de Seine - 75006 PARIS - 329-34-90
HERMINE DAVID
Peintures, Dessins, Aquarelles, Gravures
du 1^{er} au 31 octobre 1980

CARTON Sculptures
Sanguines - Estampes
2 Octobre - 22 Novembre
Tous les jours de 10 h à 19 h
Dimanche de 15 h à 19 h
ARTFRANCE
36 Av. Maignon Paris 8^e
359-17-89

CHOPIN - LISZT
Jean-Marc SAVELLI
Pianiste
Mercredi 8 octobre, à 21 heures, Salle GAVEAU

GALERIE DROUANT
53, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS - Tél. : 385-79-43
PARIS vu par
Coffret
JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1980

GALERIE LAMBERT
14, rue Saint-Louis-en-J'lle
Paris (4^e)
KOIZUMI
du 1^{er} au 31 Octobre
Tél. : 325-14-21

GROTRIAN-STEINWEG
La grande marque mondiale
vous propose d'essayer
ses pianos de haute qualité
chez :
hamm
135-139, rue de Rennes
75006 Paris - Tél. : 544-38-66
Parking à proximité

JOËL KERMARREC
DESSINS, PEINTURES.
A LA GALERIE DE FRANCE
DU 25 SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE 1980
3, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8^e

GALERIE LAHUMIÈRE
88, bd de Courcelles-17^e 763-03-36
SOLOMBRE
1^{er}-30 octobre
GALERIE CHARDIN
36, rue de Séze, 8^e 326-90-38
LE BÉGUEC
jusqu'au 13 octobre inclus

THÉÂTRE MODERNE
REPRISE
un grand voyage-spectacle !
grugru
de et par Henri Gruzman
quand le théâtre
embobine le cinéma
Mise en scène :
H. Gruzman, P. Guenoun
du 29 sept. au 10 nov.
Ce clown tendre et drôle nous en-
chanté. Un moment rare, à ne pas
manquer ! Le Matin.
T.M.15, r. Blanche 75009 PARIS
Location - abonnement :
874.10.75

DISQUES

LES producteurs de disques ne parlent plus de « souscriptions » mais d'« offres spéciales » pour leurs collections de rentrée à prix réduits. La liste importe peu. Constatons que si ces offres sont moins nombreuses que l'an passé, elles sont dans l'ensemble plus intéressantes et comptent davantage de nouveautés. Les réductions, selon la revue spécialisée *Harmonia* (à laquelle nous empruntons l'indication des prix théoriques), sont de l'ordre de 15 % par rapport aux prix normalement pratiqués, mais la plupart des disques consentent encore d'autres diminutions à leurs clients habitués...

Parmi les enregistrements les plus remarquables, on notera surtout, en musique ancienne, avec le retour d'Ulysse de Monteverdi dans l'admirable production de Glyndebourne dirigée par Raymond Leppard, deux grandes premières : l'*Euridice* de Caccini, *Ecole amant de Cavalli* (révisé par l'Opéra de Lyon) sous la direction de M. Corboz, deux grands Haendel peu connus : l'*Allegro il penseroso* (par Gardiner) et *Ariodante* (encore Leppard) ; dans la grande intégrale en cours des opéras de Haydn, l'*Incontro improvviso* par Dorati.

L'opéra tient toujours une grande place avec d'illustres signatures de chefs (et des distributions non moins prestigieuses) : la *Flûte enchantée*, *Aida* et la *Tosca* (Karajan), *Rigoletto* (Giulini), l'*Enlèvement au sérail* (C. Davis), les *Puritains* (Mut), mais l'on portera une attention particulière aux premières de l'*Intermezzo* de Strauss et d'un opéra inconnu de Balassa, à l'*Orfeo* de Gluck avec J. Hamari, à *Pelléas* dirigé par Armin Jordan et à la *Jenfa* de Janacek par l'Opéra de Brno.

Côté musique instrumentale, on saluera avec joie les intégrales de la musique de chambre de Schumann, et de la musique pour piano de Dvorak et de Roussel (sans compter celle de Massenet), l'œuvre symphonique de Scriabine, le retour d'enregistrements de Schnabel, Samson François, Montaux, Stravinsky, et bien d'autres enregistrements précieux que le lecteur découvrira lui-même dans la liste, à peu près exhaustive, que nous en donnons.



CHANT GREGORIEN. — Moines de Kergonan, 3 Arion, 153 F.
MADRIGAL. — Quarante-neuf grandes pages des quizième et seizième siècles, Collegium vocale de Cologne, 3 CBS, 153 F.
LASSUS. — Les termes de saint Pierre, chœurs de Budapest, 2 Hungaroton, 99 F.
MONTEVERDI. — Le retour d'Ulysse, festival de Glyndebourne, dir. R. Leppard, 3 CBS, 153 F.
CACCINI. — *Euridice*, dir. R. de Zayas, 2 Arion, 109 F.
CAVALLI. — *Ecole amant*, dir. M. Corboz, 3 Erato, 159 F.
CORELLI. — Concerti grossi op. 6, dir. S. Kuljen, 3 HM, 172 F. (et un disque-cadeau).
CAMPRA. — Messe des morts, dir. J.-E. Gardiner, Erato, 53 F.
GRIGNY. — Le livre d'orgue, M.-C. Alain, 2 Erato, 106 F.
MUSIQUE DE LA COUR DES ROIS DE HONGRIE. — 3 Hungaroton, 99 F.
ALBINONI. — Concertos op. 10, dir. C. Scimone, 2 Erato, 106 F.
VIVALDI. — L'Estro armonico, orchestre de chambre Liszt, 3 Hungaroton, 139 F.
VIVALDI. — Concertos pour flûte, S. Gazzelloni et I. Musci, 3 Philips, 121 F. (R).
VIVALDI. — Les Quatre Saisons, Concertos pour flûte et piccolo, J.-P. Rampal, dir. J.-C. Hartmann, 3 Calliope, 150 F. (RP).
VIVALDI. — Concertos op. 8, Collegium arium, 3 HM, 172 F. (et un disque-cadeau).
VIVALDI. — Intégrale de la musique sacrée, dir. V. Negri, 7 Philips, 251 F. (RP).
BACH. — Sonates et parties pour violon, par N. Gotkovsky, 3 RCA, 21 F.

Les « offres spéciales » de l'automne

BACH. — L'œuvre pour clavecin, vol. 1, B. Lagacé, 3 Calliope, 150 F. (RP).
BACH. — Variations Goldberg, Beethoven. — Variations Diabelli, D. Varsano, 2 CBS, 102 F.
BACH. — Magnificat, messe en si, dir. M. Corboz, 3 Erato, 139 F.
D. SCARLATTI. — Soixante-cinq sonates, L. Sgrizzi, 4 Erato, 161 F.
HAENDEL. — L'Allegro il penseroso, dir. J.E. Gardiner, 2 Erato, 188 F.
HAENDEL. — Le Messie, dir. J.-C. Malgoire, 3 CBS, 139 F.
HAENDEL. — *Ariodante*, dir. R. Leppard, 4 Philips, 172 F.
GLUCK. — *Orfeo*, dir. Ervin Lukacs, 2 Hungaroton, 99 F.
PHILIDOR. — Le Sorcier, dir. M. Soustrot, 2 Arion, 109 F.
HAYDN. — Quatuors op. 50, Quatuor Tatrai, 3 Hungaroton, 139 F.
HAYDN. — Les Sept paroles du Christ, dir. J. Ferencsik, 2 Hungaroton, 99 F.
HAYDN. — L'Incontro improvviso, dir. A. Dorati, 3 Philips, 131 F.
MOZART. — Sonates et variations, D. Oistrakh et P. Badura-Skoda, 3 Eurodisc, 121 F. (R).
MOZART. — Concertos pour vents, dir. K. Böhm, 4 DG, 212 F. (R).
MOZART. — Symphonies n° 21 à 41, dir. N. Marriner, 8 Philips, 323 F. (RP).
MOZART. — L'Enlèvement au sérail, dir. C. Davis, 3 Philips, 131 F.
MOZART. — La Flûte enchantée, dir. H. von Karajan, 3 DG, 185 F.
BEETHOVEN. — Intégrale des sonates piano et violon, I. Haeble et H. Szeryng, 5 Philips, 220 F.
BEETHOVEN. — Sonates op. 109 et 111 et Concertos n° 4 et 5, A. Schnabel, 3 RCA, 82 F. (R).
BEETHOVEN. — Les Cinq Concertos, A. Schnabel, dir. M. Sargent, 4 E.M.I., 161 F. (R).
BEETHOVEN. — Quatuors n° 1 à 5, Quatuor Smetana, 3 Eurodisc, 121 F.
SPOHR. — Huitième Concerto et Symphonie concertante, P. Amoyal, dir. A. Jordan, Erato, 53 F.
ROSSINI. — Les Pêcheurs de ma vieillesse, dir. E. Loehrer, 3 Musidisc, 150 F. (R).
ROSSINI. — Les Overtures, dir. N. Marriner, 4 Philips, 150 F.
SCHUBERT. — Les Trios, J.-C. Pen-

nelier, R. Pasquier, R. Pideux, 2 H.M., 116 F. (et un disque-cadeau).
DONIZETTI. — Polito, avec M. Callas, 3 Foyer, 150 F. (R).
BELLINI. — Les Puritains, dir. R. Muti, 3 E.M.I., 156 F.
GLINKA. — La Vie pour le tsar, dir. I. Markevitch, 3 E.M.I., 132 F. (R).
CHOPIN. — Etudes, Préludes, Polonaises, M. Pollini, 3 D.G., 163 F. (R).
CHOPIN. — Les Valse, C. Arrau, Philips, 49 F.
CHOPIN. — Anthologie, Samson François, 5 E.M.I.
SCHUMANN. — La Musique de chambre, J. Hubau, J. Mouillière, F. Lodéon, etc., 7 Erato, 283 F.
LISZT. — L'Œuvre pour piano et orchestre, M. Béroff, dir. K. Masur, 3 E.M.I., 156 F.
VERDI. — Requiem, dir. C. Abbado, 2 DG, 110 F.
VERDI. — Rigoletto, dir. C. M. Giulini, 3 DG, 163 F.
VERDI. — Aida, dir. H. von Karajan, 3 E.M.I., 156 F.
VERDI. — Le Trouvère, dir. F. Preitali, 3 Foyer, 150 F.
WAGNER. — L'Or du Rhin, dir. C. Krauss, Bayreuth 1953, 4 Foyer, 200 F. (R).
WAGNER. — La Walkyrie, dir. C. Krauss, Bayreuth 1953, 5 Foyer, 250 F. (R).
WAGNER. — Anthologie orchestrale, dir. A. Toscanini, 4 RCA, 109 F. (R).
GOUNOD. — Mireille, dir. M. Plasson, 3 E.M.I., 156 F.
OFFENBACH. — Anthologie, 4 Musidisc, 200 F. (R).
OFFENBACH. — Les Contes d'Hoffmann, dir. A. Cluytens, 3 E.M.I., 132 F. (R).
FRANCK. — L'Œuvre pour orgue, Ph. Lebeuvre, 3 FY, 121 F.
BRAHMS. — Les Concertos pour piano, D. Barenboim, dir. Z. Mehta (2 CBS, 102 F.) ; Misha Dichter, K. Masur (2 Philips, 98 F.).
BRAHMS. — La Musique de chambre, A. Grumiaux, etc., 15 Philips, 399 F. (R).
TCHAIKOVSKY. — Symphonies n° 4, 5, 6, dir. P. Monteux, 3 RCA, 82 F. (R).
TCHAIKOVSKY. — La Belle au bois dormant, dir. G. Roldesvsky, 3 Eurodisc, 121 F.
DVORAK. — Intégrale de l'œuvre

pour piano, R. Krapil, 6 Eurodisc, 181 F.
MASSENET. — L'œuvre pour piano, A. Ciccolini, 3 E.M.I., 156 F.
PUCCINI. — La Tosca, dir. H. von Karajan, 2 DG, 110 F.
MASCAGNI. — Cavalleria rusticana, dir. J. Levine, RCA, 53 F.
JANACEK. — Jenfa, Opéra de Brno, 2 Eurodisc, 91 F.
DEBUSSY. — Les mélodies, E. Ameling, F. Von Stade, G. Souzay, etc., 4 E.M.I., 172 F. (RP).
DEBUSSY. — L'œuvre pour piano, par Th. Paraskivesco, 6 Calliope, 300 F. (RP).
DEBUSSY. — Pelléas et Mélisande, dir. A. Jordan, 3 Erato, 159 F.
STRAUSS. — Intermezzo, dir. W. Sawallisch, 3 E.M.I., 156 F.
ROUSSEL. — L'œuvre pour piano, A. Rees, 2 Solstice, 92 F.
TOURNEMIRE. — L'orgue mystique, G. Delvalée, 4 Arion, 204 F. (RP).
SCRIABINE. — L'œuvre symphonique, dir. E. Inbal, 4 Philips, 172 F.
RACHMANINOV. — L'œuvre symphonique, dir. E. de Waart, 4 Philips, 164 F. (RP).
RAVEL. — L'œuvre pour piano, J.-P. Collard (3 E.M.I., 156 F.) ; R. Casadesu (3 CBS, 153 F. R).
STRAVINSKY DIRIGE PAR STRAVINSKY. — 3 Symphonies, Noces, Renard, etc., 3 CBS, 153 F.
KORNGOLD. — Violanta, dir. M. Janowski, 2 CBS, 110 F.
GERSHWIN. — Œuvres symphoniques, G. Gershwin, P. Entremont, dir. M. Tilson-Thomson, E. Ormandy, 3 CBS, 139 F. (RP).
S. BALASSA. — Dehors, devant la porte, opéra, dir. G. Lehel, 2 Hungaroton, 99 F.
MUSIQUE FRANÇAISE A QUATRE MAINS. — Ravel, Bizet, Fauré, Caplet, Debussy, Messager, Satie, Chabrier, etc., N. Lee et Ch. Ivaldi, 3 Arion, 153 F.
DU DUO AU QUINTE. — Œuvres françaises pour instruments à vent de Ropartz, Roussel, Pierné, Schmitt, les Six, etc. par le quintette à vent de Paris, 4 Adès, 175 F.
N.B. — On trouvera également en « offres spéciales » des regroupements d'enregistrements de Toscanini, M. Callas, M. Robin, R. Crispin, Boulez, Pollini, Stern, J. Williams, A. Isoir, etc.
R = Réédition. — RP = Coffret constitué en partie de rééditions.

Remondi et

En

DANS un décor de terrain vague, où s'amoncellent des pneus, un sac en toile de jute est posé par terre. Un jeune homme brun, torse nu, suspend le sac à un croc et l'élève. A l'intérieur quelque chose remue. Des jambes trottent la toile. Elles semblent toutes petites, des cuisses de grenouille. Ce sont celles d'un homme grisonnant, massif, souriant, qui pendant une heure va jouer avec son partenaire des rapports de domination-soumission alternatifs comme si c'était naturel. Des chats qui s'amuse, plus que de l'imagination humaine peut inventer de cruauté sournoise.

Dans Sacco et leur second spectacle *Ricchiemo*, Remondi — le monsieur grisonnant — et Caporossi décrivent minutieusement l'horreur calme des vies consacrées à l'insécurité, aux vains efforts, et les 87 schémas, physiquement. Ils sont capables de se lancer des centaines de briques pour construire un mur, qu'ils essaient ensuite de franchir par les moyens de l'ingéniosité burlesque. Des clowns sans maquillage, avec des gestes quotidiens, et une ironie pessimiste typiquement italienne, qui donne sa couleur et un air de violence à leur univers désertique, directement inspiré par Beckett.

Leur premier spectacle commun était *Oh ! les beaux jours*. Remondi jouait Winnie et Willie. Tandis qu'il parlait, Caporossi pelletait méthodiquement un tas de graviers jusqu'à l'ensevelir. Remondi est comédien de formation. Un comédien insatisfait du théâtre expérimental aussi bien que commercial, et propriétaire à Rome d'une petite salle évidemment en faillite. Il veut tout abandonner, quand il rencontre Caporossi, étudiant en architecture, qui lui veut s'engager dans le théâtre. C'est ainsi qu'ils ont travaillé pendant un an sur *Oh ! les beaux jours*, sans pouvoir le présenter en public parce qu'ils n'avaient pas les droits.

Ils décident donc d'écrire leur propre texte, et Remondi parle pendant deux heures, de boutons. Il décrit le projet d'une usine


LUCERNAIRE
Tél. 544.87.34
par le
théâtre du chapeau rouge
RUDE JOURNÉE EN PERSPECTIVE..
20 h 30

NANTERRE AMANDIERS
Tél. 21.18.81
Les 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 30 Octobre
VIOLENCES AVICHY CONVOIS
Vichy Fictions
Réalisation de J.-P. VINCENT
LOCATION OUVERTE

LES DEUX JUMEAUX VENITIENS
DE CARLO GOLDONI
PAR LE GROUPE TSE
THEATRE GERARD PHILIPPE
St. Denis
59 boulevard Jules-Guesde - tél. 243.00.59
location théâtre - Foyer - Copier - Agences

CARRE SILVIA MONFORT
Centre d'Action Culturelle de Paris
DU 30 SEPTEMBRE AU 12 OCTOBRE
BALLET-THEATRE JOSEPH RUSSILLO
EDGAR POE
OPERA-BALLET
106, RUE BRANCION, PARIS 15°
LOCATION OUVERTE : 531.28.34 & AGENCES

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
du 1^{er} au 11 octobre à 20 h 30
Centre Georges Pompidou
SACCO, RICHIAMO
écrit et mis en scène par
Claudio Remondi et Riccardo Caporossi
cocréation Centre Georges Pompidou
du 8 au 18 octobre à 20 h 30
Théâtre des Bouffes du Nord
WIELOPOLE, WIELOPOLE
de Tadeusz Kantor
production du Théâtre Toscan et du Théâtre Cricot 2
location : Centre G. Pompidou 278.79.95 — Bouffes du Nord 239.34.50 — Fnac Montparnasse 222.98.41 et Festival d'Automne 296.12.27

Au Grand Palais à Paris
du 25 Septembre au 12 Octobre 1980
La X^e Biennale internationale des Antiquaires
avec les Décorateurs et la Haute Joaillerie de France

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h
et le dimanche de 10 h à 20 h
métro : Champs-Élysées-Clemenceau

DES SPECTACLES
cherchant God
LES ENLIENS
De Bailla Critique
Ma Bailla Carrière

Caporossi au Festival d'automne

POINT DE VUE

cherchant Godot

Le théâtre a-t-il le droit de réfléchir ?

par JACQUES SCHERER (*)

dont Caporossi déroule les plans (25 mètres de calques) parmi les spectateurs. Remondi leur propose de fonder une société. Mais l'usine, on s'aperçoit qu'elle produit du rien. Surgit un totem entièrement fabriqué en boutons — quatre mois pour le réaliser. L'histoire leur a été inspirée par un curé qui avait reçu des Etats-Unis, pour les nécessiteux, des caisses de vêtements, plus une de boutons dont il ne savait que faire.

qu'ils vont reprendre au théâtre. Ils ont déjà le décor : des cailloux et des graviers. Ils ne modifient pas le texte et lui sont à ce point fidèles, dit Remondi, qu'ils l'utilisent très peu.

Un sourire secret

Ils ne se veulent pas marginaux, au contraire. Ils veulent faire connaître ce qu'ils vivent, casser l'espace théâtral pour introduire le public dans leur vision du monde.

« Ce qui nous entoure n'est pas consolant. Alors, pourquoi chercher des consolations. Simplement, dans sa grande solitude, l'homme parvient à rester un être humain. Ce qu'il fait est inutile, mais lui permet d'établir une relation avec ce qui le dépasse. »

Remondi et Caporossi n'attendent pas Godot. Ils partent à sa recherche, tournent en rond, traversent des épreuves pénibles qu'ils s'infligent eux-mêmes, reviennent à leur point de départ. Et recommencent, avec ce sourire secret, cette fausse nonchalance, avec cette violence esthétique, qui traversent toute l'histoire de la civilisation italienne.

COLETTE GODARD.

* Centre Pompidou, 1^{er} au 10 octobre, 20 h. 30.

Le ministre des universités, contrairement à tous les avis de spécialistes qu'il avait recueillis, a refusé l'habilitation à la licence et à la maîtrise d'études théâtrales qui étaient décernées par l'Institut d'études théâtrales de l'université de Paris-III, seule Université d'enseignement et de recherche (I.U.E.) de France consacrée entièrement à cette discipline. S'il faut en croire des allusions, car aucune information ne nous a été transmise, cette interdiction reposerait sur une conception du théâtre dont il vaudrait la peine de préciser la place dans l'histoire des idées du vingtième siècle, voire du dix-neuvième (le Monde du 20 septembre).

Selon ses interprètes, le ministre penserait que le théâtre n'est qu'une partie de la littérature et qu'il n'a donc pas besoin d'une étude spécifique au niveau du deuxième cycle. Aux beaux temps de la « pièce à thèse », cette vue était à peu près admissible. Les prodigieux développements de la mise en scène depuis un siècle ont démontré la vanité. Le théâtre, certes, est souvent (mais pas toujours) discours, mais il est aussi vision, jeu de l'acteur, équilibre de décors et de costumes, sons et bruits, bref, harmonie de divers langages, dont le texte n'est qu'un. C'est pourquoi la licence qui nous est arrachée, et qui était avec la maîtrise la pièce maîtresse d'un cursus complet d'études théâtrales, faisait appel à divers aspects de l'histoire, de la philosophie et des techniques de la scène.

Puridisciplinaire par définition, elle comportait l'étude de l'esthétique théâtrale, de la dramaturgie, de l'histoire du théâtre, du jeu, de la pédagogie, de l'animation et, bien entendu, aussi de la littérature dramatique. Cet ensemble préparait valablement les étudiants à la recherche qu'ils pouvaient faire ensuite au niveau de la maîtrise, puis du doctorat, et ouvrait de vastes horizons aux professeurs et futurs enseignants de littérature, qui y découvraient des techniques, et aux professionnels de théâtre, qui étaient heureux, ils nous l'ont dit cent fois, d'approfondir leur culture.

Depuis vingt ans qu'il fonctionne, notre Institut d'études théâtrales a été un lieu de rencontre privilégié entre universitaires et gens de théâtre, qui, naguère, à l'époque où le texte était tout le théâtre, se méprisaient réciproquement. Mais nos maîtres ne sont pas encore sortis de la galaxie Gutenberg. Un gouvernement qui serait aussi moderne que le nôtre traiterait le théâtre, se mépriserait réciproquement.

Aux professionnels, nous n'avions pas la prétention d'apprendre leur métier : nous leur proposons un langage fondamental. Par exemple, nous ne sommes pas une école de comédiens : nous cherchons seulement à faire comprendre et sentir — à tous — comment le comédien travaille. Nous croyons être (non pas seuls ni à 100 %) la conscience du

théâtre. N'est-il pas paradoxal que lorsque le ministère de la culture envisage d'aider la création, donc les théâtres, celui des universités mette une organisation qui a fait ses preuves ? Veut-on interdire au théâtre de réfléchir sur sa fonction ?

Nous ne sommes pourtant pas une de ces sciences « dangereuses » dont le développement, favorisé par mai 1968, se voit maintenant freiné. J'ai créé l'Institut d'études théâtrales en 1959, au sein de l'Institut de langue et littérature françaises de l'ancienne Sorbonne, et il a conquis ensuite son autonomie. Dès 1962, il obtenait le diplôme national d'études théâtrales qui nous est aujourd'hui refusé : il s'appelait alors certificat d'études théâtrales et constituait une partie de la licence. En 1967, était créée une maîtrise d'études théâtrales, qui n'a cessé d'être préparée depuis lors.

Le rayonnement de l'Institut, atteint par la suppression de la licence et de la maîtrise, est considérable, en France et à l'étranger. Plusieurs centres d'études théâtrales ont été fondés dans des universités françaises sur notre modèle. De nombreux étrangers ont suivi notre enseignement et occupent aujourd'hui des postes de premier plan dans leur pays. Notre activité de

recherche n'a pas cessé et s'exerce souvent en coopération avec d'autres universités et avec le C.N.R.S.

Nous avons onze enseignants permanents (nous en avions douze, mais un poste nous a été subtilisé cette année à l'occasion d'une promotion), dont quatre professeurs titulaires ; s'y ajoutent quatorze chargés de cours. Nous regroupons près d'un millier d'étudiants. Nous disposons de la plus importante bibliothèque théâtrale des universités françaises, et son secteur audiovisuel est en plein développement. Ce n'est pas parce que nous manquons de moyens qu'on nous déshabille. C'est parce que le pouvoir a une idée fautive de notre travail.

Il existe une licence et une maîtrise d'éducation musicale ainsi que d'arts plastiques dans plusieurs universités, et une maîtrise de muséologie. Pourquoi le théâtre, seul entre les arts, est-il visé ? Peut-être parce que, trop lié aux mots, il est victime d'une conception littérale. Si Molière a été Molière, ce n'est pas, ou pas essentiellement, par les vertus de la littérature : c'est parce que, en alignant ses mots, il voyait les nécessités et les efficacités de la scène ; c'est parce qu'il était homme de théâtre. Il est inconcevable qu'au pays de Molière cette vérité soit durablement méconnue. Nous espérons encore que l'interdiction qui frappe, à travers leur principal centre, toutes les études théâtrales françaises pourra être rapportée.

(*) Professeur d'histoire et technique du théâtre français à l'université de Paris-III.

THEATRE EN ROND 387 88 14
19H LES CHILIENS A PARIS
L'INCROYABLE ET TRISTE HISTOIRE
DU GENERAL PENALOZA ET DE L'EXILE MATELUNA
PAR LE THEATRE ALEPH DU CHILI
20H30 HUIS CLOS DE J.-P. SARTRE

En v.o. : U.G.C.-NORMANDIE - U.G.C.-ODEON
BIENVENUE-MONTFARNASSE - U.G.C.-OPERA - MAGIC CONVENTION

De Brillantes Critiques

Une actrice est née
Une bouffée d'air frais
Ce film est très réussi
La réalisation est admirable
Un film d'une superbe beauté
Une histoire d'amour d'un genre différent



Ma Brillante Carrière

JUDY DAVIS et SAM NEILL

Ma Brillante Carrière

Scénario de ELEANOR WITCOMBE • Directeur de la photographie DON Mc ALPINE ACS
Montage de JAMES W. WILSON • Musique de JAMES NEWTON HOWARD
Réalisation de JAMES W. WILSON

MARIGNAN CONCORDE PATHÉ - GAUMONT BERLITZ
MONTFARNASSE 83 - SAINT-GERMAIN-VILLAGE
OLYMPIC ENTREPOT

KLAUS KINSKI

La Femme Enfant

UN FILM ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR
RAPHAËLE BILLETDOUX

PARAMOUNT CITY VOVF • PARAMOUNT ELYSEES VO • LUXEMBOURG VO
PUBLICIS ST GERMAIN VO • PARAMOUNT OPERA VF • PARAMOUNT MARIVAUX VF
PARAMOUNT MONTMARTRE VF • PARAMOUNT MONTFARNASSE VF
PARAMOUNT COSELINE VF • PARAMOUNT GALAXIE VF • PARAMOUNT REILLLOT VF
PARAMOUNT BASTILLE VF • CONVENTION ST CHARLES VF • PASSY VF
PARAMOUNT ORLÉANS VF

"SURTOUT DETACHEZ VOS CEINTURES : Une tempête de rires est en vue qui va durablement vous secouer les côtes."
R.L.S. LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

"L'un des films les plus drôles qu'il ait été donné de voir."
P. Bouteiller - FRANCE INTER

"Catastrophiquement drôle."
B. Chazal - FRANCE SOIR

"Il y a vraiment plus d'un gag à la minute."
B. Farini - RTL

"Ce fut l'éclat de rire du festival de Deauville, et c'est le fou rire nécessaire de cette rentrée."
B. Benayous - LE POINT

Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (FLYING HIGH)



PARAMOUNT PRÉSENTE UNE PRODUCTION HOWARD W. KOSER
"Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?" (FLYING HIGH)
Avec ROBERT HAYS et JULIE HAGEN
Productions exécutives JIM ADAMS • DAVID ZUCKER • JERRY ZUCKER • JERRY ZUCKER
Scénario et réalisation de JIM ADAMS • DAVID ZUCKER • JERRY ZUCKER
Boussy-Saint-Antoine-Bary - LA VARENNE-Paramount
COLOMBES-Club - ORLY-Paramount - ARGENTEUIL-Alpha
VILLENEUVE-Artel - LE PERREUX-Palais du Parc - PANTIN-Concorde
VERSAILLES-Cyrano - ROSNY-Artel - VELIZY-AULNAY-Parinar

A PARTIR DU 6 OCTOBRE

THEATRE EDOUARD VII

ROBERT HIRSCH
DANS
DEBURAU
DE
SACHA GUITRY

MISE EN SCENE
JACQUES ROSNY
DÉCORS ET COSTUMES
HUBERT MONLOUP
AVEC
17 COMÉDIENS
MUSICIENS • MIMES


LOCATION OUVERTE
THEATRE 742.57.49 ET AGENCES

POLOGNE : LA FIEVRE CHOPIN

SONNY ROLLINS, COLOSSE DU SAX

ENTRETIEN AVEC MILAN KUNDERA

LES CONCERTS, LES DISQUES ETC...



LE MONDE DE LA MUSIQUE N° 27

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées et municipales

[illegible]

Les autres salles

A LE LIBRE (322-70-78) (D., L.),
20 h. 30 : *L'homme couché*; 22 h.
30 : *Proust*.

MONTAIGNE (708-77-71) (L.), 20 h. 30,
mat. dim., 15 h. : *Poivrieux*.

ASTELLE (702-69-70) (D., L.), 20 h. NINX
(202-34-31) (D., L.), 20 h. 30 : les *Bonnes*.

LAURENCE (742-67-67) (D. soir, L.),
21 h. mat. dim., 15 h. 30 : *Cheer-*
manteur.

CAUDERHERIE, Théâtre du Soleil
(374-23-08) (D. soir, L.), 20 h. 30,
mat. dim., 15 h. 30 : *En l'événement*
d'un homme.

POISSON (526-38-36) (D. soir, L.),
20 h. 30, mat. dim., 16 h. : *Fusion*.
soirée contondron. Voir Festival d'
Automne.

CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE
SCHAIER (328-23-23) (D., L.),
20 h. 30 : *L'anniversaire*.

COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41)
(Mer., D. soir), 21 h. mat. dim.,
15 h. 30 : les *Bois de la forêt*.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
(727-37-21) (D. soir, L.), 20 h. 45,
mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : Ma-
dame est sortie.

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22)
(D. soir, L.), 21 h. mat. dim.,
15 h. 30 : *Le mariage de Figaro*.

DAUNOU (281-69-14) (Mer., D. soir),
21 h. mat. dim., 15 h. 30 : *La*
Princesse de Babylone.

ESSAIS (278-46-42) (D., L.), 1.
20 h. 30 : Ullman; 21 h. 30 : Hla-
mard.

PRINCESSE DE BABYLONE (281-69-14)
Princesse de Babylone; 22 h. :
Flagrants délits.

PONTANGE (328-23-23) (D., L.),
20 h. 30 : *Les Capucins*, la rai-
son de la mémoire; 20 h. 30 : *Le*
Magasin (à partir du 15).

LES CAPUCINS (328-23-23) (D., L.),
20 h. 30 : les *Capucins*.
nos pédalos.

GAITÉ-MONTPARNAISE (322-16-18)
(D., L.), 20 h. 15 : Rustin; 21 h. :
Le mariage de Figaro.

HERBERT (387-23-35) (D. soir, L.),
20 h. 30, mat. dim., 15 h. 30 :
Le mariage de Figaro.

HUCHETTE (338-98-98) (D.),
20 h. 15 : la *Centriste chavale*.
soirée contondron.

LA BRUYERE (874-76-98) (D., L.),
21 h. : un *Roi qui des malheureux*

LUCERNAIR (942-76-76) (D., L.),
20 h. 30 : *Haute surveillance*.

LE ROYAL ALHAMBRA (322-16-18)
20 h. 30 : *Rue Jourdan* en per-
pective; 22 h. 15 : *Milly*.

LE ROYAL ALHAMBRA (322-16-18)
fixe (dern. le 7); 22 h. 15 : *Pi-*
celles. Le 8, 18 h. 30 : *Désormais*.

MADLINE (265-07-08) (D. soir, L.),
21 h. 30, mat. dim., 16 h. : *Le*
magasin.

MARGITZ (320-20-74) (J., I.) : 21 h.
mat. dim., 15 h. : *L'azalée*. - 11 h.
30 : mat. dim., 15 h. : la *Soupe*.

MICHEL (265-35-32) (L.), 21 h. 15
mat. Dim., 15 h. 15 : *On dirait*.

MICRODERIE (742-65-25) (D. soir,
L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. et
18 h. 30 : *Le mariage de Figaro*.

MODRINE (260-09-30) (Mar., D. soir,
L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. 30 :
Sam & Co.

GRAND II

MONTPARNAISE (320-89-80) (D. soir,
L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. 30 :
Le mariage de Figaro.

Perte Sails (D. soir., L. j. 30 h. 30; mat. Sam. 17 h. 30; Dim. 18 h.).
Exercices de style : 22 h. mat. Dim.
17 h. 30 ; André Valnrdy.

NORVEAUTES (770-52-76) (J. d. soir., 21 h. mat. Sam. 18 h. 18 h.).
L'Amour et la Vieillesse.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir., L. j. 30 h. 45, mat. Sam. 18 h., Dim., 19 h.).
Un habit pour l'hiver.

PALAIS ROYAL (287-50-81) (D. soir., 21 h.; mat. Sam. 18 h., Dim. 14 h. 15 et 18 h.).

PALAIS-ROYAL (287-50-81) (D. soir., L. j. 30 h. 30, mat. Sam. 15 h. 2 h.).

LE PETIT FORTIN DES BALLEES (287-35-47) (D. L. j. 30 h. 30; Adolf chez soi).

LES FÊTES-MONTFARNAISES (546-82-97) (D. j. 21 h.); le Premier.

SPECTACLES NOUVEAUX

Arlot (896-40-34) (D. L.) :
 Ir Trois Jeanne, 2 heures (1).
 Théâtre de la Commune, Am-
 berville 1833-16-16) : les Trois
 sœurs, 20 h 15 au 1^{er} au 4^e ;
 le 3 à 17 heures.
 Grand Hall Montparnasse (233-
 00-78) : les Trois sœurs, 21 heu-
 res (D. L. Marj.) (1).
 Cité Internationale, Galerie
 (583-38-39) : Chacun sa vérité.
 19 h 30. Soirée, 21 heures. Cou-
 lous. 2 h 30 (D. L.) (1).
 Mathurins (263-00-90) : Proust
 et la mort, 21 heures. La Com-
 médie de Saint-Rienne, 21
 heures (D. L. soif, L.) (1).
 13 h 30 (D. L. S.).
 Richelieu (627-88-17) : les
 Caprices de Marianne. Les
 2 et 3 à 20 h. 30 ; le 4 à 18
 h 30.
 Fontaine (874-77-40) : Magdane,
 20 h. 30 (3).
 Studio Théâtre 146 (385-15-73) :
 Les Trois sœurs, 21 heures et bis-
 cuits, par la Compagnie Mire-
 mont, 20 h. 30 (D. L.) (3).
 Théâtre de la Commune, Am-
 berville (783-26-30) : Nous iron-
 tous à Capella, par Scarface,
 20 h. 45 (D. soif, L., D. 17 h. 30).
 14.
 Studio des Champs-Élysées (723-
 35-10) : le Coeur sur la main,
 21 heures. Les Trois sœurs, Suzanne
 Flon, 20 h. 30 (5).
 Edouard-VII (732-57-49) : Debu-
 rant, de Richard Gury, 21 heu-
 res. Le Marché, 21 heures (6).
 T.E.B. Boulogne (503-60-44) :
 Fant pas payeur, de Dario Fo,
 20 h 30. Les Trois sœurs du Midl,
 20 h 30 (17).

POZIEREIN (261-44-16) (D. soir, L.)
20 h. mat. Dim., 19 h. s.: Maison
rouge.

PRESENT (203-02-55) 1 D. (soir, L.)
20 h. 30, mat. Dim., 17 h. s.: Esmé.
Dim., 18 h. s.: Le grand amour.
Dim., 17 h. s.: Le Médecin malgré
lui.

RADIO D'EN FANCE (238-16-78)
21 h. s.: La Traversée (darm. le 4).
L'AI THEATRE D'ESSAIS (274-17-51),
20 h. 30, mat. Dim., 15 h. s.:
L'Ecluse des Jours.

TERRAINE VAGUE (457-34-17) (L.),
20 h. 30, s.: Thysse.
LES TROIS MOUTONS NOIRS (238-11-42) (D.),
20 h. s.: Fish Out of Water; 21 h.
s.: Les Jumelles.

THEATRE DE PARIS (874-30-44)
(D.), 20 h. 30, mat. Dim.,
19 h. 30 : Le Mariage de Figaro.
21 h. s.: Les Femmes d'Alger.
(D., L.), 19 h. s.: L'Incrovable et
Triste Histoire du général Pen-
nola et de l'évadé Mastouria;
20 h. 30, mat. Dim., 19 h. s.:
Les Femmes d'Alger.

THEATRES-18 (226-47-47) (D. soir, L.).
21 h. s.: Mat. Dim., 17 h. s.: Play
Strindberg.

THEATRE MARCENARD (522-06-40) (D.),
19 h. 30, L.; 21 h. mat., mat. Dim., 15 h. et
18 h. s.: Du canard au sang-pois;

En région parisienne

ANTONY, Théâtre F.-Gémier (1866-02-74), le 3 à 21 h. : J. Villert.
BRETEUIL, Château (1932-05-11), le 5 à 17 h. - J. Bernard (Schumann, Plierné, Debussy).
BURES-SUR-YVETTE, M.J.C. (1907-74-70), le 2 à 21 h. : la Bonne Ame de St-Thomas.
CHARENTON-LE-PONT, Théâtre (1938-55-81), le 3 à 21 h. : A. Sou-chon et H. Christiani.
CHATELON, C.C.C. (1857-22-11), le 4 à 19 h. : J.-R. Cassimon.
CHASTILLON-LA-ROCHE, C.C.A. - Malraux.

PALEMBRA, Maison pour veuves (114-39-32). Le 4 20 h. 35 : Les Lulliers.

ROYAUMONT, Abbaye (035-20-10-30). Le 4 20 h. 30 : Ensemble vocal G. Dutry, dir. L. Berio (Laudario di Santa Maria).

ROYAN - EN - BRIDE, Eglise, le 4 20 h. 45 : La Grande Seure et le Chœur de la Chapelle (L. Rollé).

SAINT-AMAND, Oud, sous chapiteau, 1^{er} à 20 h. 45 : Golden Gate Quartet, le 2 20 h. 45 : Les Dancemuses (L. Rollé).

SAINT-ANDRE, Eglise, le 5 17 h. 45 : Les Frères Jacques, le 5 17 h. 45 : Conservatoire municipal de musique de Saint-Cloud (Bach, Bruckner).

SAINT-DENIS, Theatre G.-Philippe (243-00-10), le 1^{er} 20 h. 45, le 2 20 h. 45, le 3 20 h. 45, le 4 20 h. 45, le 5 17 h. 45 : Les Deux Jumeaux Venturiens.

SAINT-OUEN-LA-GRANDE, Eglise, le 4 20 h. 45 : Ensemble polyphonique de France, dir. Ch. Rayver (Ockeghem, J. des Prés).

LA FIANÇÉE, Les Gémouxes (660-85-64).
 4 à 21 h. : Les Enviliviers : les
 20-21.
SCRAUX, XIT' festival (660-07-79).
 Orangerie du Château, les 3-4.
 14 h. : Les Gémouxes (660-85-64).
 15 h. : Brahms, Beethoven) : les 4 à
 14 h. : De Saan, J.-P. Van Don
 Eyden (660-85-64).
SOUSS-SOUS-MONTMORENCY, L.C.
 (988-02-37).
 les 5 à 21 h. : Dr. Freed-
 man, Dr. Humair, J.-P. Jenny
 (660-85-64).
SURESNES, Théâtre Jean-Vilar (773-
 38-80), les 3 à 21 h. : Cl. Nougare
 et les 5 à 21 h. : Le Calcaï, la Re-
 cettelle.
VERSAILLES, Théâtre Montabaur
 (660-85-64).
 14 h. : Les Gémouxes (660-85-64).
 Fermé les yeux et pense à l'An-
 tiéternité.
LE VESRET, M.J.C. les 2 à 21 h.
 et Cl. Nougare.
VILLENEUVE-LE-ROI, Salle des
 fêtes (660-85-64), les 3 à 21 h.
 Ph. Chatel.
VILLENEUVE-ST-GEORGES, Théâtre
 municipal (380-21-18), les 7 à
 21 h.
VILLIERS-SUR-MARNE, Salle des
 fêtes (660-23-38), les 4 à 21 h.
 15 h. : Stores-23, plans (Gedemann,
 Chopin, Ravel, Albernès).
VINCENNES, Copernic des Arts
 du Spectacle (660-85-64).
 les 5 à 21 h. : Jacoby.
VITRY, Théâtre Jean-Vilar (680-
 85-20), les 4 à 21 h. : Zoo Story.

FAUCON (Hollywood) 21 h. 45
LES ANGES (Les anges du paradis)
BLANCS - MANTAUX (887-106) 21 h.
 (D.), 1. 20 h. 15: Arecuh - MC 2
 20 h. 15: Les anges du paradis
 Et vous trouvez ça drôle? - 21
 20 h. 15: Tribulations seigneuriales
 21 h. 15: Les anges du paradis
 22 h. 30: Les Voyageurs de carton
CAFE D'EDGAR (321-11-02) (D.), 1.
 20 h. 30: Scous siamoises chères
 21 h. 15: Les anges du paradis
 Sœur, cravate et tricot de peau
 22 h. 15: Bruant superstar
CAFE DE LA PIERRE (278-44-44) (D.)
 20 h. 30: La Transatlantique
 22 h. 30: Le Bastingroue
LE CHERRY (278-44-44) (D.), 22 h.
 J. Charby
LE FLOWN (535-05-53) 22 h. 30
 J. Charby
LE CONNATABLE (227-41-40) (D.)
 20 h. 30: Abdoche 21 h. 30
 J. Rigaux 22 h. 30: Les anges du paradis
 23 h. 30: Le Carnaval des
 Quartets
COUPE-CHOU BRAUBOURG (727-
 22-22) (D.), 20 h. 30: Le Festi-
 prinne 21 h. 30: Ma chère So-
 phie 22 h. 30: Bagged Connection
 23 h. 30: Les anges du paradis
 (D.), 20 h. 15: Dan Ar Bros
 21 h. 30: Livres pour vivre
 22 h. 30: Les anges du paradis
L'EAUCHAIDR (240-58-27) (D.)

le Président.
FER-PLAY (707-96-89), 20 h. 30
les Zazous: 22 h. 30: L'un
mange, l'autre boit.
LE PETIT CASINO (278-35-50) (D.
I. 21 h. 15: Remontez le verre au
faucet. 22 h. 15: Du moment
qu'on n'est pas sourd. — II: (I. 21
h. 15: Si la concierge savait
21 h. 45, Dim., 22 h.: Suzanne
ouvre-moi.
POINT VIRGULE (278-67-03) (D.
L.), 20 h. 30: Tranches de vie
21 h. 30: Cherche homme pour
terrain en pente: 22 h. 45
Raymond.
SOUPAF (278-27-54) (D., L., Mar.
21 h. 30: la Chasse au Snark.

LA TANIÈRE (337-74-39), les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 30 h. 45 : G. Delahaye ; 22 h. 30 : Goun. Justus, Friedemann.
LA VIEILLE GRILLE (507-60-93)

10. L. 1, 2. H. A. 1000.

SERG

AVEC
EUROPE 1



NOUVEAU

BY D

Les cafés-théâtres

A U B E C F I N (296-28-35) (D.)
20 h. 15 : La revue huminale
20 h. 15 : Collection : 22 h. 30 :
la Revanche de Nana.
BISTROT BAUBOURG (271-33-77)
20 h. 15 : La femme des
Rocks ; 20 h. 30 : E. Sarda Gene-
rations Hollywood ; 21 h. 45 :
Le monde de la femme.
BLANCS - MANTEAUX (887-16-70)
(D.) 1. 20 h. 15 : Aretuh - MC 2
20 h. 30 : Les hommes de la nuit
Et vous trouvez ça drôle ? 1
20 h. 15 : Tribulations sœurs
à Chicago ; 21 h. 30 : Les Belges
à Paris.
CAFE D'EDGAR (323-11-02) (D.)
20 h. 30 : Scurs clandestines che-
ches films slams ; 21 h. 30 :
Sœurs cravats et tricots le peu
22 h. 15 : Bismarck superstar.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.)
20 h. 15 : Les Belges à Paris
22 h. 30 : Le Bistrinque.
CAFÉSTRATION (278-46-44) (D.) 22 h.
J. Charly
LE CLOWN (555-05-43) (D.) 22 h.
GarÇonc.
LE CONNÉTABLE (227-41-40) (D.)
20 h. 15 : Abdoche ; 21 h. 30 :
J. Rigaux ; 22 h. 30 : J. Debrun
clart ; 23 h. 30 : Carnival Gas
COUPE-CROU BAUBOURG (271-
01-73) (D.) 20 h. 30 : Le Per-
sian ; 21 h. 30 : Les Belges à
Paris ; 22 h. 30 : Bagged Connection
COUR DES MIRACLES (548-85-60)
(D.) 20 h. 15 : Les Belges à
Paris ; 21 h. 30 : Livres pour vivre
22 h. 40 : La Matéonette.
L'ESCALIER (278-52-51) (D.) 20 h.
21 h. 30 : M. Boublia, M. Fanon
LE FANAL (323-01-17) (D.) 21 h. 15
le Président.
FESTIVAL (277-07-99) 20 h. 30 :
les Sazous ; 22 h. 30 : L'un
l'autre, l'autre bott.
LE FORT BAUBOURG (278-38-50) (D.)
1. 21 h. : Racontes-moi votre en-
fance ; 22 h. 15 : Du moment
à l'instant ; 23 h. 30 : Les Belges
à Paris ; 24 h. : Si la concierge avait
21 h. 45 : Virgile ; 22 h. : Suzanne
POINT D'ESCLUSE (278-67-03) (D.)
20 h. 15 : Les Belges à Paris ;
21 h. 30 : Les Belges à Paris ;
22 h. 30 : Les Belges à Paris ;
23 h. 30 : Les Belges à Paris ;
24 h. : Les Belges à Paris ;
Raymond.
SOUFAT (278-27-54) (D.) Le Mar-
tin
20 h. 15 : La Chasse au Sankr.

COOL and
SAMEDAY
4 OCTOBER
2010

DISTRIBUTION
wea
research music

© 2010 Warner Communications Company

**A PARTIR DU
2 OCTOBRE**

Théâtre
3

Claude MARTIN

**“MES ADI
CO**

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE Informations Spectacles
704 70 20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

SERGIO MENDES

AL'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

2 concerts exceptionnels
LUNDI 6 OCT.
20 H ET 22 H 30


NOUVEAU 33 T ET 45 T "FATO CONSUMADO"

wea
Naguchi Music
Distribution de disques et de livres
CASA DE OLYMPIA - 100000 PARIS

RY COODER

and HIS BAND

MEDI
BRE 80



DISTRIBUTION
wea
national music
A Warner Communications Company
1600 Broadway, New York, NY 10019

**THEATRE
MOGADOR**
LOC : 3 FNAC.
CLEMENTINE.
NEW ROSE

À PARTIR DU 1^{ER} OCTOBRE

Théâtre du GYMNASÉ
38 Bd Bonne Nouvelle

Claude MARTINEZ et Paul LEDERMAN présentent

'MES ADIEUX AU MUSIC-HALL' COLUCHE

100 représentations exceptionnelles

A PARTIR DU 2

MATHURINS
GILLES SEGAL
dans
PROUST
ou « La passion d'être »
de SERGE GAUBERT

PARIS SEPTEMBRE 1992

1980 OCTOBRE
La Ville de Paris
présente le
**18^e FESTIVAL INTERNATIONAL
DE DANSE DE PARIS**
en production avec le
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
**THÉÂTRE DES
CHAMPS-ÉLYSÉES**
Du 6 au 12 Octobre
TWYLA THARP
**DANCE
FOUNDATION**
Location: Théâtre, Agences
725 44 36

CBS MASTERWORKS

PRÉSENTE

COLLEGIUM VOCALE COLOGNE

COLLEGIUM VOCALE, COLOGNE
A PARIS
LES ÉLÈVES

LE 6 OCTOBRE 80
21 H

VIENT DE PARAÎTRE

THE MOST BEAUTIFUL MINDONES
LES PLUS BEAUX MINDONAIS

LE 7 OCTOBRE 80
21 H

CITÉ UNIVERSITAIRE

SALLE GAVEAU
MONTEVERDI

LECHNER

MONTEVERDI		SCHEIN
HASSLER		ISAAC
ZANGIUS		LASSUS
JANNEQUIN		GESUALDO

WITTENBACH
(creation mondiale)
LASSUS
ESCHU...

LES PLUS BEAUX MADRIGAUX
COFFRET DE 3 DISQUES CBS 79883

1000

CHAMPIGNY. Fathé (381-72-94) :
Breaking Glass. Les temps sont
durs pour Dracula; le Cheval
d'Orgueil; le Dernier Métro; le
Bard du Téléphone. (M. M.A.
(380-01-02). — R. (vo.).

CHOISY-LE-ROI. Théâtre (380-
89-79) : Alphaville.

CRETEIL. Aréal (386-92-64) : Urban
et la Chasse (**) ; Les
Vampires ; de Salem (*) ;
la Marge (*) ; la Case aux Polles ;
Fanny et la Chasse (**) ;
Mont-Mesly (327-37-67) : Mon
oncle d'Amérique ; la Grande
Belle ; la Marmite ; la
Culture (398-00-50) ; la
Madriguer ; Paysage après la bataille ;
dans les forêts ; Camouflage ; Amour
de la mort.

JOINVILLE-LE-PONT. Royal (382-
2-30) : Les Voleurs de la nuit ;
la VARENNE - SAINT - HILAIRE.
Paramount (383-50-59) : Y a-t-il
un pilote dans l'avion ? ; les
Petites Chaises ; Suburbain ;
MAISONS - ALFORT. Club (376-
71-70) : London (*) ; la Banquière ;
Fanny et la Chasse (**) ;
NOGENT-SUR-MARNE. Aréal (371-
11-31) : la Chasse (*) ; Espe-
rance ; les Petites Chaises ; Fame.
Port : la Banquière.

ONLY. Paramount (726-21-69) : les
Petites Chaises ; Y a-t-il un pilote
dans l'avion ?

LE PERREUX. Palais du Parc (327-
17-04) : Y a-t-il un pilote dans
l'avion ?

THIAIS. Belle-Espine (388-37-30) :
Kamagathu ; Les temps sont durs
pour Dracula ; le Cheval d'Orgueil ;
le Dernier Métro ; la Ban-
quière ; L'empire contre-attaque.

VINCENNES. 3-Vincennes (328-
2-30) : Y a-t-il un pilote dans
l'avion ? ; le Dernier Métro.

VILLENEUVE - SAINT - GEORGES.
Areal (389-23-21) : les Petites
Chaises ; Y a-t-il un pilote
dans l'avion ? ; Suburbain.

VILLEVAU. Théâtre R.-Rolland
(726-15-02) : Mon oncle d'Amé-
rique.

VAL-D'OISE. (35)

ARGENTEUIL. Alpha (381-00-07) :
Loulou (*) ; la Chasse (*) ; Pin-
ball ; les Petites Chaises ; Fanny
au Palais ; Pardon, vous êtes
normal ? — Gamma : Y a-t-il un
pilote dans l'avion ? Breaking
Glass. Les temps sont durs pour
Dracula ; Suburbain.

BEZONS. Théâtre P.-Giscard (362-
2-30) : Y a-t-il un pilote dans
l'avion ? ; le Dernier Métro.

CERGY-PONTOISE. Bourvil (030-
46-80) : le Dernier Métro ; le
Cheval d'Orgueil ; Y a-t-il un
pilote dans l'avion ? ; la Chasse (**).

ENGHIEN. Français (417-00-44) :
le Dernier Métro ; le Cheval d'Or-
gueuil ; les Petites Chaises ; de
la mer Contre ; L'empire contre-
attaque. — R : la Chasse (*) ;
Kamagathu.

FRANCONVILLE. Ciné H.-Langlois
(413-94-96) : Mon oncle d'Amé-
rique.

GONESSE. Théâtre J.-Prévost (385-
31-32) : Une semaine de vacances.
SARCELLES. Flanades (381-80-55) :
Suburbain ; la Chasse (*) ;
les Petites Chaises ; les Dix
Commandements ; Fame.

(Voir Festival d'automne, page 13.)

MERCEYRE 1^{er} OCTOBRE

CAVEAU. 20 h. 30 : Oursur de l'On-
guent philarmatique de Berlin
(Schubert, Wolf, Brahms, Tjeme).

IRCAM-ESPACE DE PROJECTION.
20 h. 30 : Va et vient. Pas mol
et la Chasse (M. M.A.).

LUCERNAIRE. 21 h. : L. Petrova,
A. Pechant (melodies populaires
slaves et russes).

EGLISE SAINT-ROCHE. 20 h. 45 :
Ensemble de musique de chambre
de Paris. Dir. : M. Benedetto
(Bach).

JEUDI 2^e OCTOBRE

IRCAM-ESPACE DE PROJECTION.
20 h. 30, voir le 1^{er}.

LUCERNAIRE. 19 h. 30, voir le 1^{er}.
GALERIE NANE STERN, 19 h. :
L. Albertson, M. Kauder (Prokofiev,
Bach, Bachmann, etc.).

RADIO-FRANCE. 30 : R. Oleg,
M. Dalbecq (prog. de sonates).

VENREDI 3^e OCTOBRE

IRCAM-ESPACE DE PROJECTION.
20 h. 30, voir le 1^{er}.

LUCERNAIRE. 19 h. 30, voir le 1^{er}.
GALERIE NANE STERN, 19 h. :
L. Albertson (G. Gonde, Kansch,
Pechowalski).

SAMEDI 4^e OCTOBRE

FACULTE DE DROIT. 20 h. 30 :
Les Petites Chaises ; Y a-t-il un
pilote dans l'avion ? ; de
France. Dir. E. Sodaast
(Schoenberg, Volpert).

EGLISE SAINT-LOUIS-DES-PAUVRES.
17 h. : La Chasse, D. Cabon
(Bach).

IRCAM - ESPACE DE PROJECTION.
20 h. 30, voir le 1^{er}.

LUCERNAIRE. 19 h. 30 : voir le 1^{er}.

RADIO-FRANCE (Studio 106).
30 : Les Petites Chaises (Bach,
Telemann, Regor, Jolivet).

RANELAGH. 17 h. : Quatuor inter-
temporein (Chausson, Dutil-
leul).

DIMANCHE 5^e OCTOBRE

EGLISE DES BILLETTES. 17 h. :
Ensemble de guitares et de violons
de la paroisse de nos jours.

**CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA
SAFÉRIÈRE.** 16 h. 30 : M.
G. Cabon.

NOTRE-DAME DE PARIS. 17 h. 45 :
V. Leroy (Bach, Mendelssohn,
Mozart).

**EGLISE SAINT-LOUIS DES INVA-
LIDÉS.** 17 h. : P. Caire (France,
Verne, Gullman).

LUNDI 6^e OCTOBRE

ATELIER 104. 8 h. : E. Moll, F. Moll
(Schubert, Wolf, Brahms, Tjeme).

FACULTE DE DROIT. 20 h. 30 :
Les Petites Chaises ; Y a-t-il un
pilote dans l'avion ? ; de France.
Dir. G. Cay.

Sol. C. Ede-Pierre (Varese)
L'Empire contre-attaque ; le 1^{er}.

POINT-VERGUEIL. 21 h. : les Domi-
nos (musique médiévale et
baroque).

SALAIS VIEAU. 21 h. : Collégium
musical de Cologne (Bassler, Mos-
twerd, Jacquelin, Wittenbach).

THEATRE DE LA VILLE. 8 h. 30,
20 h. 30 : E. et M. Labèque
(Joplin, Gershwin, Mozart, Strav-
insky).

FLAÏ. 17 h. : Ensemble A. Stajic
(Furcell, Bach, Grieg, Britten).

MARDI 7^e OCTOBRE

LUCERNAIRE. 19 h. 30 : voir le 1^{er}.
IRCAM-ESPACE DE PROJECTION.
20 h. 30 : voir le 1^{er}.

PARAMOUNT CITY VO - PARAMOUNT ODEON VO - PARAMOUNT OPERA VF
PARAMOUNT MAILLOT VF - PARAMOUNT MARIVAUX VF - PARAMOUNT
BASTILLE VF - PARAMOUNT MONTMARTRE VF - PARAMOUNT
MONTPARNASSE VF - PARAMOUNT ORLEANS VF - PARAMOUNT GALAXIE VF
CONVENTION ST CHARLES VF

Tatum
O'Neal

Kristy
McNichol



**les
Petites
Chéries**
(LITTLE DARLINGS)

les petites filles
ne sont plus
ce qu'elles étaient

PARAMOUNT PICTURES PRESENTE UNE PRODUCTION STEVE FRIEDMAN KINGS ROAD
TATUM O'NEAL KRISTY MCNICOL LES PETITES CHERIES (LITTLE DARLINGS)
AVEC ARMAND ASSANTE PRODUIT PAR STEPHEN J. FRIEDMAN
SCENARIO DE KIM PECK ET DALENE YOUNG HISTOIRE DE KIM PECK REALISE PAR RONALD F. MAXWELL

**Paramount - BOUSSY-ST-ANTOINE Buxy - LA VARENNE Paramount -
VILLENEUVE-ST-GEORGES Artel - NOGENT Artel - ORSAY Ullis -
EUIL Gemma - PANTIN Carrefour - MONTREUIL M6 - PARLY**

ONLY Paramount - **BOUSSY-ST-ANTOINE** Buxy - **LA VARENNE** Paramount - **NEUILLY**
Village - **VILLENEUVE-ST-GEORGES** Artel - **NOGENT** Artel - **ORSAY** Uifs - **ARGEN-**
TEUIL Gemma - **PANTIN** Carrefour - **MONTREUIL** Mielles - **PARLY 2**

FOOTBALL

Coups d'Europe

NANTES

ASSURE SA QUALIFICATION

L'administrateur provisoire de l'Olympique de Marseille (O.M.) M^e Nespolos, a annulé, mardi 30 septembre, la procédure qu'il avait entamée contre M. Christian Carlini, le président du club. Il a également demandé au tribunal de commerce de Marseille d'être déchargé de sa mission d'administrateur provisoire. La juridiction marseillaise devait statuer sur ce point ce mercredi 1^{er} octobre. M^e Nespolos reprochait notamment ce M. Christian Carlini de prendre encore des initiatives concernant le recrutement de joueurs, notamment celui d'Albert Bateau qui a accepté, lundi 29 septembre, un poste de manager général avec un contrat de deux ans.

De notre correspondant

Merseltte. — La déconfiture financière, morale et technique de l'Olympique de Marseille, qui demeure, malgré tout, l'un des plus titrés de France (neuf coupes et quatre titres de champion) se poursuit. La descente en deuxième division n'a pas permis le retour à l'O.M. qui, pour se relever, a dû quitter le club. Le président, au début de l'été, n'attend plus que le sauveur qui saura le tirer de ce mauvais pas.

M. Albert Bateau, qui vient de répondre aux signaux de détresse que lui faisaient les dirigeants du club depuis plusieurs mois, sera-t-il ce sauveur ? Je ne sais pas. Zorro a, a dit l'entraîneur, connu pour sa sagacité.

Si la venue du nouvel entraîneur peut améliorer le moral et la technique, il n'en reste pas moins que la situation financière demeure préoccupante. Il ne faut pas, pour l'instant, compter sur le public pour aider à éponger la dette. Le club bénéficie d'une suspension provisoire de poursuites (le Monde du 10 mars) après le dépôt d'un plan de redressement, ce qui lui a permis d'éviter le naufrage et la liquidation de ses activités (comme la vente des bougars) ! Mais son passif arrive au total à fin 1984 à 150 millions de francs. Les comptes sont bécotés par M. Christian Carlini, le président du club, placé sous la dépendance d'un administration judiciaire n'est assainissement général de la situation. 3 ouvert le dossier en compagnie des responsables du club, tant il est vrai que l'O.M. fait partie de l'image de marque de Marseille. La position du maire est nette. Il souhaite une réforme des statuts du club qui assurerait aux détenteurs du pouvoir de décision la stabilité et l'efficacité. Mais son v.-p. D. G. - resterait un gestionnaire. C'est au seul responsable technique - entraîneur - que reviendrait la tâche du recrutement et de la gestion des joueurs. Les joueurs ont date du 15 octobre à été retenue pour la mise en place de ce plan de travail, dont la venue de M. Bateaux est le première réalisation concrète.

JEAN CONTRIER

Le Football Club de Nantes a assuré sa qualification pour le deuxième tour de la Coupe européenne des clubs champions en battant, mardi 30 septembre, les Irlandais du Nord du Linfield Football Club de Belfast par 2 buts à 0. Déjà victorieux de ces mêmes adversaires sur terrain neutre, le 18 septembre, à Hearnem (Pays-Bas), les champions de France n'ont pas abordé cette seconde rencontre avec toute la résolution que pouvaient attendre leurs onze mille supporters.

A la mi-temps, le score était encore vierge. Dès la reprise du jeu, deux accélérations permettaient à Gilles Rampillon (46^e minute) et à Enzo Trossero (48^e minute) de mettre leur équipe hors de portée de sa rivale. Les Nantais connaîtront vendredi 3 octobre leur prochain adversaire pour les huitièmes de finale.

BASKET-BALL

Championnat de France

CHNO ÉQUIPES

ENCORE INVAINCHES

Aucune surprise n'a été enregistrée à l'occasion de la deuxième soirée du championnat de France, disputée mardi 30 septembre. Cinq équipes demeurent invaincues.

*Le Mans b. Antibes	84-85
*Tours b. Monaco	98-71
*Villeurbanne b. Nice B. C. ..	96-81
*S. F. Evry b. Limoges	100-88
Caen b. *Avignon	81-74
*Mulhouse b. Orthez	79-78
Challans b. *Nice U.C.	93-83
Classement — 1. Tours, S.F. Evry, Le Mans, Villeurbanne et Caen, 6; 6. Antibes, Mulhouse, Challans et Mul- house, 4; 10. Orthez, Limoges, Nice, 3; 11. C. Nice B.C. et Avignon, 2.	

MORT DE LA COMÉDIENNE HÉLÈNE DIEUDONNÉ

La comédienne Hélène Diezonné s'est morte le 29 septembre à l'hôpital de Chaumont-sur-Loire (Orne), où elle avait été admise le 7 août. Elle était âgée de quatre-vingt-treize ans.

(Née à Paris en 1887, Hélène Diezonné s'était élevée de la vie privée à la scène, comme un parent, en 1915. Elle n'avait cessé de jouer au théâtre, où elle avait créé notamment *Les portes claquent*, au cinéaste Jérôme Desnoes, *Dialogues de charmes*, la *Belle Américaine*, *La trépassée*, *La trépassée*, *La trépassée* et la célèbre scène *Jaques*).

● **Les prix de la critique** — Les prix Melies de l'Association française de la critique de cinéma et de la télévision et le prix Léo Moussinac — sont attribués respectivement à « Mon oncle d'Amérique » d'Alain Resnais et le Christ s'est arrêté à Eboli de Francesco Rosi.

Prenez
un vol
Air Lanka
jusqu'à
Singapour

....et savourez, en route, une escale au Paradis

Laissez-nous vous faire découvrir une manière plus relax pour aller à Singapour. Prenez l'un de nos vols, de Paris à Sri Lanka, tous les mardis ou les samedis après-midi. Profitez d'une escale délassante dans notre île de Paradis. Plus paisiblement votre voyage, avec nous tous les mardis, vendredis ou dimanches, jusqu'à Singapour. Durant le vol, vous serez choyé dans le style chaleureux et privilégié que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré par les voyageurs de tous temps, comme un Paradis.

AIR LANKA
L'air qui a le Bonheur

11

Pour toute réservation
et tout renseignement
complémentaire, veuillez
appeler Air Lanka, 9, rue
du 4-Septembre, 75003
Paris. Tél. : 267-43-44.

AFFAIRES

LA SIDÉRURGIE EN CRISE

Désaccord entre producteurs européens

(Suite de la première page.)

Comment s'y prendra-t-elle ? M. Mayoux parle de « persuasion appuyée ». On peut imaginer aussi que la commission considère que la meilleure manière de s'en sortir consiste à leur donner partiellement satisfaction, autrement dit à légèrement augmenter les quotas affectés à l'acier et à l'acier, ce qui implique évidemment, et cela ne va pas de soi, que les autres acceptent de réduire d'autant leur production.

Si cette tentative de repli échoue, la Commission pourrait alors proposer au conseil des ministres de déclencher « l'état de crise mondiale » et de mettre en œuvre ainsi, pour une période de six à huit mois, une répartition autoritaire de la production.

Jusqu'à présent, les Allemands se sont déclarés hostiles à une intervention aussi directe et massive des pouvoirs publics européens. Mais, comme le déclare M. Mayoux, « l'absurdité est telle sur le marché que

les esprits évoluent même outre-Rhin ». Si cette appréciation se révèle exacte, ce qui constitue aujourd'hui la principale raison d'hésitation de la Commission disparaît : celle-ci sait qu'il ne suffit pas de déclencher un programme autoritaire de réduction de la production mais qu'il faut encore le faire respecter. Elle aura besoin pour y parvenir du concours actif des gouvernements membres et, en particulier, de celui de Bonn. Or, jusqu'à présent, une telle collaboration n'est pas évidente.

La Commission s'est félicitée du retrait de la plainte antidumping introduite voici quelques mois par l'U.S. Steel contre les sidérurgistes européens (voir l'article de Robert Solé) et de la réintroduction aux Etats-Unis d'un mécanisme de prix minimum à l'importation. C'est là une normalisation de la situation qui va dans le sens demandé par Bruxelles depuis longtemps. Cela dit, permettra-t-elle aux exportateurs communautaires d'acier de retrouver leur

niveau de l'an passé ? Personne à Bruxelles ne s'aventure à faire un tel pronostic.

Les prix minimums à l'importation ont été établis à un niveau supérieur de 10 à 12 % à ceux en vigueur avant que l'administration n'en suspende l'application. Ce relèvement ne facilitera évidemment pas la tâche des exportateurs communautaires. Si leurs concurrents américains préfèrent maintenir leur part du marché plutôt que d'accroître leurs marges bénéficiaires, ils passeront difficilement sur un marché au reste encore très déprimé. En 1979, les exportations de la C.E.E. vers les Etats-Unis ont atteint 5,4 millions de tonnes, contre 7,4 millions de tonnes en 1978. Au cours du premier semestre 1980, la dégringolade s'est accentuée : pour les cinq principaux produits exportés, la moyenne mensuelle des exportations s'est élevée à 255 000 tonnes contre 445 000 tonnes l'année précédente.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Le président Carter annonce une série de mesures pour relancer la sidérurgie américaine

Une série de mesures pour relancer la sidérurgie américaine ont été annoncées le mardi 30 septembre par M. Carter. C'est un événement important dans la vie de notre pays, a dit le président avec une solennité liée sans doute à la proximité des élections et aux déclarations du candidat républicain, M. Reagan.

Au-delà de son aspect électoral, ce « nouveau

programme de l'industrie sidérurgique » vise plusieurs objectifs. A court terme, une croissance de la production, une atténuation des effets du chômage, des revenus plus importants pour les industriels et une stabilisation du marché international de l'acier. A plus long terme, des investissements massifs qui permettraient aux entreprises d'améliorer leurs techniques et de devenir plus compétitives.

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont un grand retard à rattraper. S'ils devaient encore le Japon quant à la masse d'acier produite, leur productivité est sensiblement plus faible. Les vieilles usines de Pittsburgh, de Cleveland et d'ailleurs n'ont pas su se moderniser à temps. Elles ont dû licencier dernièrement quelque soixante mille personnes. Au cours des sept premiers mois de 1980, les Etats-Unis ont importé cinq fois plus d'acier qu'ils n'en exportaient, malgré une forte demande du marché mexicain.

Le plan de M. Carter compte quatre volets :

● Assouplissement des règles anti-pollution qui coûtaient très cher aux entreprises. Celles-ci disposeront de trois années supplémentaires pour mettre en place les dispositifs exigés ;

● Allègement de certaines taxes pour permettre une modernisation des équipements industriels. La recherche technologique sera, d'autre part, favorisée par des prêts avantageux ;

● Allongement de treize semaines des allocations de chômage. Parallèlement, des programmes seront mis en place pour favoriser la formation et la reconversion des ouvriers licenciés ;

● Rétablissement et réaménagement des prix minimums (trigger prices) destinés à lutter contre la concurrence étrangère « déloyale ».

Cette dernière mesure intéresse directement les sidérurgistes européens. C'est à cause d'eux

qu'elle avait été introduite le 1^{er} mai 1979. A cause d'eux encore qu'elle allait être supprimée le 21 mars de l'année suivante. Mesure protectionniste, le « trigger price » était un prix établi à partir des coûts de production de la sidérurgie japonaise, considérés comme les plus bas du monde industrialisé. Tout tarif inférieur à ce « prix gâchette » entraînait une enquête d'une commission fédérale devant établir s'il était le résultat d'un dumping, autrement dit d'une vente en Amérique à des prix inférieurs à ceux qui sont pratiqués sur le marché national. En ce cas, un droit de douane compensatoire pouvait être réclamer.

Mais au printemps dernier, le numéro un de la sidérurgie américaine, U.S. Steel, ignore cette réglementation et dépose une plainte pour dumping contre des entreprises françaises, allemandes, britanniques, italiennes, belges, néerlandaises et luxembourgeoises. Le gouvernement américain suspendit alors le mécanisme du « prix gâchette » : il n'était pas possible d'élever deux barrières douanières à la fois, sous peine de se brouiller avec les Européens et de risquer de relancer une dangereuse guerre commerciale.

Six mois de marchandages entre les industriels américains et leur gouvernement ont abouti au retrait de la plainte d'U.S.

Steel et au rétablissement du « trigger price ». Le nouveau prix sera supérieur de 12 % environ au précédent pour tenir compte de la hausse des coûts de production japonais et de la modification des taux de change. Il paraît que, tous comptes faits, cela représente un prix inférieur de 2 % à celui qui aurait été obtenu selon l'ancienne méthode.

Mais l'important est ailleurs. Le « prix gâchette » nouvelle manière n'introduit pas de mesures annexes : si les importations représentent plus de 13,7 % de la consommation locale d'acier, le mécanisme pourra être renforcé. Et si le dumping dépasse 15,2 %, le dumping pourra être invoqué. Aucune mesure ne sera permise toutefois à partir du moment où l'industrie locale aura atteint 87 % de sa capacité d'utilisation.

On en est loin, selon des statistiques publiées cette semaine par l'Institut sidérurgique américain. En 1980, les entreprises locales n'auraient travaillé qu'à 70,9 % de leur capacité. Quant à la production étrangère, elle représentait 16,3 %.

Selon le plan de M. Carter, le « trigger price » ne devrait durer que trois ou cinq ans pour permettre aux industries américaines de « se moderniser » et à leurs homologues européennes de « se restructurer ». Après cette période transitoire, les importations d'acier aux Etats-Unis seront soumises aux mêmes règles que les autres marchandises.

ROBERT SOLÉ.

Le sort de Manufrance

« Comment voulez-vous qu'un homme qui apporte 30 milliards de centimes dans une affaire soit mal accueilli ? » Cette observation de M. Martin Boutand, président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, résume à elle seule l'atmosphère qui règne dans la ville. M. Jean-Claude Dumas, le nouveau « sauveur », semble-t-il, apporté de solides garanties. Les capitaux suisses devraient, à très court terme, sauver la firme d'une faillite inéluctable. Mais bien des questions se posent. Sur l'origine

réelle des fonds miraculeusement rassemblés, sur l'avenir d'une entreprise dont on disait hier qu'elle ne savait qu'engendrer des pertes et que l'on estime pouvoir sauver dans sa forme juridique actuelle et sans licenciement. Il serait désastreux de constater que Manufrance — qui commence à abandonner un terrain politique qui ne lui a pas réussi — est en train d'aborder le domaine incertain des « faits divers ».

Dans l'attente des « millions suisses »

Saint-Etienne. — M. Dumas a convaincu ses interlocuteurs. Le montage financier qu'il a proposé, lundi 29 septembre, a obtenu l'aval du président du tribunal de commerce de Saint-Etienne et les pouvoirs ne s'opposent pas au transfert des fonds suisses vers la France. Les syndicats, rendus très méfiants par l'échec de précédentes solutions, ont cependant enregistré avec satisfaction le report d'un dépôt de bilan pratiquement inévitable une semaine auparavant. La dernière échéance a été fixée au samedi 18 octobre. Entre-temps, trois éléments nouveaux devraient intervenir :

De notre correspondant régional

75 millions de francs français) devaient être attribués :

● Une nouvelle assemblée générale des actionnaires de la S.N.M. aura, peu de temps auparavant, enregistré l'arrivée de nouveaux administrateurs, lesquels éliront un nouveau P-D.G. ;

● L'administrateur judiciaire, M. Claude Dutilleul, aura définitivement terminé sa mission. Dans ces conditions, Manufrance ne vivrait plus sous le régime du sursis judiciaire.

● Un premier crédit de 28 millions de francs suisses (soit environ

francs accueilleront le « grand rassemblement national » de la C.G.T.

La « plan Dumas », s'il était respecté, permettrait d'encadrer un processus de normalisation. Mais ce schéma passe par l'apparition au grand jour des industries ou des commerçants, ou les deux à la fois, qui sont, pour le moment, dans l'ombre complice du « pool » bancaire suisse. De plus, les chausse-trappes de dernière minute devront être contournées.

Le retour de M. Tapie

En coulisse, puis à grand renfort de communiqués, les représentants des anciens actionnaires ne facilitent pas — c'est un euphémisme — la renaissance de la S.N.M. Dernier « coup » de l'ancienne société : l'élection au poste de président de son conseil d'administration de M. Bernard Tapie.

L'homme d'affaires parisien a tenu le 30 septembre, à Paris, une conférence de presse. « Je ne crois pas à la réussite de l'opération Dumas, mais je ne ferai rien pour m'y opposer », a-t-il déclaré en substance. Cela dit, il n'est pas question, à ses yeux, de revenir sur le protocole d'accord qui lie les deux sociétés. Aux yeux de M. Tapie, il n'existe donc que deux solutions. Ou bien le prêt existe et le plan Dumas est mis en œuvre. Ou bien M. Dumas échoue et M. Tapie est alors en mesure, dès le lendemain du dépôt de bilan, de présenter son propre projet qui prévoit une liquidation des activités de Manufrance en cinq sociétés et huit cents licenciements. Une partie du personnel licencié pouvant cependant retrouver un emploi.

CLAUDE RÉGENT.

LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE REND PUBLIQUES LES CONCLUSIONS DE SON ENQUÊTE SUR LE GROUPE WILLOT

La Commission des opérations de Bourse (COB) a rendu publiques, dans son rapport mensuel, les conclusions de l'enquête qu'elle a menée depuis le 11 janvier 1980 sur les mouvements de fonds opérés au sein du groupe Willot entre la holding, la Société financière et financière Agache-Willett (S.F.F.A.W.) et ses diverses filiales, notamment la Bourse Saint-Frères (B.S.F.).

L'ouverture de cette enquête, qui succédait à la démission de M. Jacques Darmon et à la publication des résultats de l'enquête, a été précédée par la mise en œuvre de la loi relative à la transparence des opérations de bourse, qui justifie l'importance de ces transferts, « ne paraissent pas avoir toujours été nécessaires ». La COB a fait part de ces observations au groupe qui s'est engagé à modifier ses pratiques dans le sens souhaité par la commission.

Le constat de la COB ne constitue pas une surprise. Concernant les conventions d'ingénierie passées avec la holding et B.S.F., la commission se contente d'en constater le caractère « verbal » qui a introduit une possibilité d'arbitraire dans leur exécution. Pour les conventions dites « contrats de mandat de services », qui relèvent des prestations à caractère administratif et de cautions données par la holding à ses filiales, la COB, soulignant l'importance des sommes ainsi transférées (51,58 millions de francs pour l'exercice 78-79, soit plus du dou-

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
S.E.-U.	4,1905 4,1920	- 28 + 3	- 60 - 38	- 220 - 120
S. can.	2,571 2,580	+ 63 + 103	- 35 + 135	+ 35 + 165
Yen (100)	2,0065 2,0085	+ 5 + 20	+ 5 + 25	+ 100 + 130
DM	2,3175 2,3205	+ 55 + 70	+ 120 + 150	+ 420 + 500
Florin	2,1345 2,1385	+ 33 + 55	+ 65 + 85	+ 265 + 270
F.R. (100)	14,4720 14,4850	- 25 + 130	- 35 + 125	- 420 + 125
F.S. (100)	2,5405 2,5510	+ 140 + 155	+ 250 + 315	+ 420 + 525
L. (1 000)	4,8725 4,8775	+ 430 - 330	- 1025 + 810	- 2975 + 500
S. (100)	9,9970 10,0045	- 365 - 280	- 670 - 545	- 1065 - 760

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8	8 3/4
S.E.-U.	4 5/8	4 7/8	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
Florin	3 3/8	3 5/8	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
F.R. (100)	11 1/8	11 3/8	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
F.S. (100)	3 1/4	3 1/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
L. (1 000)	15 1/2	15 7/8	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
Pr. franc.	11 3/4	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Vous avez un projet de
CRÉATION D'ENTREPRISE
industrielle ou artisanale

Participez au concours
entreprendre
ou
il fait bon vivre

➔ Installez vous au Sud de l'Ardèche dans la région d'Aubenas

➔ Plus de 210.000 F de prix et des facilités d'implantation pour votre nouvelle usine.

Début limite de participation : 31 Octobre 80

Pour tout renseignement et demande du dossier d'inscription, s'adresser à :

entreprendre ou il fait bon vivre

B.P. 207 07210 AUBENAS Tél. (75) 35.21.11

IMMIGRATION

L'Assemblée du Conseil de l'Europe favorable au droit de vote pour les travailleurs immigrés européens

De notre correspondant

Strasbourg. — Il faut associer les travailleurs immigrés européens aux prises de décision qui touchent leur cadre d'existence aux niveaux local et régional, et pour cela leur accorder le droit de vote. A cette fin, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé, mardi 24 septembre, au conseil des ministres des vingt-et-un de faire élaborer un instrument multilatéral définissant un minimum de droits civiques y compris celui d'être électeur et éligible pour les ressortissants d'un Etat membre, domicilié dans un autre pays membre du conseil.

Cette décision de l'Assemblée est intervenue, à l'issue d'un scrutin par appel nominal, par 68 voix contre 24 voix et 4 voix d'abstentions. Le vote était acquis grâce aux suffrages de la plupart des élus socialistes ainsi que des représentants scandinaves et des députés représentant les pays d'émigration.

Certains pays, la Suède notamment, ont déjà montré la voie. En Suisse aussi, dans le canton du Jura et de Neuchâtel, les étrangers peuvent voter après

5 à 10 années de résidence, selon leur nationalité. « Il est temps », avait affirmé le rapporteur, M. Forni (parti socialiste), de considérer les étrangers comme des individus à part entière dans la société d'accueil et non seulement en tant que forces de travail, comme éléments moteurs de la production économique. »

J.-C. H.

● Accord d'exploration pour l'Algérie et la Tunisie. La Sonatrach et la Compagnie Elf-Aquitaine viennent de signer un accord d'association pour l'exploration de la parcelle de Talemzane d'une superficie de 9 000 kilomètres carrés dans le sud algérien, dans la région de Laghouat. En cas de découverte, la production sera partagée à raison de 80 % pour la Sonatrach et 20 % pour Elf-Aquitaine. Cet accord fait suite à une dizaine d'autres conclus depuis mais par la Sonatrach avec plusieurs sociétés, notamment la C.F.P. et Total Algérie et la Société algérienne Sohio Algérie Company. — (Cor.)

Vous adresse en SUISSE
MONTREUX
à 1 h. de l'aéroport intercontinental de Genève par autoroute.

Résidence « LARGES HORIZONS »
A VENDRE

- Au cœur d'une baie merveilleuse.
- Appartements de grand luxe de 1 à 6 pièces, toutes exposées au sud, et prolongées par de magnifiques terrasses-jardins.
- Vue panoramique grandiose.
- Climat très doux, ensoleillement maximum.

VILLARS
la station de prestige des Alpes vaudoises, 1900 m d'altitude, à 20 minutes de Montreux.

A VENDRE, dans parc arborisé privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALET TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, offrant les prestations les plus raffinées.
Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes et le Mont-Blanc.

- Facilités de crédit : 75 % du prix de vente, intérêt 5 % environ, amortissement sur 30 ans.

● VENTE : directement du constructeur
IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.
B.P. 62 - CH-1884 VILLARS s/Oberon
Tél. : 79-4125/35 31 41 ou 35 22 06 - Téléc. : GESER 25269

ÉTRANGER

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU F.M.I.

M. Carter souligne les risques des « controverses politiques »

De notre envoyé spécial

Washington. — L'affaire de l'O.I.F. ayant été au moins partiellement désamorcée, l'ouverture de la trente-cinquième assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale s'est déroulée mardi 30 septembre, sous la présidence de cette année, du ministre des finances de la Tanzanie, M. Amr Jamal Celil. A l'adresse un « souhait spécial de bienvenue » aux représentants de Pékin, dont la présence fut saluée par M. de Larosière, directeur général du F.M.I. et M. McNamara, président de la Banque mondiale. Le président Carter a prononcé un court discours, adjurant ces deux institutions de ne pas laisser détourner leurs travaux par des controverses politiques d'origine extérieure. Il leur a demandé de veiller à ce que leurs décisions « ne soient pas détournées ou renvoyées par d'autres instances », une façon de réaffirmer leur indépendance par rapport à l'ONU.

Pour apaiser les esprits, M. Jamal, dans son exposé en début de la séance, exprime sa « sincère satisfaction » de voir le comité mixte de procédure se saisir de la question du statut d'observateur pour l'O.I.F. et des problèmes juridiques — effectivement très compliqués — qu'elle soulève. Cependant, à propos des ressources supplémentaires du F.M.I., M. de Larosière a « insisté » sur le fait que l'augmentation des quotas doit « rester la principale source de financement », avant de les différentes formes d'emprunts. Il a proposé aussi qu'il soit créé en faveur des pays les plus pauvres ayant à subir une hausse de prix des céréales qu'ils importent, une nouvelle forme de crédit appelée « facilité alimentaire ».

Le directeur général du Fonds a estimé qu'une des questions « les plus importantes qui se posent » est celle « de la création et de la distribution de liquidités internationales ». Les discussions se poursuivront, a-t-il dit, au sujet d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) à partir de 1982 et du « lien » à établir éventuellement entre cette émission supplémentaire et l'aide au développement. M. de Larosière n'a cité aucun chiffre ; mais, selon des informations passées à bonne source, il s'agit que le Fonds monétaire voudrait que soit prévue une émission annuelle de 10 milliards de D.T.S. pendant cinq ans (contre 4 milliards par an pendant trois ans, de 1979 à 1981).

Aux Etats-Unis L'INDICE GLOBAL DE L'ACTIVITÉ A PROGRESSÉ EN AOÛT POUR LE TROISIÈME MOIS CONSÉCUTIF

Washington (A.F.P.). — L'indice des principaux indicateurs économiques, « baromètre » de l'économie américaine, a progressé en août pour le troisième mois consécutif. Selon le département du commerce, cet indice a monté de 1,9 % en août pour se fixer à 131 points, après une hausse révisée de 3,7 % en juillet. Il reste toutefois largement inférieur à son niveau de l'an dernier (140,1 points).

Après avoir baissé de 12,6 % entre octobre et mai, l'indice a connu une progression de 6,6 % entre juin et août. Cette évolution apporte une nouvelle preuve du redressement de l'économie américaine, estime le département du commerce.

En R.F.A.

LE COUT DE LA VIE AURAIT DIMINUÉ DE 0,1 % EN SEPTEMBRE

Bonn (A.F.P.). — A quelques jours des élections, une bonne nouvelle pour le chancelier Schmidt : selon les premières estimations, le coût de la vie a baissé en septembre de 0,1 %, a annoncé le 30 septembre l'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden. L'indice définitif ne sera publié qu'après les élections. L'opposition ne manquera pas toutefois de faire ressortir que le ralentissement de l'inflation est habituel à la fin de l'été, les hausses de tarifs publics influant sur l'indice en début d'année. L'indice en début d'année ayant alors été épongé, il n'en reste pas moins que l'impact psychologique du recul de l'inflation en septembre, pour la première fois cette année, n'est pas négligeable. Calculée sur douze mois, selon ce chiffre provisoire de septembre, l'inflation s'est située à 5,1 %.

PAUL FABRA.

En Israël

Le shekel remplace la livre

De notre correspondant

Jérusalem. — A midi, le 29 septembre, les banques d'Israël ont fermé leurs portes... pour cause de changement de monnaie. Elles ne rouvriront que dans la matinée du vendredi 3 octobre. D'ici là, les employés auront dû acheter de transformer la comptabilité, car depuis mardi 30 septembre la livre est définitivement remplacée par le shekel.

La nouvelle monnaie est fort ancienne puisque, selon la Bible, elle fut utilisée par Abraham lorsqu'il établit les Hébreux en terre de Canaan il y a près de trois mille ans. Mais ce changement n'est pas seulement dicté par une volonté de retour aux sources ou le souhait d'établir une appellation, la livre, d'origine étrangère. Il ne s'agit pas davantage de la manifestation spectaculaire d'une profonde réforme destinée à enrayer une inflation et une dévaluation toutes deux galopantes.

C'est avant tout une disposition « pratique et technique », comme le souligne la Banque d'Israël, afin de limiter le nombre des zéros. Le shekel vaut 10 livres. L'opération est assez semblable à celle qui a eu lieu en France en 1959 avec la création du nouveau franc : la seule différence est qu'en Israël on supprime seulement un zéro et non deux.

La décision a été prise par le gouvernement de M. Begin au début de l'année (le Monde daté 24-25 février).

Le passage de la livre au shekel ne s'accompagne cependant pas de mesures radicales pour redresser l'économie. L'inflation atteint le rythme annuel de 134 %. Le ministre des finances ne parvient pas à imposer la politique sévère qu'il préconise. Pour la troisième fois depuis le début de cette année, le gouvernement a réajusté le budget en fonction de cette inflation et pour tenter de réduire un déficit qui s'élève à 5 ou 6 milliards de shekels — déficit qui est, jusqu'à présent, financé artificiellement pour un montant presque équivalent par la « planche à bi-

REMONTEE DE L'OR EFFRÈMENT DU DOLLAR

L'échec de la mission de « bons voisins » palestiniens en Irak et en Iran et la crainte d'une prolongation du conflit ont fait remonter de 10 dollars environ le cours de l'once d'or, qui a atteint près de 630 dollars mercredi 1^{er} octobre. Le fin de la hausse du dollar, en revanche, a perdu un peu de terrain à Francfort à 1.5870 contre 1.5110 D.M. et à Paris à 4,19 F contre 4,28 F. A Tokyo, il a fortement fléchi, revenant de 212 yens à 204,40 yens ; il a même baissé de 10 yens, ce qui est rare. L'or est placé le 7^{er} qui est, jusqu'à présent, financé artificiellement pour un montant presque équivalent par la « planche à bi-

AGRICULTURE

LES VIANDES AUX HORMONES

Vers une interdiction des œstrogènes dans tous les pays de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture des Neuf sont décidés à régler, à l'échelle de la Communauté, le problème de l'utilisation des hormones dans l'élevage des vaches. Les décisions nécessaires devraient être arrêtées avant la fin de l'année. L'orientation politique ainsi prise, mardi 30 septembre à Bruxelles, devrait, selon M. Méhaignerie, ministre français de l'agriculture, accélérer l'entrée en vigueur, en France, du code de conduite négocié par les pouvoirs publics avec l'interprofession.

pour que l'harmonisation de la législation vétérinaire des pays de la Communauté ne soit pas appliquée uniquement aux vaches, mais étendue au reste du bétail : bovins, porcs et volailles. Quel est, pour les producteurs et les consommateurs français, l'intérêt de l'accord ? L'assurance d'une solution européenne proche de nous permettrait d'appliquer immédiatement le code de conduite qui est en cours de discussion », a répondu M. Méhaignerie. Par ce code, les produc-

teurs et tous ceux qui interviennent au long de la filière conduisant le veau de la ferme à la boucherie s'engagent à ne pas utiliser les produits interdits. Les contrevenants seront soumis à des amendes, sans qu'il soit nécessaire à l'administration, comme aujourd'hui, d'engager une procédure judiciaire.

Les ministres de l'agriculture ont également résolu les dernières difficultés concernant la mise en place d'une organisation commune du marché du mouton. Le nouveau règlement européen entrera donc en vigueur le 30 octobre. — Ph. L.

Beaucoup reste à faire

Face au boycottage de la viande de veau, les partisans de l'immobilisme, qui fermaient les yeux sur les pratiques illégales d'élevage à coups de piqûre, avaient deux arguments.

Ils invoquaient la disparité des réglementations en Europe, qui entraînaient une distorsion de concurrence. Ils avançaient que la médecine pouvait être un adjuvant de la production en agriculture, tant que la santé du consommateur n'était pas en danger. En dépit de ce que certains promoteurs attendaient d'eux, les Entretiens de Bichat n'ont pas apporté la preuve de l'innocuité des hormones dites naturelles administrées aux vaches pour leur faire gagner du poids. Avec l'accord réalisé à Bruxelles, le premier argument tombe également. Les Britanniques, qui utilisaient les hormones artificielles et naturelles, les abandonnent. Les Allemands aussi, qui n'autorisaient que les secondes. La France, qui s'appuyait en fait sur la campagne anti-veau à limiter la R.F.A., voit sa thèse récente de l'interdiction totale triompher.

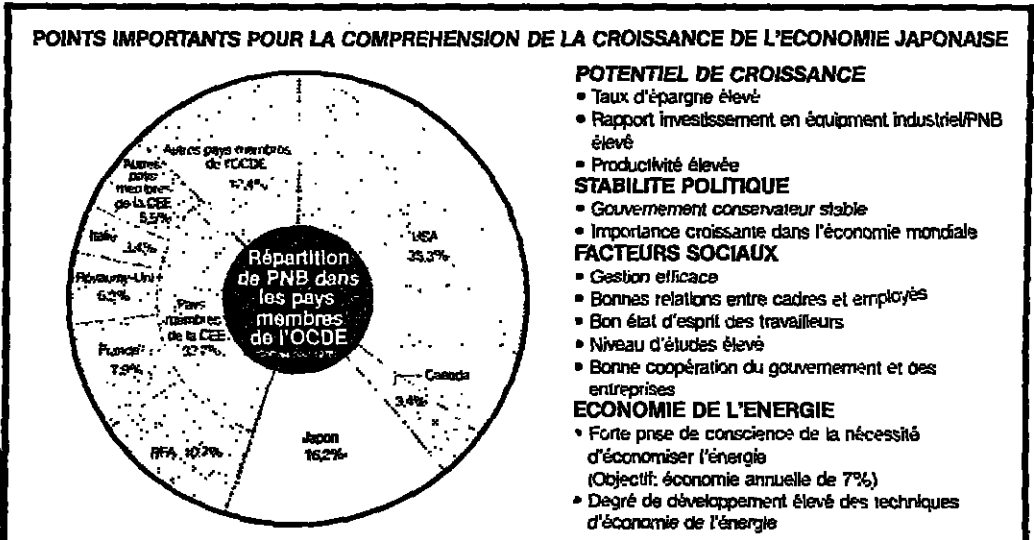
L'accord de Bruxelles ne résout pas tout pour autant. L'essentiel reste à faire, puisque cette interdiction de l'ensemble des hormones revient en fait à appliquer la législation française depuis 1974. L'intensification et la publicité des contrôles et des sanctions s'imposent donc. Mais ce n'est pas encore suffisant : la France — les Neuf en fait pour « harmoniser » la concurrence — devra s'inquiéter de la fragilisation de l'élevage induite par le modèle intensif et corrigée jusqu'alors par la médecine. Sans doute, la Communauté européenne, à la recherche d'économies budgétaires et de création d'emplois, aurait-elle quelque intérêt à intégrer cette réflexion sur l'élevage dans celle qui mène sur la réforme de la politique agricole commune.

Subsidiairement, l'affaire du veau, qui n'est pas terminée, aura montré que la nomination de représentants des consommateurs dans divers organes de gestion de l'agriculture n'est pas suffisante pour mener un dialogue. Que le pays dans la mare lancée par l'U.F.C. en France, avec les Paysans-Travailleurs, ait fait de si larges cercles tient au fait que les organisations agricoles officielles auraient souhaité d'autres partenaires. De M. Guillaumes et Bergeon auprès de M. Méhaignerie. Quant on est condamné à vivre ensemble, on ne choisit pas ses interlocuteurs, même s'ils ne sont pas des « réformistes ». Faute de la comprendre, la crise que traverse une branche de la production, le drame même que vivent certains éleveurs ruinés par le boycottage, risquent de coûter plus cher encore à l'avenir, car la liste des anomalies, des incompréhensions, des illégalités, n'est pas close.

JACQUES GRALL.

Pourquoi ne pas investir au Japon?

Pour vos investissements en valeurs, consultez une équipe de spécialistes



De nos jours, l'information doit vous attendre en temps opportun. Cela n'a jamais été aussi vrai. Nomura en a pris conscience il y a des années et c'est pourquoi cette société s'est attachée à organiser une collecte et une classification systématiques de l'information.

La recherche étant une source d'information extrêmement importante, Nomura a été la première compagnie japonaise à posséder son propre service de recherche.

Nomura a également fondé en 1965 un institut de recherche, le « Nomura Research Institute » (NRI), dont le but est d'analyser l'information recueillie. Le NRI est chargé de rassembler l'information concernant des innovations techniques, d'ingénierie, les structures et les systèmes sociaux, l'environnement et les projets à l'étranger d'entreprises variées.

Le NRI effectue également recherche et prédictions économiques concernant les perspectives d'avenir de l'économie sur les plans intérieur et international, en fonction de la situation du marché des valeurs.

Nomura : une équipe de spécialistes de la finance prêts à vous conseiller si vous décidez d'investir au Japon.

Remontez à la source même de l'information, avec Nomura Securities.

1^{er} Octobre 1980

Bureau du Bahrain Manama Centre-Room 304 Part 1 P.O. Box 26893 Manama-Bahrain Tél. 254282 Télex 9070 Nomura-B.N.

SOCIAL

Accord chez Rhône-Poulenc

SALAIRE MINIMUM MENSUEL PORTÉ A 3 000 FRANCS

Un accord sur les bas salaires a été signé, le 25 septembre, entre Rhône-Poulenc S.A. et les syndicats C.F.D.T. et F.O. Sur les 60 000 salariés du groupe, les répercussions sont surtout sensibles parmi les 10 000 salariés du textile. A la fin de l'année, près de 40 % de ces derniers recevraient une augmentation mensuelle de 200 francs à 470 francs. La rémunération annuelle garantie est fixée à 34 000 francs par an (2 833 francs mensuels), au 30 avril dernier, pour 40 heures hebdomadaires. Il est prévu un ajustement égal à l'évolution de l'indice de l'INSEE 1980 et + 4 % en 1981.

M. GABRIEL DUCRAY AU SECRETARIAT GÉNÉRAL A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

M. Gabriel Ducray, directeur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ), a été désigné secrétaire général de la Formation professionnelle, en remplacement de M. Claude Blondel, « démissionnaire », (le Monde du 13 septembre). Cette décision a été prise par arrêté du premier ministre en date du 24 septembre (Journal officiel du 26 septembre).

[M. Ducray est né le 11 mars 1929. Diplômé des sciences politiques et licencié en droit, il est entré dans le corps de l'Inspection du travail en 1953. Nommé en 1964, directeur des statistiques et de la conjoncture au ministère de l'Éducation nationale, il était depuis 1970 directeur du CERQ.]

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	36,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SCHLUMBERGER (PÉTROLE) FABRICATION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes de haute technologie indispensables à la prospection et l'exploitation pétrolières dans le monde.
La croissance de nos activités et la large part de l'électronique dans ces "outils" nous conduisent à mettre en œuvre un important projet d'équipement informatique appliqué aux tests automatisés en production.
Nous souhaitons recruter, pour en assurer la responsabilité, un

ÉLECTRONICIEN GRANDE ÉCOLE

(A & M, SUPELEC, CENTRALE, + 1^{re} EXPÉRIENCE EN INFORMATIQUE)

Chargé de concevoir le système dans son ensemble (ordinateur central + minis), il en définira le cahier des charges et les bases de données, et assurera la formation des utilisateurs. Son expérience système, acquise dans une grande entreprise industrielle (constructeur informatique, avionique...) lui permettra de devenir rapidement l'expert informatique du département. Les perspectives d'évolution ultérieures sont très ouvertes, compte tenu des projets d'équipement informatique de l'entreprise et du groupe.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous réf. 8019 à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER

Schlumberger

24, rue de la Cavée
92142 CLAMART.



LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour la réalisation de projets informatiques importants et diversifiés mettant en œuvre les techniques les plus évoluées (MVS, CICS/VS, VSAM, VSPC, APL, mini-ordinateurs, réseaux)

- 1 Chef de Projet

Référence SQ 91

Ingénieur grande école ou université, 5 ans d'expérience, pour prendre la responsabilité d'un projet important dans le domaine des opérations internationales.

- 2 Ingénieurs en Organisation

Référence SQ 92

Ingénieur grande école ou université, 5 ans d'expérience, pour coordonner les actions de normalisation du Crédit Agricole au plan national et international.

- 1 Chef de Projet

Référence SQ 93

Ingénieur grande école ou université, 3 à 5 ans d'expérience, responsable de la réalisation et de la diffusion de logiciels dans les caisses régionales.

- 3 Ingénieurs Informaticiens

Référence SQ 94

Ingénieur grande école ou université, 3 ans d'expérience, pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Larges possibilités d'évolution.
Lieu de travail : St Quentin en Yvelines (78).

Envoyez, sous référence correspondante, CV détaillé avec salaire actuel et prétentions à Service Recrutement Carrières C.N.C.A. - Cedex 26 - 75300 PARIS BRUNE

GRUPE

SGS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
3000 personnes, 36 agences en France, 16 filiales à l'étranger.

L'un des premiers groupes européens de Services et de Conseils en informatique vous propose de participer à son expansion et recherche pour renforcer son

Département Assurances 2 Ingénieurs Commerciaux

Profil : 2 à 5 ans d'expérience de vente réussie chez un constructeur ou une SSI et capables de s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire composée d'informaticiens, d'organiseurs et d'assureurs.

Mission : Commercialiser auprès des Sociétés d'Assurances et de Jours Intermédiaires l'ensemble des services du Groupe SGS.

La connaissance de l'assurance et la maîtrise d'une langue étrangère ne sont pas indispensables mais constitueraient un avantage.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à SGS - Direction Commerciale (sous réf. J.P. 1) - 12-14, av. Vion Whitcomb - 75016 PARIS.

emplois internationaux

SOCIÉTÉ EN EXPANSION
distribution pièces détachées automobiles et accessoires
laines-jardins en EUROPE,
AFRIQUE, MOYEN-ORIENT, AMÉRIQUE DU SUD
offre challenge à

DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT H. ou F.

pour :
- prospection nouveaux clients ;
- animation importateurs existants ;
- contrôle représentants mandataires ;
- études de marché.
Nécessité :
- présence sur le terrain (80 % voyage) ;
- anglais, allemand courants (espagnol et arabe souhaités) ;
- expérience d'au moins trois ans à l'exportation.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° 72.118, à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

POUR L'ARABIE SAOUDITE
recherches

1 PROJECT MANAGER DE HAUT NIVEAU

Capable de maîtriser techniquement et financièrement un important chantier de climatisation et électricité.
Anglais parlé et écrit indispensable.
Rémunération importante.

Ecrire sous référence 3080 M à : BLEU Publicité, 17, rue Labél 94300 VINCENNES

POSTE CAPITALE HAUTE-VOLTA
CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

Si possible expérience plus OCAM et appels d'offres et marchés internationaux. Avantages expatriés. Libre très rapidement.
Adm. C.V. détaillé et prétentions s/r 2.706 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
recherche pour son Département
Négociations d'entreprise à PARIS
AUDITEUR - ANALYSTE FINANCIER

Niveau Expertise comptable
Plusieurs années d'expérience méthodes d'audit anglo-saxonnes.
Age minimum : 35 ans - Sans des contacts
Ecrire av. C.V., photo et prét. sous n° 72.915 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

emplois régionaux

Transport Routier CADRE COMMERCIAL

La poste de :
CHEF DE GROUPE de VENTES

Ce poste ne pourra être confié qu'à un cadre de formation supérieure (E.S.C. ou équivalent), ayant réuni une première expérience sur le "terrain".

Il aura pour missions :
- l'animation et le contrôle d'une équipe de quatre à cinq délégués commerciaux ;
- le suivi des principaux clients ;
- les relations avec les confrères ;
- les études tarifaires.

Résidence : GRANDE VILLE DE L'OUEST
Adresser lettre manuscrite et C.V. sous le n° 73.708 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importance sociale internationale
Vérification, conditionnement d'air recherche pour son DÉPARTEMENT, MARINE situé à BORDEAUX

INGÉNIEUR
Pour projets et études ayant expérience.

Envoyer C.V. avec prétentions à P&T Entreprise Service du Personnel 26, quai Camot 92212 SAINT-CLOUD

Pour SUD-EST de la FRANCE
INGÉNIEURS
Formation I.N.S.A. Connaissances résistante matériaux et outillage de calculs ordinateurs. CRIT. 37, rue Mironneville, Paris-6. Tél. : 265-64-88.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Secteur Mécanique
faisant partie Groupe International
sise SUD-LANGUEDOC
RECRUTE

ASSISTANT DIRECTION FINANCIÈRE
Poste de responsabilité, domaines :
PRIX DE REVIENT
et FACTURATION/EXPÉDITIONS

Nécessitant :
Formation ESSEC, E.S.C. Niveau D.E.C.S. (ou pratique équivalente).
Expér. de 3 à 5 ans minimum exigées, comptab. anglo-saxonne appréciées.

Discretion assurée.
Adresser C.V. et prétent. sous la réf. 83867 à HAVAS Neutilly, 106, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE, qui transmettra.

PARIS CONSULTANTS recherchent CONSULTANT

Conseil d'Entreprise en recherche de Cadres, notre Groupe se développe, tant au niveau national qu'international, et se situe parmi les premiers de la profession.
A Paris, nous sommes actuellement onze Consultants généralistes ou spécialistes avec la même éthique professionnelle, le même esprit d'équipe et nous sommes attachés à cette cohésion. C'est pourquoi, au-delà des critères de formation et d'expérience, nous souhaitons coopérer ce nouveau collaborateur.
Idéalement, il a au minimum 30 ans, il possède une formation supérieure scientifique, économique ou commerciale et il justifie d'une expérience de 4/5 ans acquise dans la fonction personnel en entreprise ou en cabinet conseil.
S'il a notre style et notre état d'esprit, nous saurons le reconnaître.
Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo sous référence M EG/10 à ERIQUILLA SANCHEZ, qui établira les premiers contacts avec toute la discrétion voulue.

groupe egor 8 rue de Bercy 75008 Paris 359.13.82

PRODUCTION MANAGER

La Société L.B. GÉRARD doit gérer la croissance de son activité. L'augmentation des fabrications entraîne la recherche

D'UN PRODUCTION MANAGER

qui reportera directement au P.D.G. et aura le profil suivant :
- Expérience de 3 à 5 ans dans un poste de responsabilité équivalente, si possible dans l'industrie mécanique ;
- anglais courant ;
- expérience en mécanique (tôlerie, formage, pliage, etc.) ;
- connaissance de la comptabilité analytique, de la gestion en coût standard, etc. ;
- salaire : 130.000 à 180.000 F selon expérience.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

L.B. GÉRARD

Zone Industrielle des Mâures - ERY-les-Lisses - 91100 CORBEIL-ESSONNES. Téléphone : 086-33-00.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	52,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous fabriquons, commercialisons, installons des biens d'équipement, notamment dans les industries agro-alimentaires. Nous sommes leader dans ce domaine. Notre développement est important et nous renforçons nos équipes.

Nous recherchons pour notre USINE DE NEVERS

responsable technique

FORMATION : A.M., ENSI ou équivalent.

Cet ingénieur a une expérience des techniques de soudage. Une connaissance de l'Anglais serait appréciée.

FONCTIONS : il collaborera étroitement avec le responsable d'une unité autonome de 120 personnes comprenant son propre service commercial et ses fabrications. Il sera responsable du service des méthodes et études.

Il s'attachera à perfectionner les techniques et procédés de fabrication. Son rôle l'amènera à avoir des contacts commerciaux avec la clientèle. (Réf. 425)

Pour notre SIEGE des CLAYES-SOUS-BOIS, dans le cadre du renforcement de notre équipe technico-commerciale (Marché AGRO-ALIMENTAIRE - produits visqueux et solides) nous offrons à un

jeune ingénieur

de formation ENSIA, ENSALA ou équivalent,

la possibilité d'assister le responsable d'un secteur important. Son sens du travail en équipe lui permettra de participer à la conception et à la vente de lignes de production complètes, en collaboration avec le bureau d'études. Il sera en relation avec la clientèle : quelques années d'expérience dans une activité similaire seraient appréciées. Un programme de formation spécifique est prévu. Les relations internationales de notre groupe rendent la pratique de l'Anglais indispensable pour cette activité très ouverte et en plein développement. (Réf. 438)

Si ces postes vous intéressent, écrivez avec CV, photo et prétentions, en repassant la référence à Michel SALINA.

ALFA-LAVAL

B.P. 56 - 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS

P.M.I. française
Fabricant de TUBES EN PLASTIQUE ARME (en forte expansion, taux de croissance du secteur 20 % an) recherche pour PARIS

technico-commercial

100.000 F+

FORMATION INGENIEUR ou équivalent souhaitée. Age minimum 28 ans. Il possèdera une forte personnalité et une expérience de la vente dans les domaines suivants : INGENIERIE - PETROLE - NUCLEAIRE - CHIMIE.

De nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé sous réf. 9419 à :

OP organisation et publicité
3 rue BASTILLE 75004 PARIS

Cabinet expert comptable
quartier Nation
recherche

**ASSISTANT
COMPTABLE
CONFIRME**

Niveau D.E.C.S.
Expérience cabinet comptable ou équivalent.
Ecrire av. C.V. à L.T.C., 77, av. de Saint-Mandé, 75012 PARIS.
Import. CHIQUE BAGNOLET ch.
SECRET. MEDICALE
diplômée et expérimentée.
Tél. 380-01-50.

Organisme important recherche
FUTURS CADRES
COMMERCIAUX

- dynamiques et ambitieux ;
- goût contacts haut niveau ;
- très bonne présentation ;
- sens des responsabilités.
Tél. pr. r.v. 553-20-00, p. 201.

SI VOUS AVEZ :

- un réel sens commercial ;

- une expérience de la vente par téléphone ;

- l'esprit d'équipe ;

- de grandes facultés d'adaptation.

Joignez-vous à notre équipe de

**VENDEUSES
AU TELEPHONE**

Sat. fixe : 3.000 F+ commission.

Tél. : 233-44-21, poste 381.

FISCALISTE

LP. ou V.N.

recherché par groupe fiduciaire

(17)

Ecr. R.C. p. 50, de l'Albanie,

75018 ou T. P. 2-4, 622-55-50.

Président d'un groupe

de bâtiment bureaux Sud

recherche

**JEUNE ADJOINT
ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE**

Responsable de comptabilité gé-

néral et analytique, trésorerie,

budget... niveau D.E.C.S. avec expé-

rience. Salaire selon compétence et

expérience de l'ordre de

100.000 F.

Env. C.V. av. atteste actuel et

présent, à l'op. T. 022-488 M

RÉCÉPTE-PRESSE.

95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SEPREX recrute

INGENIEUR SYSTEMES

ou 10070 SRUS 7

Formation offerte sur matériel

et logiciels.

Tél. pour R.V. 209-30-78.

M. Le Muller.

Etablissement d'enseignement

privé seconde H.C.

recherche

PROFESSEUR

SCIENCES - PHYSIQUE

Téléph. : 023-66-06 ou 67-68



Le groupe des Compagnies d'Assurances
LE SECOURS recherche en région
parisienne.

DIRECTEURS D'AGENCES

CADRES SALAIRES au sein d'une Société
au puissant support technico-commercial,
vous deviendrez après formation respon-
sable de l'organisation et du développe-
ment de votre agence.

Si vous êtes intéressés et si vous avez une expé-
rience de commercial et de gestionnaire dans
le secteur tertiaire, écrivez à Madame STEPHAN,
service Recrutement, sous référence 737 M,
32, rue Lafayette, 75009 PARIS avec C.V., photo
et prétentions.

DIPLOMÉ(E)S.

un début
pour votre carrière :
L'INFORMATIQUE

De formation grande école ou universitaire
(maîtrise de gestion ou Sciences Eco.), vous
recherchez l'entreprise qui vous permettra d'ex-
ploiter au mieux vos capacités.

Important groupe privé d'assurances, nous vous
proposons une solide formation à l'informatique
afin de participer pendant quelques années au
développement d'importants projets de gestion.
De larges possibilités de carrière pourront alors
vous être offertes dans d'autres domaines, au sein
du Groupe.

Lieu de travail : Paris Est.

Nous avons confié ce recrutement au G.C.A.M

à qui nous vous demandons d'adresser c.v., photo
et prétentions.

G.C.A.M - Marie-Françoise ALETTI
(réf. 918) Tour Maine Montparnasse
B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15.

CROZATIER

MEUBLES ET CUISINES

CREIL-NOGENT recherche

VENDEUR MEUBLES

VENDEUR SPÉCIALISÉ CUISINES

pour s'intégrer à notre groupe.

Salaire motivant et sérieux.

S'adresser à : M. Bernard - Téléphone (4) 455-44-52
ou écrire CROZATIER MEUBLES - Avenue de l'Europe,
60100 CREIL. Discretion assurée.

GRAND GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS
(C.A. 8 milliards de F.F.)
recherche

**CHEF DU SERVICE
PIECES DETACHEES**

pour le compte de son département Automobile à Paris

- Sept marques (françaises et étrangères) représentées ;
- Responsabilité de tous les achats P.D. ;
- Veiller au bon approvisionnement d'une douzaine de
filiales outre-mer réalisant un C.A. important ;
- Aider au développement de ce C.A. ;
- Contacts avec les fournisseurs et avec les responsables
P.R. des constructeurs.

Le candidat :
- Aura un niveau d'enseignement supérieur (gestion
et/ou technique) ;
- Pourra attester d'une expérience (indispensable) de
plusieurs années dans le domaine de la gestion des P.R.
et de l'organisation des magasins, si possible dans le
secteur automobile (V.L., P.L.) ;
- Parlera correctement anglais ;
- Aura à saigner une équipe de douze personnes et à aider
et conseiller nos professionnels des P.D.A. dans nos
filiales O.M. (déplacements fréquents).

Les candidatures manuscrites avec curriculum vitae, photo
et appontements actuels sont à envoyer sous n° 73.621 à
CONTESSÉ P., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Ced. 01.

RECHERCHONS

INGENIEUR CONFIRME

35 ans environs, ayant expérience en matière de
construction d'usine d'insolent avec récupération de
chaleur, pour prendre responsabilité :

- Conception des projets ;
- réalisation des offres ;
- suivi commercial ;

Connaissance allemand et/ou anglais appréciée.

Ecrire à :

INOR 8, rue Clémence
75116 PARIS.

**DIRECTEUR
DE L'ORGANISATION
au niveau du groupe
X, ECP, Mines... + MBA**

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS,
NOMBREUX ETABLISSEMENTS ET
USINES FRANCE ET ETRANGER, siège
Paris, recherche son DIRECTEUR DE L'ORGA-
NISATION au niveau du groupe.

Il est responsable devant la Direction Gé-
nérale du Groupe de la conduite de projets tels
que : restructuration et rationalisation en matière
industrielle, commerciale et administrative. Pour
la mise en œuvre des solutions qu'il préconise, il
s'appuie sur l'équipe de spécialistes en organisation
qu'il dirige.

Ce poste peut convenir à diplômé X, ECP, Mines
ou école même niveau, ayant si possible formation
complémentaire MBA ou équivalent, 38 ans mini-
mum, capable de dialoguer à tous niveaux et dis-
posant d'une très forte expérience organisation-
nelle acquise dans grande firme et dans cabi-
net conseil.

Traitement : 300.000 F environ.

Ecrire sous

réf. EO T14 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

Sté Internationale Produits
Grandes Consommables
LEADER MONDIAL DANS SON SECTEUR
recherche pour PARIS

**CHEF
DE PRODUITS**

ESC ou équivalent

Expérience 2 ans min. de produits de grande
consommation dans une Grande Société
pratiquant un marketing avancé et créatif,
(annonceur ou grande agence de publicité).
Sous l'autorité du Chef de Service Marketing,
il sera responsable de la réalisation du plan
Marketing ; du lancement et de la gestion de
gamme de produits, de la gestion d'un impor-
tant budget publicitaire et promotionnel
réparti entre plusieurs agences. Il assurera les
relations fonctionnelles avec les forces de
vente et la production. Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo sous réf. 6992 à :
P. LICHOU S.A. - B. P. 220, 75063 PARIS
cédex 02 qui transmettra.

AQUITAINE SYSTEMES

Filiale informatique d'ELF AQUITAINE
agrandit son équipe et recherche princi-
palement pour région parisienne

INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation Grande Ecole (ou Univer-
sitaire) et ayant une expérience confirmée
dans la vente de produits informatiques
de haute qualité

Mission : - VENDRE
• des produits-programmes de
gestion
• des interventions d'analyse-pro-
grammation spécifiques
• des prestations de personnel
• du Conseil en informatique

L'expérience passée et les références
acquises seront prises en considération
dans la définition d'un salaire motivant
(fixe + intéressement sur résultats)

Aptitude à établir des contacts à haut
niveau exigée.

Adresser votre dossier de candidature
à notre Conseil en Recrutement sous
réf. 30M179 - M. SUTTER

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Monceau 75008 Paris
Partenaire pour la France de
Consult-Eur

INGENIEURS

**IMPORTANTE SOCIETE
ENGINEERING CHIMIQUE**
bureaux banlieue parisienne
recherche

- **INGENIEUR DE PROCÉDES** débutant ou ayant
quelques années d'expérience. Formation polytech-
nique, centrale, mines, chimie-génie chimique.

- **INGENIEUR** ayant plusieurs années d'expérience
en INCINERATION.
Formation de base en chimie souhaitée.

- **INGENIEUR DEBUTANT** pour études, concep-
tion et approvisionnement de MATÉRIELS CHAU-
DRONNES.

Connaissance de l'anglais souhaitée.
Adresser C.V. + prêt, ss réf. 2006 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 11, rue Royale 75008 PARIS

*carrières du commerce
et de la vente*
**le bon jour, maintenant,
c'est le VENDREDI**

Les « nouveaux vendeurs »
sont arrivés.

Ils n'ont ni le même profil ni les
mêmes exigences que les représen-
tants traditionnels, ils ne travaillent
pas dans les mêmes entreprises et
n'ont pas la même conception de
leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer
les mêmes listes interminables
d'annonces, conçues de manière
identique pour l'un ou l'autre type
commercial, souvent dans les
mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses
lecteurs de nombreux « nouveaux
vendeurs ». C'est normal, ils sont
ouverts, curieux, exigeants, ont le
« niveau Monde ». Ils en ont fait
leur quotidien habituel, souvent
depuis longtemps. Pour beaucoup

d'entre eux, depuis le temps où
ils faisaient leurs études supérieures
(plus de 20% des étudiants de
toutes disciplines et de tous niveaux
lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs,
lecteurs du Monde, vont maintenant
disposer de leur rubrique d'offres
d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?

FONCTIONS COMMERCIALES

Ses annonceurs ? Les nombreu-
ses entreprises qui ont un besoin
impératif de recruter ce nouveau
type de commerciaux, et qui ren-
contrent souvent de grandes
difficultés pour disposer de candi-
datures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement
des curriculum vitae et des recrute-
ments d'une qualité rarement
obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde

(daté samedi)

DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

offres d'emploi

Ingenieur Grande Ecole

Analyste-Programmeur

CHEF SERVICE
comptabilité générale

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
PLAN NATIONAL 1.500 personnes

150.000 F

VENDEUR 3 A

21 VENDEURS 1 et 2

secretsaires

la SECRETAIRE
de la DIRECTION FINANCIERE

SECRETAIRE DE DIRECTION

propositions capitaux
commerciales

informa
divers

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE
(La Défense) recherche

Ingénieur Grande Ecole
pour développement de programmes dans le domaine du calcul des structures off-shore.

Ingénieur Grande Ecole
pour développement de programmes dans le domaine de la conception assistée par ordinateur dans le domaine de la mécanique.

Analyste-Programmeur
DUT INFORMATIQUE ou équivalent.
pour réalisation et mise en place de logiciels de gestion réalisés en langage BASIC sur mini-ordinateur.

Adressez CV manuscrit et prétentions en indiquant la référence pour le poste choisi au C.T.I.C.M. - Services du Personnel
20, rue Jean Jaurès 92807 Puteaux

CHEF SERVICE comptabilité générale

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PLAN NATIONAL, 2.500 personnes, Paris, recherche Chef de Service Comptabilité Générale.

DECS, BTS ou formation équivalente, 35 ans minimum, ayant solides compétences comptables et expérience de l'animation d'un service étendu 30 personnes. Rattaché au Directeur des services comptables, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale et des services de payables. Il sera également responsable de l'analyse et du perfectionnement des procédures comptables en liaison avec l'informatique, contrôle de gestion et comptabilité analytique. Situation intéressante dans organisme dynamique. Ordre de grandeur de rémunération : 150.000 F.

Ecrire sous réf. WH 178 AM
4, rue Massenet 75016 Paris

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

1) INGÉNIEUR 3 A
pour prendre la responsabilité d'un groupe d'ingénieurs d'étude et de développement. Expérience du domaine des circuits transistorisés analogiques. Expérience circuits hyperfréquences appréciée.

2) INGÉNIEURS 1 et 2
pour ce même domaine : Diplômés grande école électronique.

Formation assurée par l'entreprise.

Adresser C.V. photo (rel.) et prêt, sous le n° 72.618 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

secrétaires

Groupe pharmaceutique important recherche

la SECRÉTAIRE de sa DIRECTION FINANCIÈRE

Rattachée au directeur financier, elle coordonne l'ensemble des travaux de secrétariat dans les domaines de gestion, de comptabilité et de finances. La candidate âgée de 30 à 40 ans possédant un B.T.S. de secrétariat, ou un diplôme équivalent. Une formation économique ou comptable sera appréciée. Elle devra faire preuve d'excellentes qualités d'organisation et de travail en équipe.

Lien de travail : Proche banlieue NORD-PARIS.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé s/r 73.766, à 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Poste de confiance, en province

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- Très bonne sténo-dactylo, pratique de l'anglais.
- Expérience professionnelle 5 ans minimum.
- Place stable, très bonne situation.

Adressez C.V. et lettre manuscrite à : HAVAS SAINT-ETIENNE N° 56.654.

capitales

propositions commerciales

LABORATOIRE Brésil près de Sao Paulo, médecine humaine, complète ou vétérinaire, désire s'associer, avec labo. pour élaborer un Brésil chaîne de prod. europ. blanchi bon investissement.

Dr. SWIGLER Malabre 2883 - 1426 Buenos Aires (Argentine)

Mariage à conclure ? Agence Rhône-Alpes, Lyon ? Directeur vente bil. angl. Esp. négoce, int. orlé pour vous voir, venu stock à bon orlé et produit.

Dr. n° 98.003 M. Régis-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

information divers

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Amérique, Afrique, Asie, Australie, etc.), demandez la revue spécialisée "Nouvelles Migrations (L.M.)".

Dr. n° 98.003 M. Régis-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

offres d'emploi

Le job idéal féminin !
« Sans expérience à votre actif, sans diplôme, sans connaissances professionnelles, nous vous proposons un emploi intéressant, à plein temps, avec avantages sociaux et tous avantages sociaux. »

« Adressez C.V. + photo + lettre manuscrite à : J. LEVY FORMATEUR BP 07-31650 Breuville »

ASSOCIATION D'ETUDE DE FORMATION ET DE CONSEIL recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Aura la charge :
- de la gestion administrative et comptable,
- des services généraux, et du personnel de l'association.

Age minimum 35 ans. Expérience dans le poste souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, photo avec C.V. et prétentions à : n° 0.000.000, 17, r. Labat, 94300 Vincennes.

GROUPE SERVO Société d'achat de matériel et de services recherche

Chargés (ées) d'études Juniors et confirmés (des)

Expér. similaire en agence de publicité ou annonceur souh. spécialistes (des) en qualité et/ou quant. Connaiss. lang. appréciée.

Env. C.V. + photo (rel.) sous le n° 72.618 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

12, rue Hanner, 75009 Paris.

EXPRESS ASSISTANCE Loue des golf et Rallye-Royce

504-01-50.

DEMANDE D'EMPLOIS

J. H. INGÉNIEUR T.P. PLUS L.A.E.

5 ans expérience bâtiment travaux publics. Dynamique, bons contacts humains. cherche emploi de préférence

COORDINATION - ORDONNANCEMENT - MAITRISE D'OUVRAGE ou **TECHNIQUE - COMMERCIAL**

M. SCHOTTIN 159, boulevard Pasteur, 75017 Paris. Téléphone : 763-92-39.

SPECIALISTE SÉRIGRAPHIE

Directeur des ventes pour l'Europe continentale d'une société britannique. Homme de terrain et d'homme de fabrication, potentiel clients importants dans toute l'Europe, clientèle, 39 ans, recherche même type d'activité dans entreprise performante ayant la fibre exportatrice. Libre rapidement.

Ecrire sous n° T 022.002 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

J. F. 24 ANS titulaire du DEUG de droit, B.T.S. Secrétaire de Direction, Bilingue.

CHERCHE SITUATION cadre de direction, 48 ans, 18 ans d'expérience dans les fonctions, en titre, de Directeur technique offre de très bonnes connaissances des diverses contraintes d'une P.M.E. sur les plans administratif, commercial et technique. Très sérieuses références. Eudorant toutes propositions commerciales importantes. (Paris et banlieue)

Ecrire s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTION 48 ans, 18 ans d'expérience dans les fonctions, en titre, de Directeur technique offre de très bonnes connaissances des diverses contraintes d'une P.M.E. sur les plans administratif, commercial et technique. Très sérieuses références. Eudorant toutes propositions commerciales importantes. (Paris et banlieue)

Ecrire s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DU PERSONNEL 44 ans, format. Droit, expér. confirmée industries mécaniques et pharmaceutiques cherche ASSISTANT DIRECTION du PERSONNEL, de préférence à Paris.

Langues : italien, anglais, français. Ecrire s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DU PERSONNEL 44 ans, format. Droit, expér. confirmée industries mécaniques et pharmaceutiques cherche ASSISTANT DIRECTION du PERSONNEL, de préférence à Paris.

Langues : italien, anglais, français. Ecrire s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

J. F. 18 ans, poss. s/r 6.989 le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FRANCAIS, ouvrier-pâtisier ch. place stable ou extra France et étranger de pref. pour de longue expérience au travail. Extra imméd. Tél. 724-85-18.

L'immobilier

Sur Piazza Beaubourg

Face Centre Pompidou
local commercial
1000 m² sur 2 niveaux
vente ou location

Géfic C.T.I. pierre bahon
723.78.90 720.72.72
smei s.a.

bureaux

Z.I. COURBOVILLE, 17.000 m²

Z.I. GOUSSANVILLE, 1.700 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

Z.I. SAUVIGNY, 1.400 m²

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres munis Paris

recherche de 5 pièces

LOYERS GARANTIS par état

ou Ambassadeurs, Tél. 295-11-08

Association recherche logements pour étudiants, Tél. entre 17 et 18 h : 380-58-58.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE

LOYERS GARANTIS

recherche de 5 pièces

ou Ambassadeurs, Tél. 295-11-08

Association recherche logements pour étudiants, Tél. entre 17 et 18 h : 380-58-58.

Région parisienne

Cherche à louer 4 pièces

95-92, 1^{er} étage, 15 h

750-00-20, 3 pièces, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

15 pièces, 15 h, 15 h

terrains</

Le Monde

équipement

Le 67

TRANSPORTS

Draguignan n'a plus de gare...

De notre correspondant

Draguignan. — Le 5 décembre 1974, Draguignan perdait sa gare. Une nouvelle gare est prévue, mais la gare de Draguignan doit être fermée. Les trains des deux directions, effectués par des autorails, ont cessé de fonctionner. Les habitants de cette petite ville, linéairement tristes, assistent à ce départ sans espoir de retour.

En application du contrat d'entreprise signé en 1970, la S.N.C.F. vient de supprimer huit lignes omnibus en France, soit au total 422 kilomètres (le Monde du 4 septembre), dont la ligne Draguignan-Les Arcs, de 13 kilomètres. Cette ligne, assurée jusqu'ici par quatre autorails quotidiens, est donc supprimée. La gare de Draguignan, qui était la gare de départ des trains des Arcs, n'a plus de gare.

De nombreuses protestations et interventions des partis politiques, dont le P.S. — par l'in-

termédiaire du député de la circonscription, M. Alain Hautecœur, — le P.C. et la C.G.T. n'ont pu empêcher cette décision prise au niveau national. La gare de Draguignan délivrait cinquante-cinq mille billets par an, et l'on peut se demander si cette décision, compte tenu de la crise énergétique, mais également de l'expansion démographique de la sous-préfecture avec l'installation de centaines de familles militaires de l'école nationale d'artillerie et du camp de Canjuers, est, en définitive, la meilleure des solutions. Le seul trafic de permissionnaires transitait par Les Arcs d'été, en effet, à mille cinq cents voyageurs chaque fin de semaine.

J.-P. G.

(À la direction générale de la S.N.C.F., on fait observer que le trafic sur la ligne Draguignan-Les Arcs ne dépassait pas dix mille voyageurs par an, et que le coefficient d'exploitation (rapport entre les dépenses et les recettes) y atteignait 18 : les dépenses occasionnées sur cette ligne y étaient dix fois supérieures aux recettes.)

ENVIRONNEMENT

Le ministère ne s'installera pas à la Défense

Le projet de budget du ministère de l'environnement et du cadre de vie pour 1981 est en progression par rapport au budget initial de 1980 : 24,6 milliards de francs en fonctionnement (dépenses ordinaires) et en investissements (crédits de paiement) au lieu de 20,6 milliards, soit une hausse de 19,4 %. Les autorisations de programme qui engagent les investissements de l'État pour plusieurs années augmentent aussi, même si l'on tient compte de l'inflation :

En présentant son budget à la presse, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a insisté sur deux mesures d'économie : la suppression, à la fin de l'année, du centre de recherches d'urbanisme dont les personnels seront réaffectés dans l'administration et les missions assurées par celui-ci. La subvention de fonctionnement de 840 000 F accordée à cette association para-administrative, qui employait une centaine de contractuels est supprimée.

Le ministre renonce, par ailleurs, au démantèlement de ses services dans le quartier de la Défense : la provision de 40 millions de francs prévue a été supprimée. « La commercialisation des bureaux est redevenue normale et le quartier n'a plus besoin de cette locomotive », a expliqué M. d'Ornano. En fait, le ministère de l'Industrie a toujours été plus « partant » que l'environnement pour s'installer à la Défense mais n'a jamais inscrit les crédits dans son budget.

ARCHITECTURE : l'enseignement toujours.

Les autorisations de programme s'élèvent à 43 millions de francs au lieu de 36,7 en 1980, soit 3 % de plus. Elles sont destinées à la Défense mais n'a jamais inscrit les crédits dans son budget.

Le budget, l'enseignement de l'architecture bénéficie de trente-cinq transferts de postes, dont cinquante d'enseignants. L'Institut d'architecture, qui ouvrira ses portes à la rentrée (le Monde du 27 septembre) voit sa subvention passer de 3 à 5 millions au lieu de 2,5 millions. La mission Tricot (qualité des constructions publiques) qui dispose de 1,8 million au lieu de 3,5. Le grand prix de l'architecture sera décerné sans prix ; soit 21 000 F d'économie, bien mesquine. Les conseils d'architecture (quatre-vingt-cinq) sont créés, et selon le ministre soixante-dix opérations bénéficient d'une subvention non réversée de 150 000 F. Enfin, l'aide à la réhabilitation des bâtiments anciens est dotée de 8 millions de francs.

URBANISME : resserrement progressif.

Comme l'an dernier, les crédits de l'urbanisme et des paysages diminuent très nettement : 542 millions de francs (au lieu de 679 millions) en fonctionnement et en investissements ; 715 millions d'autorisations de programme au lieu de 792 millions. Mais l'urbanisme représente encore plus de la moitié des dépenses autres que l'aide au logement et à la construction.

Le Fonds d'aménagement urbain qui groupe toutes les actions en centre ville disposera en 1981 de 208 millions de francs (dont une vingtaine bloqués au PAC) au lieu de 177 millions dans le budget initial de 1980. Mais l'augmentation des crédits n'est qu'apparente puisque 50 millions de francs avaient été ajoutés en cours d'année.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE LA VIE : restrictions pour les parcs nationaux.

La délégation à la qualité de la vie ayant été déchargée des tâches de gestion, ses crédits diminuent (135 millions de francs au lieu de 151 millions) dont 53 millions pour le Fonds d'intervention, 8 millions pour l'atelier central de l'environnement. La protection de la nature et la prévention des pollutions disparaissent globalement, de crédits en augmentation : 336 millions de francs au lieu de 286 millions.

18,2 milliards au lieu de 14, soit une hausse de 30 %. Mais le projet de budget comprend un fonds d'action conjoncturelle de 2,8 milliards de francs qui seront débloqués en cours d'année en fonction de la conjoncture (« le Monde » du 29-30 septembre). Il concerne essentiellement le logement, mais inclut aussi 63 millions pour l'urbanisme et les 181 millions de francs nécessaires au démarrage du barrage d'Aube.

En 1980, dont 300 millions de francs pour l'Agence de l'air qui sera créée à Metz et l'Agence des déchets qui fonctionnera à Angers. Les grands barrages continuent de nécessiter des crédits importants (72 millions de francs). En revanche, des restrictions sont imposées à l'équipement des parcs nationaux, malgré la création du parc de Mercantour. Enfin, M. d'Ornano a annoncé une hausse de 27 % de l'enveloppe recherche du ministère, qui disposera en 1980 de 224 millions de francs : ces crédits sont largement utilisés par le C.N.R.S. et le Centre scientifique et technique du bâtiment qui créera dix-neuf postes dans son laboratoire sur l'énergie solaire à Sophia-Antipolis.

« M. Barre et les écologistes... » « Autant nous sommes prêts à prendre en considération les vœux exprimés par les écologistes et à en tenir le plus grand compte, autant nous ne sommes pas disposés à laisser sacrifier nos intérêts fondamentaux... » a déclaré, le 29 septembre, à Strasbourg, M. Raymond Barre, devant l'Assemblée parlementaire des « vingt et un » du Conseil de l'Europe.

Le premier ministre répondait à une interpellation d'un parlementaire allemand sur la pollution « transfrontalière » provoquée par le centrale nucléaire française de Fessenheim. M. Barre a précisé que le gouvernement français fournissait régulièrement au gouvernement allemand les « informations utiles ». Mais, a-t-il dit, « il s'agit d'une façon ou d'une autre d'intervenir ou d'exercer un droit quelconque sur la réalisation de notre programme nucléaire national, nous ne saurions l'admettre ».

TOURISME

« Résultats satisfaisants en Espagne... » Vingt-huit millions de touristes ont visité l'Espagne au cours des huit premiers mois de 1980, soit presque le même chiffre que l'an dernier, indiquent des statistiques officielles espagnoles. Au mois d'août, on a enregistré 7,9 millions de touristes, soit 17,4 % de plus qu'en 1979, ce qui a permis de compenser le mauvais début de saison. Les touristes ont rapporté 5,5 milliards de dollars, l'Espagne en 1979. — (Reuter.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES ENTREPRISES D'ÎLE-DE-FRANCE VERSENT 58 % DES IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Le dernier numéro de la revue de la préfecture de la région d'Île-de-France, est consacré aux finances locales.

La région compte une population de douze millions d'habitants, répartie de façon très inégale entre plus de mille deux cents communes et pour laquelle les administrations locales ont dépensé en 1977 35 milliards de francs. L'entretien des investissements publics réalisés dans la région révèle qu'elle est assurée pour plus du quart (25,6 %) par l'État, suivi par les communes (23,9 %), les organismes divers (R.A.T.P., S.N.C.F. : 20,8 %) et par l'établissement public régional (9,6 %). Trois secteurs concentrent près de la moitié de ces crédits : les transports collectifs, les routes, l'enseignement. L'Île-de-France verse 22 % des contributions directes locales perçues dans l'ensemble de la France 58 % de l'impôt sur le revenu, 58 % de l'impôt sur les sociétés et 14 % des taxes sur le chiffre d'affaires.

★ 29, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.

« Le voyage du président dans le Nord... » Le président de la République s'est entretenu le 30 septembre, à Tilly, avec M. Robert Delella, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie du Nord-Pas-de-Calais, et Jacques Rallie, président de la chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing. Ces entretiens étaient destinés à préparer le voyage du chef de l'État dans le Nord-Pas-de-Calais, les 9 et 10 octobre prochains.

« Le plan bleu » à Sophia-Antipolis... M. François Delmas, secrétaire d'État à l'environnement, a inauguré le 30 septembre, dans le parc d'activités internationales de Valbonne-Sophia-Antipolis, près d'Antibes (Alpes-Maritimes), le centre d'activités, développement-environnement en Méditerranée (MEDÉALS) mis à la disposition du programme des Nations unies pour l'environnement par le gouvernement français pour accueillir les experts travaillant à la réalisation du « plan bleu » destiné à protéger la Méditerranée et à en organiser l'exploitation. — (Corresp.)

« PRECISION... » À la suite d'une erreur de transmission, les noms des responsables de l'Institut français d'architecture ont été mal orthographiés dans l'article intitulé « L'architecture du président » (le Monde du 27 septembre). Le directeur de l'Institut est M. Francis Doulfus et son président, M. Jacques Narbonne, conseiller d'État.

COLLECTIVITÉS LOCALES

« L'AUGMENTATION DE LA PRESSION FISCALE VA SE MODÉRER », estime M. Bonnet

« Toutes les conditions sont désormais réunies pour qu'en 1982 les collectivités locales puissent modérer l'augmentation de la pression fiscale », a déclaré mardi 30 septembre M. Bonnet, en inaugurant la première séance du comité des finances locales, comité créé en janvier 1979 pour surveiller l'application du régime de la dotation globale de fonctionnement (1), et dont M. Jean-Pierre Fourcade a été élu président.

« Sans doute, a encore déclaré M. Bonnet, la fiscalité locale a-t-elle continué, malgré tout, de progresser rapidement. Mais la cause en revient à la volonté des communes de rétablir leur capacité d'auto-financement, qui est passée de 17 % en 1976 à 31 % en 1978 (2). »

Le ministre de l'Intérieur a ensuite fourni quelques pré-

sions au sujet de la D.G.F., qui a progressé de 12,4 % en 1979 par rapport à 1978, et dont l'augmentation sera de 16,1 % en 1980, et de 18,6 % en 1981. « Avec la dotation globale de fonctionnement, l'État fait plus que les collectivités locales qu'il ne fait pour lui-même », a souligné M. Bonnet.

(1) La D.G.F. ou dotation globale de fonctionnement représente le tiers des ressources communales. Elle a remplacé en 1979 le V.S.T.S. (versement forfaitaire sur les taxes sur les salaires). La D.G.F. est indexée sur le rendement de la T.V.A., dont elle représente un pourcentage fixe (16,4 %), soit 45 milliards de francs en 1980.

(2) Voir à ce sujet le Monde du 28 août 1980 : « La réforme de la fiscalité locale ».

Un protocole d'accord a été signé le 30 septembre à Monaco, entre la société Sitar et les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.) dont le chantier, appartenant au groupe Berliet, est situé à La Seyne (Var).

Ce protocole prévoit la construction dans ce chantier d'un grand paquebot de luxe, mesurant deux cents mètres de long et vingt-huit de large, qui sera affecté aux croi-

CONSTRUCTION NAVALE

Un contrat de 600 millions de francs

UN GRAND PAQUEBOT DE CROISIÈRE VA ÊTRE CONSTRUIT. A LA SEYNE (Var)

Un protocole d'accord a été signé le 30 septembre à Monaco, entre la société Sitar et les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.) dont le chantier, appartenant au groupe Berliet, est situé à La Seyne (Var).

Ce protocole prévoit la construction dans ce chantier d'un grand paquebot de luxe, mesurant deux cents mètres de long et vingt-huit de large, qui sera affecté aux croi-

L'immobilier

appartements vente		appartements vente		appartements vente		propriétés	
2^e arrdt. PALAI ROYAL Grand cuis., bain, w.c., 2 ch. serv., 475.000 F. — 75-94-94	3^e arrdt. MARAI BAUBOURG Duplex, état neuf, étage élevé, 3 pièces, 115 m ² , Tél. 226-72-72 de 10 h 30 à 19 h	4^e arrdt. ILE-SAINT-LOUIS Sur Seine Ravissant 5 p., 130 m ² + service. DORREYAT : 246-43-94	LOFT Dans l'île SAINT-LOUIS 100 m ² , 1.100.000 F. DORREYAT : 246-43-94	5^e arrdt. PREZ SAUDES 80-47-91 Elegant 2 pièces, 3 ch. serv., Cuis., réfrig. neuf.	6^e arrdt. AV. DUQUESNE (mme) propriété vendue occupée 3 pièces 30 m ² , 3 ch. serv., Tél. 246-43-94	7^e arrdt. 38, R. VANEAU NEUF Du studio au 4 p. GARAGES. Sur place, 11 à 19 h. — 246-43-94	8^e arrdt. ELYSÉES Gd studio, étage élevé, gros salon, cuisine équipée, H. L. CLAIR : 246-43-94
3^e arrdt. MONTE 1920, cuisine 5 m ² , 300.000 F. — 75-94-16	4^e arrdt. M^e ODEON Immeuble Renaissance. Appartement de classe 60 m ² . PAUTRAT : 246-43-55.	5^e arrdt. PLACE DE L'ODEON (prie) 5 pièces, 55 m ² , 500.000 F. A. AENAGER, Tél. 335-25-83.	6^e arrdt. VANEAU Pierre de taille 3 p., entrée, cuis., bains, chauff. centr., réfrig. centr., 250.000 F. — 246-43-94	7^e arrdt. RUE DE SEVRES Dans immeuble cuisine, rénové 2 p., confort 250.000 F. GEFIMA : 246-43-94	8^e arrdt. ODEON, RUE DANTON 5 p., bain, 12 m ² , 3 ch. T. ch. MICHEL et REYL, S.A. 246-43-94	9^e arrdt. AV. DUQUESNE (mme) propriété vendue occupée 3 pièces 30 m ² , 3 ch. serv., Tél. 246-43-94	10^e arrdt. ELYSÉES Gd studio, étage élevé, gros salon, cuisine équipée, H. L. CLAIR : 246-43-94
11^e arrdt. CHARLES-MICHEL Charmant studio de caractère meublé 40 m ² , 2 ch., sans asc. Notaire 501-54-30 le matin	12^e arrdt. PORT VESAILLES dans résidence récente, 4 p., 2 ch., cuis., cuis., terrasse, garage, parking 20 m ² , 2 b. Notaire 501-54-30 le matin.	13^e arrdt. JASMIN récent lux., 110 m ² , 4 ch., 3 b., 2 s., 2 b., 2 b., Tél. 337-37-21	14^e arrdt. JASMIN récent lux., 110 m ² , 4 ch., 3 b., 2 s., 2 b., 2 b., Tél. 337-37-21	15^e arrdt. JASMIN récent lux., 110 m ² , 4 ch., 3 b., 2 s., 2 b., 2 b., Tél. 337-37-21	16^e arrdt. JASMIN récent lux., 110 m ² , 4 ch., 3 b., 2 s., 2 b., 2 b., Tél. 337-37-21	17^e arrdt. JASMIN récent lux., 110 m ² , 4 ch., 3 b., 2 s., 2 b., 2 b., Tél. 337-37-21	18^e arrdt. JASMIN récent lux., 110 m ² , 4 ch., 3 b., 2 s., 2 b., 2 b., Tél. 337-37-21
19^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	20^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	21^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	22^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	23^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	24^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	25^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	26^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21
27^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	28^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	29^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	30^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	31^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	32^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	33^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	34^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21
35^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	36^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	37^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	38^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	39^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	40^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	41^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21	42^e arrdt. QUARTIER BOUTES-CHAUMONT 25 rue Duret 22-8-82 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 b., Tél. 337-37-21

Europe au Blitzkrieg

1986 : un pas tech...

se sur le point d'...

mus déclare M. Bern...

Le 67^e Salon de l'automobile et du motorcycle

L'Europe face au « Blitzkrieg » japonais

Le palais de la porte de Versailles, où se tient du 2 au 12 octobre le 67^e Salon de l'automobile, sera le lieu, dix jours durant, de l'une des plus féroces guerres commerciales jamais engagées dans l'industrie mondiale. Il y a deux ans, en pleine prospérité — 1978 avait battu tous les records — l'industrie automobile française, choisissant alliés et positions stratégiques. Cette fois, la bagarre est lancée, comme en témoigne le nombre exceptionnel des « nouveautés » présentées cet automne. On ne l'attendait pas de si tôt.

La plupart des firmes européennes, comptant sur une évolution progressive de la demande et une relative stabilisation du marché mondial, se préparaient à affronter dès le milieu de la décennie le « retour des Américains » engagés dans la plus formidable reconversion de leur histoire, et dont on pouvait tout craindre. Or deux phénomènes ont en très peu de temps bouleversés toutes les stratégies. D'une part, l'emploi inattendu des effets du second « choc pétrolier » qui en accélérant l'évolution de la demande vers des modèles moins gourmands a gelé les marchés et considérablement

compliqué la tâche des géants de Detroit. D'autre part, la brutalité de l'offensive japonaise en Europe, « Blitzkrieg », soigneusement orchestrée qui, prenant à contretemps une industrie en pleine mue, sème la panique dans les rangs européens.

Devenu en 1980 le premier constructeur mondial aux dépens d'une industrie américaine exsangue, l'industrie japonaise, jusqu'ici invincible, entend bien profiter au maximum de ses avantages présents, pour clore l'offensive tous azimuts qu'elle a lancée depuis le début des années 70. Forts de la conquête des marchés américains, inépuisables sur leur propre territoire, Toyota, Nissan, Honda et les autres s'attaquent au dernier bastion, l'Europe ou, plus exactement à l'intérieur de celle-ci aux trois marchés restés jusqu'ici intouchables : l'Allemagne fédérale, la France et l'Italie.

Il n'est, pour ce faire, que peu de temps. En effet, la stratégie du « tout à l'exportation » qu'ils ont jusqu'à présent menée à des limites — essentiellement politiques. Au cours des prochaines années, les constructeurs japonais seront contraints, s'ils veulent conserver leurs parts de marchés, de redéployer leurs bases géographiques de production, renouant ainsi partiellement à leurs côtés les plus précieux : des conditions de productions (qualités de la main-d'œuvre et des sous-traitants) aussi exceptionnelles qu'« inexploitable ». Ils devront en outre affronter des concurrents mieux armés, tant en ce qui concerne la qualité des produits — les Américains auront fini leur reconversion, les Européens risquent d'avoir pris une avance technologique — que dans le domaine de la productivité — les Européens et les Américains bénéficieront de l'« effet volume » de la « crise » structurelle. Les « démons » japonais jouent donc sa tentative aussi vite que possible

d'essayer solidement leurs bases commerciales en Europe, une sorte de « quitta ou double », en prévision d'une « seconde manche », qui leur sera sans doute moins favorable que la première.

A toutes choses malheur est bon. Les firmes européennes, menacées, retrouvent leur cohésion pour crier « Au loup ! », et surtout tenter de trouver une parade commune à l'attaque. Le vieux « Comité des constructeurs du Marché commun » qui végétait est renoué et chargé de coordonner un programme de recherche fondamentale en commun. Une démarche est entreprise auprès de la Commission européenne. Surtout les accords d'associations fleurissent en tous sens : production, commercialisation, recherche en commun, l'Europe automobile est peu à peu en train de se constituer en une sorte de « nébuleuse d'intérêts croisés », dominée par deux ou trois pôles d'attraction, dont on connaît encore mal les contours exacts : l'axe Renault-Valvol-American Motors recoupe-t-il l'axe Peugeot-Fiat-Chrysler ? Volkswagen restera-t-il isolé, trouvant une réponse « allemande » à tous les problèmes posés, ou se joindra-t-il au « pôle » Renault ?

Une chose est certaine, le visage de l'industrie automobile européenne — et mondiale — aura profondément changé d'ici à quelques années, l'évolution des structures comme celle des produits, qu'on attendait progressive, se trouvant brutalement accélérée.

Et les constructeurs français dans tout cela ? A l'aube de la nouvelle décennie, leur situation donne un peu le frisson. « A priori », ils ne s'en tirent pas si mal. L'année 1980 n'a pas été facile, les hésitations du marché intérieur (— 5,7 % au cours des huit premiers mois) et surtout la baisse des exportations en Europe (— 6 %) ayant fait chuter la production de 5,6 %, mais la crise est beaucoup moins

forte que chez la plupart de leurs voisins et le taux de pénétration des voitures importées reste l'un des plus faibles du monde : 21,5 % contre 27,1 % en R.F.A., 38 % en Italie et près de 60 % en Grande-Bretagne.

Surtout la stratégie à moyen terme des deux groupes français paraît, en dépit des problèmes que rencontre Peugeot S.A. pour « gommer » Talbot (ex-Chrysler Europe), de nature à leur conserver, à terme, une place de choix parmi les huit premiers groupes mondiaux : les initiatives prises à la grande exportation — Renault aux Etats-Unis, Peugeot en Amérique latine (avec Fiat) et en Afrique, Citroën dans les pays de l'Est — vont dans le bon sens, de même que les efforts accomplis pour rationaliser la production : accords de coopération avec Volvo et Fiat, refonte de l'outil industriel en France, en Espagne ou au Portugal, etc. Mais les deux années à venir seront cruciales et les inconnues restent de taille : Peugeot, allié à deux des plus gros « conards » de l'histoire automobile — Chrysler et Fiat — parviendra-t-il à mener à bien sa restructuration, sans perdre la moitié du réseau commercial de Talbot, et sans se laisser engluier par les difficultés de ses partenaires ? Renault, lui-même lié à American Motors — fort mal en point — réussira-t-il enfin sa percée américaine, et parviendra-t-il à tenir le rythme d'une croissance pratiquement basée sur le succès exceptionnel d'un seul modèle, la R 5 ? De ces questions dépend, à terme, l'emploi d'un dixième de la population active française ! De quoi frissonner si on songe que les réponses relèvent autant du savoir-faire que du hasard : l'automobile est, ne l'oublions pas, une industrie de consommation, dont la survie se joue tous les quatre ou cinq ans sur le succès d'un ou deux modèles.

VÉRONIQUE MAURIS.

L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE

1986 : un pas technologique sera sur le point d'être franchi nous déclare M. Bernard Hanon

Nous avons interrogé M. Bernard Hanon, directeur général adjoint de la région Renault. Sujets : l'avenir technologique de l'automobile, mais aussi, évidemment... les Japonais.

« Pensez-vous que des mesures tarifaires soient un moyen efficace, à moyen terme, pour combattre les Japonais, ceux-ci étant en train d'installer des « têtes de pont » en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne ? »

« D'après ce que nous savons, à la fois chez British Leyland et chez Alfa Romeo — je n'ai pas d'informations sur ce qu'il se passe vraiment chez Seat — les Italiens comme les Britanniques ont décidé de limiter volontairement la production : on parle, dans le cas de B.L., de 80 000 voitures par an, dans celui d'Alfa Romeo de 60 000 voitures par an. Si on s'en tient à cette politique, on revient au problème précédent, c'est-à-dire : comment limiter l'invasion japonaise ? »

« On est certainement en ce moment sur une trajectoire de collision avec les Japonais si on n'y met pas bon ordre. C'est-à-dire si l'on n'obtient pas : soit la contrepartie d'une part du marché japonais importante pour les Européens, soit un freinage des importations japonaises en Europe. Il n'est pas pensable que l'Europe laisse déborder son industrie automobile. »

« Pensez-vous réellement que les conséquences seraient aussi graves ? »

« Si on se bat, dans des conditions normales, personne ne serait inquiet. Mais si y a le problème du yen, dont la valeur ne représente absolument pas la situation économique réelle. Nous avons fait de nombreux graphiques et on s'aperçoit qu'il y a une corrélation frappante entre le niveau du yen et la pénétration des Japonais en Europe. » Dans des conditions de parités monétaires contrôlées comme celles de l'Europe, on peut faire des échanges normaux, mais quand on se sert de la monnaie comme instrument de pénétration on crée des distorsions dont le monde sera finalement victime. »

« Vous avez été jusqu'à présent, avec Volkswagen, à peu près les seuls à tirer votre épingle du jeu, grâce à des modèles performants, et bien adaptés à la demande comme la « R 5 » ou la « Golf ». Ne pensez-vous pas pouvoir conserver cet avantage. Vous sentez-vous directement menacés ? »

« Nous avons la possibilité, techniquement, de résister. Mais si les Japonais décident de pratiquer des politiques de prix sur certains marchés — et d'y faire écarter de parités — et d'y faire pendant une ou deux années des investissements commerciaux gigantesques, il est hors de doute que tout le monde va souffrir. »

1990 : une voiture enfin nouvelle

Quelle consommation pour la voiture de l'avenir ? 4,5 litres aux 100 km en 1993 pour Volkswagen, 3 litres pour British Leyland, mais à une date plus éloignée que M. Le Theule, ministre des transports, fixe à 1990 pour la voiture française. Quant aux Américains, ils prépareraient purement et simplement une norme fédérale limitant, en 1995, la « voracité » de leurs automobiles à 85 miles par gallon : 2,7 litres aux 100 km ! Encore faudrait-il préciser le type de véhicule, celui du carburant et la vitesse.

Les promesses de chacun ont tout l'air d'une partie de poker. Un grand coup de bluff à l'échelle mondiale où tout le monde s'observe, évalue les chances de

survie des concurrents, gonfle son actif par l'annonce de technologies mirabolantes, mène à une politique de recherche hardie et une capacité écrasante d'innovations. En réalité, l'automobile populaire évoluera très lentement jusqu'en 1985 intégrant seulement quelques progrès d'électronique. La révolution, la vraie, a lieu actuellement dans les usines : tous les grands constructeurs commencent — ou ont déjà largement commencé — l'amélioration de leur appareil productif pour produire plus, plus simplement et plus sûrement, une automobile qui ne sera vraiment nouvelle qu'à partir de 1985. En attendant, les investissements, colossaux, laissent présa-

lancer des moteurs. Premier progrès attendu, le turbo. On l'a déjà vu en France sur la 604 puis sur la 505 et la grosse Talbot. Il apparaît ensuite chez tous les autres constructeurs et notamment chez Volkswagen qui commercialise, en 1981, aux Etats-Unis, puis en Europe, un Golf développant 73 ch, atteignant 160 km/h (0 à 100 km/h en treize secondes environ) et consommant 4 litres de gazole en moyenne sur route.

L'une des qualités du turbo-compresseur, c'est qu'il étouffe les bruits d'échappement et d'admission. Un moteur Diesel ainsi équipé est donc plus agréable. Ce n'est qu'un début vers l'amélioration du confort des diesels qui vont se couvrir de carters de classes insonorisantes avant d'être plus silencieuses par construction : ce sera l'immense progrès de l'injection directe appliquée —

ger des regroupements et des fusions. Et justifient les économies sur le produit : banques d'organes communs, véhicules faciles à fabriquer du type Fiat Panda, et allongement des séries jusqu'à leur obsolescence.

La voiture de 1990 sera plus économique, c'est l'objectif prioritaire dans le monde entier. Et l'évolution des contraintes normatives la rendra plus sûre et moins polluante. Mais comment sera-t-elle vraiment ? Les bureaux d'études restent évidemment muets, le secret leur étant plus que jamais vital. C'est là qu'il faut trier entre les recherches annoncées et les indiscrétions de quelques ingénieurs...

MICHEL BERNARD.
(Suite page 36.)

SALON DE L'AUTOMOBILE 1980

Première mondiale de la

SILVER SPIRIT

Rolls-Royce Motors International S.A.



FRANCO BRITANNIC

21 Avenue Kléber - Paris 16^e

L'électronique, de la métrologie à l'automatisation des organes pilotes

Dans les dix années à venir, l'électronique bouleversera le produit automobile. Tout le monde en est persuadé, les fabricants d'équipements comme les constructeurs. La raison de cette révolution n'est que trop évidente. Le renchérissement continu du prix de l'essence contraint les professionnels, pour satisfaire aux économies d'énergie réclamées par les pouvoirs publics, à redoubler d'efforts pour mettre au point les dispositifs capables de réduire la consommation des véhicules. Deux voies sont explorées pour y parvenir : l'informa-

tion visuelle, ou métrologie, fournie aux conducteurs pour leur permettre de conduire de façon plus économique ; l'automatisation des organes pilotes.

Seule l'électronique, qui offre une plage étendue de possibilités depuis l'avènement des microprocesseurs, était en mesure de rendre les services attendus dans ces domaines. Avec la sophistication des éléments de confort, qui ne manquera pas de tenir aussi une place importante en raison de l'inevitable appauvrissement des performances, l'avenir de

l'électronique automobile paraît bien assuré. D'après les experts de la Régie Renault, les équipements électroniques entrèrent dans cinq ans pour 10 % dans le prix de revient d'un véhicule et 15 % à 20 % en 1990. Rien que pour la Communauté européenne, cela représentera un fabuleux marché d'au moins 30 milliards de francs (10 milliards environ pour la France, dont 200 millions rien que pour les composants). De quoi susciter bien des convoitises. Mais quel groupe industriel ou quel pays profitera de cette manne ? Il est bien difficile

de répondre à cette question tant le problème est rendu complexe par les imbrications d'intérêts, les parts de marché prises par les uns chez les autres et l'arrivée des firmes étrangères, dont nul ne peut vraiment se vanter aujourd'hui de pouvoir se passer. En France, il se complique avec l'entrée en lice des constructeurs automobiles, soucieux de ne pas laisser échapper une proie aussi alléchante, qui modifiera profondément leurs relations avec les équipementiers. Un fait est certain : seuls les grands auront droit au festin.

ASSEZ lente, la pénétration de l'électronique dans l'équipement automobile ne date pas d'hier. Elle remonte aux années 60, avec l'apparition des pendulettes à transistors, puis, dans la foulée, des premiers systèmes d'injection électronique fabriqués par le groupe allemand Bosch en collaboration avec Volkswagen.

En 1970, est sorti le compteur électronique. Cinq ans plus tard, l'électronique s'est attaquée aux tachygraphes pour poids lourds. En 1977, Simca-Chrysler lançait un modèle Horizon équipé d'un contrôleur de niveau d'injection électronique et d'un ordinateur de bord. La même année, des constructeurs électroniques sans flexibilité ont commencé à être poés sur des modèles haut de gamme (Alfa-Romeo, Lancia, Rolls-Royce, B.M.W., Mercedes), mais aussi des constructeurs tachymétriques renommés : le constructeur sur les meilleurs rapports à utiliser. A cette liste, forcément incomplète, il faut encore ajouter la boîte à vitesses automatisée à pilotage électronique, 100 % de conception Renault, montée depuis près de dix ans par la Régie nationale sur certains de ses modèles.

Comme on peut le constater, le développement de l'électronique dans l'équipement automobile s'est fait de façon un peu désordonnée.

Aujourd'hui, tous les efforts tendent à la recréer avec pour idée maîtresse de réduire la consommation de carburant. Les systèmes existants vont être perfectionnés, d'autres sont toujours à l'état de prototype, un nombre plus grand encore n'ont pas dépassé le stade de la planche à dessin.

La France a deux grands équipementiers en mesure de soutenir la concurrence : Jaeger (1,2 milliard de F de chiffre d'affaires, dont 72 % dans l'équipement auto), désormais intégré au groupe franco-allemand MIRA-V.D.O., et S.E.V., groupe Valeo ex-Ferodo, fort de ses 2,7 milliards de F de chiffre d'affaires à 98 % axé sur l'automobile.

Pour la métrologie, Jaeger, premier fabricant national de tableaux de bord, était bien placé pour devenir, dans ce domaine, le premier électronicien automobile de France. Le groupe a lancé en mars dernier, le premier compteur mesurant la consommation (consommomètre) et présentera au Salon un modèle plus perfectionné, ainsi que des indicateurs de niveau d'huile et de température, un régulateur de vitesse, enfin un ordinateur de bord.

Mais tout cela c'est déjà un peu le passé, un passé encore très présent, mais qui ne préfigure pas forcément l'avenir auquel il faut songer. Pour relever le défi de la voiture hyperéconomique de 1985-1990, Jaeger met les bouchées doubles et un plein des investissements consacrés à sa

branche automobile vont à l'étude et à la recherche de nouveaux produits issus de l'électronique. Sa consommation de composants est déjà impressionnante : deux cent mille par jour, dont vingt mille circuits intégrés, soit 45,4 millions par an environ pour un coût évalué à 30/40 millions de francs. Elle augmente au rythme de 20 à 30 % par an. Ferme persuadée que l'électronique apportera demain une réponse à tous les problèmes posés par les économies d'énergie, les dirigeants de Jaeger ont décidé de réorienter les structures industrielles du groupe. « Nous avons radicalement transformé nos bureaux d'études et dans nos usines nous n'embauchons plus que des électroniciens », nous a déclaré M. Frédéric Girardot, directeur général adjoint de la division automobile. Jaeger, qui active, d'autre part, la mise au point de son nouvel afficheur électronique ELID (electrolytic liquid display), livrant une information plus fiable qu'une aiguille liquide, plus précise et donc plus précise, songe à se lancer dans la fabrication de tableaux de bord à affichage statique, et peut-être aussi dans les automates commandés par microprocesseurs. L'atout principal de Jaeger est d'être approuvé par un puissant groupe MIRA, lui-même allié au fabricant américain de composants Elanor dont l'usine française (51 % MIRA) sera opérationnelle courant 1981.

S.E.V. de son côté, ne chôme pas non plus. L'automatisation des pilotes est son affaire. De fait, en dehors des projecteurs (40 % de son chiffre d'affaires), le groupe exerce son activité dans les machines tournantes (alternateurs, démarreurs), l'allumage et les applications moteur de toute sorte. Mais l'idée que l'un se fait de l'électronique dans le groupe est un peu différente. « Nous ne voulons pas faire de l'électronique tout armée », affirme M. Armand Bateau, son directeur général. « Seulement être présents dans les secteurs où nous avons la maîtrise. »

S.E.V. fabrique déjà des alternateurs munis de régulateurs électroniques. Mais dans son usine de Beaugency (100 millions de francs de chiffre d'affaires), ses ingénieurs s'affaiblissent sur des systèmes d'allumage de la troisième génération, sans rupture ni contact (distribution statique), utilisant des microprocesseurs calculant et commandant les corrections d'avance à effectuer en fonction de l'amorce des étiquettes. Le multiplexage y fait aussi l'objet d'études poussées. Mais S.E.V. ne force quand même pas l'huile. « Nous sommes dans une voie de réflexion », ajoute M. Bateau. « Il faut étudier avec soin les rapports prix-performances entre les différentes solutions. Et ces solutions, nous

devons en avoir une panoplie pour suivre l'évolution. » Cela étant, chez S.E.V. l'on n'entend pas sacrifier le superflu au principal. M. Bateau ne doute pas qu'« on va passer vers un certain dépouillement des performances au profit des économies d'énergie ». Selon lui, la voiture de demain sera une sorte de petit salon et l'électronique aura un rôle important à jouer dans l'aménagement de son confort.

Pour ne pas rater les chances ainsi offertes, le groupe s'efforce de concevoir toute une gamme d'automates, pour la mise en route spontanée des essuie-glaces en cas de pluie, la correction de portée des projecteurs en fonction de l'assiette et de la charge des véhicules, des atténuateurs de feux de route évitant les inconforts de la lumière trop vive, des dispositifs d'éclairage réglant les projecteurs (code, plein phare ou veilleuse) en fonction de la lumière environnante (feux des véhicules croisés, éclairage extérieur, etc.), enfin des régulateurs de température pour l'habitacle. Bref, autant d'appareils nouveaux qui, s'ils voient le jour, rendront de précieux services à l'automobiliste.

Mais, dans la meilleure des hypothèses, le directeur général de S.E.V. ne croit quand même pas que l'électronique représentera plus de 10 % du chiffre d'affaires de son groupe. Prudence ou méfiance ? Les deux sans doute. S.E.V. a de bonnes raisons de rechercher toutes les solutions envisageables car la firme, bien qu'intégrée au puissant groupe Valeo, ne pourra compter que sur ses propres forces. Elle n'est allée à aucun électronique, du moins pas encore, ce qui peut être une faiblesse ou une force, et, après l'apnée bécotée, finalement perdue, qu'il a opposée au britannique Lucas pour la prise de contrôle de Duocellier, premier fabricant français d'équipements électriques pour véhicules, toute collaboration technique avec l'Anglais, sauf peut-être dans le cadre du développement de

l'entreprise naguère convoitée, n'est plus guère envisageable. En outre, la détermination du produit final commercialisable n'est pas aussi évidente qu'on pourrait le croire. Tout dépendra des économies de carburant effectivement réalisées. Or, sur ce point, les avis divergent considérablement. M. Bateau pense qu'une économie de consommation de 25 % peut être obtenue à terme. Plus même ultérieurement. Les experts de Renault contestent ce chiffre, affirmant que les améliorations économisables se situent entre 5 % et 10 % selon les procédés. 13 % dans le meilleur des cas. Mais d'autres chiffres sont avancés, 2 à 3 % par certains, 8 % par d'autres. Quelques-uns vont même jusqu'à 18 % et les plus optimistes tablent sur 35 % d'économies avec des transmissions idéales.

Bref, il est difficile d'y voir vraiment clair.

D'une certaine manière, l'automobiliste, qui paie le surcoût évalué par certains constructeurs à 10 % environ du prix du véhicule pour l'optimisation de certaines fonctions, fera la décision dans les conditions d'utilisation normales. Mais les plus grandes difficultés viendront de la concurrence, une concurrence d'autant plus âpre à soutenir qu'elle viendra de deux horizons différents. De l'intérieur d'abord, les constructeurs automobiles entendront bien avoir leur part du gâteau.

La Régie Renault est la plus dangereuse rival. Sa filiale toulousaine, Reulx, constituée à 50/50 avec le groupe américain Bendix, va dans un premier temps développer son activité dans les domaines de l'allumage électronique, secteur exploré par S.E.V., et des régulateurs de vitesse, sur lesquels travaillent Jaeger, et peut-être un peu plus tard dans l'injection électronique Diesel.

« Nous voulons et nous devons être maître d'œuvre », soutient M. Thibergien, directeur de la direction de la recherche et du

développement automobile de la Régie. Selon lui, les cahiers des charges des équipements, adaptés aux besoins des constructeurs, sont trop rigides. Dans ces conditions, « il est indispensable que nous exerçons notre contrôle à tous les stades de la fabrication ». Renault ne cache donc pas ses ambitions. Plusieurs de ses modèles sont du reste déjà équipés d'un allumage électronique de sa TRX, les 230 TS et TX, ainsi que les Peugeot TX et GTI. M. Thibergien reconnaît que cette entrée sur le marché de l'électronique bouleversera les relations entretenues avec les équipementiers. Mais il aie toute volonté de maintenir par le constructeur sur l'électronique automobile.

Le groupe Peugeot-Talbot-Citroën est moins avancé que Renault. Son alliance avec Thomson CSF est encore toute neuve. La division électronique automobile de ce groupe est en cours d'installation dans le centre d'études de Citroën à Vélizy. Elle s'appuiera sur les moyens des deux groupes et, notamment, sur les laboratoires de recherches en amont de Thomson C.S.F. P.S.A. sera majoritaire et Thomson conservera la minorité de blocage. Il n'est cependant pas encore question de fabrication en commun, mais ce devrait être la prochaine étape. Cette division, si petite soit-elle, a quand même à son actif les allumages électroniques montés sur la « Visa » et la « LX ». Il faudra donc aussi compter avec elle.

La concurrence extérieure ne sera pas moins redoutable pour les équipementiers français. Les italiens Marelli (allumage à distribution statique, capteurs de paramètres, calculateurs électroniques, transmission électronique continue) et Vegia (métrologie) ne sont pas inactifs.

Lucas, de loin le plus important fabricant d'équipements outre-Manche, possède déjà une bonne avance dans les régulateurs électroniques et les transmissions avec capteurs électroniques. Le groupe britannique est d'autant plus dangereux qu'il détient en plus une grosse part du marché français de l'équipement automobile.

La concurrence des électroniciens américains bien implantés en Europe, n'est pas négligeable non plus. Ils se sont rodés aux problèmes automobiles aux Etats-Unis, et deux d'entre eux, Texas Instruments et Motorola, ont déjà supplanté les fabricants locaux d'équipements électroniques comme Ac Delco. La menace est moins immédiate dans la mesure où les problèmes techniques traités par ces firmes sont un peu différents des nôtres, du moins en ce qui concerne les contrôles moteur. Mais il ne faut pas quand même la sous-estimer.

De tous les concurrents étrangers que les entreprises françaises vont devoir affronter, le plus dangereux est de loin l'allemand Bosch. Numéro un incontesté de l'équipement automobile en Europe, le groupe ne reste pas les deux pieds dans le même sabot. Déjà leader dans l'injection diesel, il fait littéralement feu de tout bois. Rien ne le rebute. Comme S.E.V., Bosch estime que tous les cas de figure sont bons à étudier et à fonder. On murmure même que Bosch s'intéresserait à des systèmes d'embarquement électronique.

La force de Bosch, c'est avant tout sa taille. 65 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 60 % dans l'équipement automobile. Mais elle provient aussi de son association de longue date avec des électroniciens, Blaupunkt et surtout A.M.I. Le groupe a su en tirer un tel profit qu'il est devenu capable aujourd'hui de fabriquer des composants. Avec un tel atout, et forte de l'appui des constructeurs allemands, Volkswagen notamment, la firme peut se permettre d'avoir les dents longues et un bel appétit.

Dans un tel environnement, les entreprises françaises vont devoir surtout ne pas se tromper de cibles, savoir distinguer entre le superflu et le nécessaire, le commercialisable et l'invendable, s'efforcer de s'entendre avec les constructeurs pour mieux se répartir les tâches, en un mot se serrer les coudes. Est-ce possible ? C'est en tout cas souhaitable. Car en définitive rien n'est encore joué et à l'horizon se profile la menace japonaise. « Ces champions de la série automobile », comme les appelle M. Bateau, sont sur un terrain qu'ils connaissent à fond. L'électronique n'a pas de secrets pour eux.

Les efforts considérables exercés outre Rhin par Bosch mais aussi par les constructeurs (VW, BMW, Mercedes, Daimler-Benz) pour sortir le plus rapidement possible des équipements électroniques très sophistiqués n'ont pas d'autre but que de les prendre de vitesse. Car avec leur esprit hautement inventif, joint à la volonté et à la détermination qui les animent, les Japonais peuvent faire un malheur sur le marché européen de l'équipement électronique.

Rien ne pourra s'opposer à leur déferlement. A moins que les frontières ne se ferment devant leurs voitures ou leurs équipements. Ce qui ne paraît guère réalisable en particulier avec le libéralisme allemand.

A la question : « Si les fabricants japonais vous proposent des équipements électroniques à des prix inférieurs à ceux existant sur le marché, les acheteurs », M. Thibergien a répondu spontanément par l'affirmative, s'exprimant toutefois d'ajouter « en petites quantités ». Quand il est question de prix.

ANDRÉ DESSOT.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le sixième-septième Salon, qui se tient du 2 au 12 octobre, comprendra les sections suivantes :

- Véhicules particuliers et leurs carrosseries ;
- Equipements, pièces et accessoires pour automobiles ;
- Moto-cycles ;
- Véhicules industriels avec leurs équipements et leurs carrosseries spéciales ;

— Exposition nationale des véhicules d'occasion.

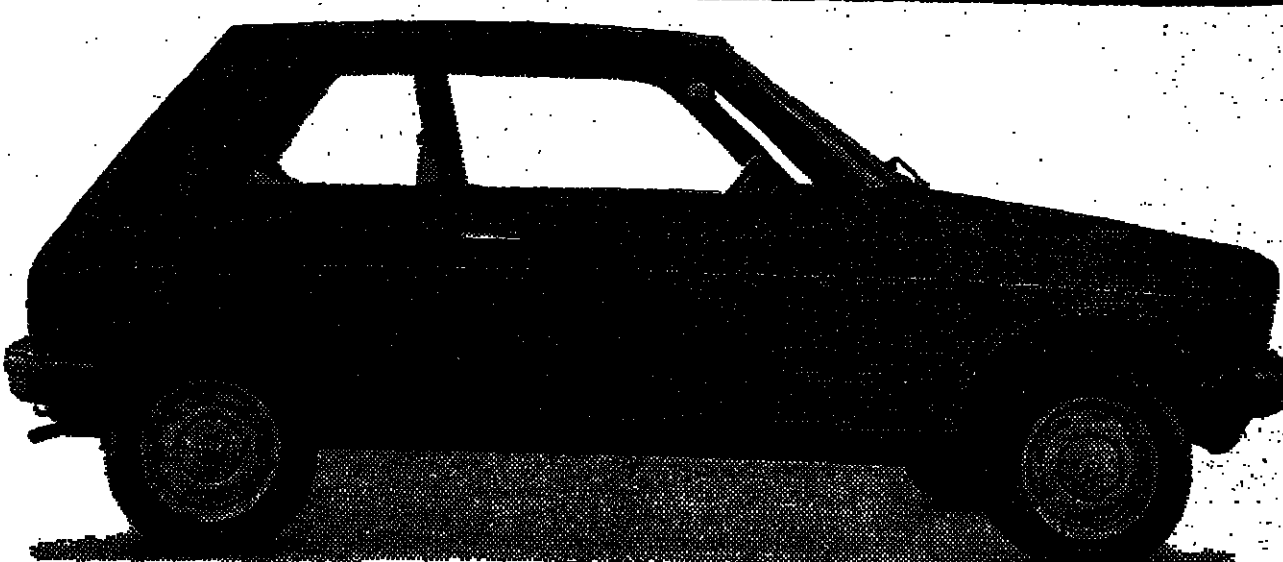
HORAIRE. — Ouverture : le jeudi 2 octobre, à 13 heures ; les autres jours, à 10 heures, sauf le samedi et le dimanche, à 9 heures.

Fermure : à 20 heures, sauf le mercredi, le vendredi et le samedi, à 22 heures. Prix : 10 F. Vendredi : 20 F.

PLUS SOBRE QU'UN ZEBU : 5,1 L A 90 km/h.



104 Z PEUGEOT 27 200 F*.
L'instinct de l'économie.



C'est une question de conception. Prenez la Z côté sobriété : elle a le sens de l'économie. Elle ne consomme que 5,1 L à 90 km/h, 6,8 L à 120 km/h, et ces 6,8 L lui suffisent aussi en ville (normes U.T.A.C.).

Côté performances, elle atteint une vitesse de 138 km/h grâce à son moteur de 1124 cm³ pour seulement 4 CV fiscaux.

Côté nervosité, elle a du ressort. La Z parcourt 1000 m départ-arrêt en 37,8* — *Châssis en acier, Taff en 30 juin 1980, Modèle 104.

Renault a créé la Renault 18 pour l'expérience d'une haute classe. Une berline européenne d'un moteur turbo-compressé, confort, silence, négatif, double circuit de freinage, grande roulerie. La Renault 18 est l'élégance aux performances. Modèles présentés Renault 18 Turbo. Prix de

RENAULT

UN PANORAMA

La turbocompression : usage sportif, usage bourgeois

Le turbocompresseur, après une longue éclipse, a été redécouvert et, du même coup, remis à la mode. Sans doute serait-il plus juste de noter qu'il a été redécouvert deux fois pour deux usages bien différents sur les moteurs à essence. Dans l'ordre chronologique, à usage sportif d'abord, à usage commercial ou bourgeois ensuite. Les deux redécouvertes quelquefois confondues ou trop liées l'une à l'autre ont eu presque au même moment, d'où la confusion, des causes distinctes. D'un côté, le souci de trouver le plus de puissance possible dans le cadre de réglementations sportives rigides, conçues essentiellement pour les moteurs atmosphériques (1), de l'autre l'opportunité d'améliorer, en conservant les bases existantes, toute une gamme de moteurs par un traitement industriel moins coûteux que d'autres et, semble-t-il, apprécié par une clientèle sensible à ce qui rejoint le goût du jour. Seul point commun théorique un rien démagogique, les économies d'énergie que propose la suralimentation et la possibilité qu'on lui souvent eue les constructeurs de faire du « nouveau séduisant » avec de l'ancien plus ou moins banal en soufflant dans les moteurs de leur choix pour leur donner du nerf.

La conjoncture, il est vrai aussi, a volé au secours du turbo pour contribuer à en lancer la mode. Les arguments relatifs à la fiscalité — par exemple une R-18 turbo reste une 7 CV — et à la consommation sont apparus assez probants pour que de nombreuses marques, traditionnellement d'avant-garde, ou au contraire conservatrices

pour tout ce qui touche à la technique, fassent pour une fois la même analyse et plébiscitent le turbocompresseur. L'arène du turbo, dont on dit qu'il relève d'une technique ni chère ni trop compliquée, a réuni dans la même option Porsche, Renault, BMW, Lotus, Aston-Martin, Ferrari, Alfa Romeo, General Motors, Ford, Audi, Nissan, Saab, Volvo, etc. Ce n'est, cependant, qu'une technique encore très marginale.

Pour l'heure, deux constructeurs, dont la vocation et les dimensions industrielles n'ont rien de commun, ont acquis une maîtrise des moteurs turbocompressés, tant pour ce qui concerne les compétitions que la production commerciale, et, surtout, semblent convaincus du bien-fondé de ce choix. Il s'agit de Porsche et de Renault, qui ont joué les précurseurs et fait en sorte de rendre cohérente l'ensemble de leur politique technique. Porsche et Renault ont gagné les Vingt-Quatre Heures du Mans avec des prototypes turbocompressés. Renault a déjà remporté quatre Grands Prix de formule 1 avec des monoplaces turbocompressés, et tous deux ont étendu leurs recherches sportives à la production de série : Porsche 911 turbo, 924 turbo ; Renault 5 turbo, R-18 turbo.

Qu'est-ce que la turbocompression ? C'est, en schématisant, la récupération d'une certaine puissance ou d'énergie dans les gaz d'échappement. Les gaz d'échappement entraînent une turbine qui entraîne, dans son mouvement, un compresseur et gase les cylindres d'air au préalable refroidis par un radiateur à l'admission. A cylindrée égale, par rapport à un moteur dit atmosphérique, c'est-à-dire respirant normalement, on obtient ainsi une augmenta-

tion de puissance qui varie, selon le cahier des charges défini par chaque constructeur. Il est bien évident que le même service n'est pas demandé au moteur d'une berline et à celui d'une formule 1. L'accroissement de la puissance, selon la durée de vie attendue d'un moteur, peut ainsi aller de 20 % à presque 100 %. Outre l'augmentation de la puissance, les avantages de la suralimentation permettent d'obtenir un meilleur rendement énergétique et thermodynamique, une cylindrée réduite, un encombrement et un poids correspondant aux spécifications de voitures d'une classe inférieure à celle des performances obtenues. Ainsi à l'usage sous capot, les organes d'un turbocompresseur comprennent une turbine, un compresseur, le plus souvent centrifuge, un arbre de liaison reliant la turbine au compresseur et deux cariers, l'un pour la turbine, l'autre pour le compresseur.

Pour les constructeurs, la difficulté tient surtout à ce que les moteurs veulent bien supporter les charges thermiques auxquelles les confrontent les turbocompresseurs.

A bien y regarder, en 1980, l'atout des voitures à moteur turbocompressés, avec le prix de l'essence qui ne cesse de grimper, tourne autour de l'utilisation qui peut en être faite. C'est avant tout un moteur dont la puissance est à même d'être exploitée « à la carte », selon le goût du conducteur ou la situation dans laquelle il se trouve.

Le pari qu'ont fait les constructeurs sur la turbocompression ne sera cependant gagné que si la mode devient réellement nécessaire et si les nouvelles voitures proposées sur le marché se révèlent aussi fiables que leurs aînés plus gourmandes.

FRANÇOIS JANIN.

Si tous les constructeurs — essentiellement parmi les nationaux — ne considèrent pas qu'un Salon de l'automobile est indispensable, il reste que la grande vitrine que constitue cette manifestation les amène à y présenter toute leur production. Et c'est tant mieux pour le public.

Les notes qui suivent ne prétendent pas faire le tour de l'exposition, mais représentent une sélection parmi les modèles apparus ou à paraître cette année sur le marché français. Elles mettent en exergue les « premières » dans l'industrie automobile mondiale.

AUDI Quattro.

Ce coupé sportif de 2 144 centimètres cubes à quatre roues motrices a déjà fait couler beaucoup d'encre. Il utilise le moteur cinq cylindres turbo-compressé de la 200-T. Sa tenue de route est particulièrement remarquable. Une multitude de solutions techniques en font autre chose qu'une bête de rallye, ce à quoi elle est actuellement destinée.

CITROËN Visa Super E.

Il est probable que la majorité des visiteurs seront attirés par Karin, voiture de rêve que le bureau-stylé de Citroën a mise au point, voire par la CX Penthouse, un camping-car à six roues réalisé à partir d'un CX GTI, que par la Visa Super E. Pourtant, c'est avec ce modèle que Citroën innove cette année. Équipée du moteur Peugeot de 1 124 centimètres cubes, fabriquée à Douvrain, la Visa Super E est une tentative de la firme du quai de Javel pour approcher des consommations très réduites, ce que souhaitent tant nos gouvernants que les utilisateurs eux-mêmes. Le carburateur est nouveau et l'on gagne à vitesse égale plus de 1 litre aux 100 kilomètres par rapport au modèle précédent. 32 000 F.

FORD Escort.

La grande attraction du stand Ford sera la nouvelle Escort. Trente-cinq versions, traction avant, roues indépendantes, trois types de moteurs tous nouveaux, l'apparition de l'Escort au Salon de Paris est une grande pré-

mière. Les modèles ne sortiront aux États-Unis que dans quelques jours. On sait que la firme américaine en fera son cheval de bataille pour les années à venir. C'est dire l'ampleur de l'effort qu'elle a consacré à sa mise au point et à son lancement. Le résultat est à la hauteur des espoirs placés en elle, si l'on en croit les essais relativement brèves qu'il nous a été donné de faire.

HONDA Quintet.

Après la Civic, l'Accord et la Prelude, les « déjà européens » de la firme japonaise, voilà la Quintet. Cette nouvelle voiture est traitée de la même famille, avec son moteur de 1 600 centimètres cubes transversal qui agit sur les roues avant, ses cinq roues indépendantes, son freinage assisté. Là encore la consommation a été particulièrement étudiée et les agréments d'utilisation multipliés. Il faut voir dans ce véhicule très soigné à deux volumes encore une fois, une concurrente aux voitures européennes connues.

MAZDA 323 FF.

On connaissait cette nouvelle traction avant japonaise sous son nom de code 323 FF. La voilà sous son appellation définitive 323 FF. Avec onze modèles ou versions disponibles, de 1000, 1300 et 1500 centimètres cubes, ces berlines de trois, quatre ou cinq portes, à boîte mécanique quatre ou cinq vitesses ou automatique, sont européennes dans les moindres détails. Les roues sont indépendantes, la manutention est exemplaire et le confort ne souffre pas d'une bonne tenue de route. Si les prix de ces voitures ne sont pas encore fixés, on murmure qu'ils s'élèveront de 30 000 à 39 000 F. Une concurrence sérieuse pour toutes les voitures moyennes que l'on rencontre sur les routes d'Europe.

RENAULT : mettez une turbine dans votre moteur.

Sans conteste, et pas seulement parmi les constructeurs nationaux, Renault détient le record des nouvelles voitures présentées cette année. Après les Fuego, la 18 Diesel, la 20 TX, la R-5 turbo, voici maintenant la R-18 turbo.

Une controverse est née à propos de cette voiture : y a-t-il vraiment grande différence, à

puissance égale, entre un moteur atmosphérique classique et un moteur compressé ? Oui, dit-on dans la compétition, non dit-on dans la conduite conventionnelle. De fait, ce qu'il faut savoir, c'est que l'appoint d'un turbocompresseur donne, pour une puissance fiscale donnée (en l'occurrence 7 CV pour la 18 turbo), une puissance effective qui se traduit normalement par des chevaux fiscaux supplémentaires.

TALBOT Tagora.

On verra au Salon les nouveaux modèles haut de gamme de Talbot : des berlines cosues, dotées de trois moteurs différents, à la demande. Un 2.3 litres, un 2.3 Diesel avec turbocompresseur ou un 2.6 à six cylindres en V. Cette dernière version, qui donnera à plein régime 170 CV DIN, sera la berline la plus puissante du monde à l'heure actuelle en France. Longue de 4,63 mètres, large de 1,81 mètre, la plupart des modèles Tagora comprendront ordinateur de bord et contrôle électronique de contrôle. Les Tagora seront commercialisés entre janvier et juillet 1981, en commençant par la 2.3 litres. Mais hélas ! n'était-ce pas surtout d'une petite voiture qu'avait besoin Talbot ?

TALBOT-MATRA Murena.

C'est le nouveau coupé à caractère sportif que Talbot et Matra ont conçu en commun, comme cela avait été le cas pour la Bagheera. Comme elle, il s'agit d'une trois places de front à moteur central, et caisse en résine-fibre de verre montée sur structure métallique.

La ligne est particulièrement réussie et les puissances augmentées, puisque l'on pourra disposer d'un moteur 2.3 litres qui mènera l'ensemble autour de 200 kilomètres/heure.

VOLKSWAGEN Jetta.

C'est la Golf, mais on lui a mis un coffre. On sait quel succès connaît ce modèle sans coffre. Aussi elle s'adresse à ceux qui préfèrent trois volumes à deux volumes. 60 % du programme d'importation en France seront en modèle GLI, c'est-à-dire sur la base de la Golf GTI. Il faudra y mettre 48 650 F mais quel plaisir de conduire !

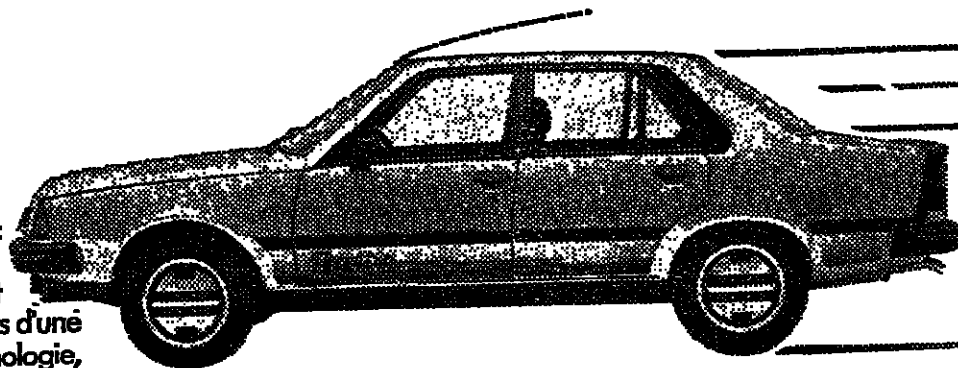
PUBLICIS T&S

DECOUVRIREZ LA SENSATION TURBO

Renault a choisi la Renault 18 pour y adapter le turbo : une technique directement issue de l'expérience acquise en haute compétition et dont Renault affirme sa parfaite maîtrise. Une berline équipée d'un moteur 7 CV qui devient l'égale des plus grandes routières avec leurs performances, confort, silence et sécurité. La sensation turbo : moteur 1565 cm³ turbo-compressé, 81 kW ISO (110 chevaux DIN), 185 km/h, 5 vitesses, train avant à déport négatif, double circuit de freinage en X, pneus taille basse et tous les équipements intérieurs d'une grande routière. La Renault 18 Turbo, une berline à sensation qui allie le confort à la technologie, l'élégance aux performances.

Modèle présenté Renault 18 Turbo. Prix clés en main : 53.600 F. Tarif au 1/10/80. Millésime 81. Consommation à vitesse stabilisée : 6,4 l à 90 km/h, 8,5 l à 120 km/h, 9,8 l selon cycle urbain.

RENAULT 18 Turbo



RENAULT

préconise elf



Les constructeurs japonais : la fin de l'âge d'or ?

Tokyo. — C'était au milieu des années 30 : avec l'encouragement des autorités militaires de l'époque, deux entrepreneurs, MM. Aikawa et Toyota, fondent les premières usines d'automobiles nippones, Nissan et Toyota. En deux ou trois ans, elles seront parvenues à concurrencer les constructeurs américains, Ford et General Motors, qui monopolisaient un marché intérieur en pleine expansion.

1980 : Non seulement les Japonais ont pratiquement évincé de leur marché les concurrents étrangers, mais encore l'industrie automobile japonaise n'est-elle pas au premier rang mondial tant pour la production que pour les exportations.

Où s'arrêtera « l'offensive » des constructeurs nippons ? En juin dernier, ils détenaient 28 % du marché américain, 12,9 % du marché anglais, et près de 10 % du marché allemand. Seule la France, qui a imposé un quota et, jusqu'à présent, l'Italie, qui avait pratiquement fermé ses frontières, ont été épargnées par la vague. Sans parler des pays européens non producteurs : les Japonais ont 20 % du marché de la Belgique, 35 % de celui de la Danemark, 35 % de celui de la Norvège, etc. Total : 9 % du marché de l'Europe de l'Ouest contre 6,5 % il y a encore un an !

Il ne se passe pas un jour sans que l'on apprenne quelques nouvelles déstabilisantes : par un constructeur américain ou européen, alors que les Japonais annoncent des taux de profit records. Aussi la tentation est-elle grande d'établir une corrélation entre les deux phénomènes et de parler d'« agression » japonaise.

Une nouvelle phase de développement

Pourtant, les Japonais estiment qu'ils sont arrivés à la fin d'une époque. Leur succès de ces dernières années, dont les périodes ont été marquées par des exportations intermédiaires, est dû pour une bonne part au fait qu'ils ont fabriqué les modèles qui répondaient à la demande des pays industrialisés, à la suite du renchérissement du prix du pétrole. Les voitures japonaises étaient plus économiques et moins chères. A l'avenir « il ne paraît pas possible d'imaginer que l'industrie automobile japonaise puisse réaliser un nouveau bond en avant sans modifier l'orientation de ses activités industrielles et commerciales à l'étranger », souligne un rapport du poste économique français à Tokyo.

L'industrie automobile japonaise doit faire face, paradoxalement, au « problème » posé par son succès sur les marchés étrangers, une question devenue de nature politique du fait des répercussions provoquées par ses exportations sur l'équilibre des marchés et l'emploi dans les pays concernés. Elle doit en outre opérer un redéploiement de son appareil productif, tant sur l'archipel — des regroupements parmi les constructeurs paraissent inévitables — qu'à

De notre correspondant

l'extérieur par des implantations physiques à l'étranger, particulièrement dans les pays industrialisés. C'est cette phase de son développement qui s'ouvre aujourd'hui.

Au cours des années 70, la croissance de l'industrie automobile japonaise (de l'ordre de 70 %) était due principalement aux exportations. La qualité a joué un rôle décisif : on l'a vu en 1978, lorsque les voitures japonaises continuèrent à bien se vendre malgré la hausse des prix consécutive au renchérissement du yen. Un autre facteur a joué dans le succès nippon : les constructeurs ont pu s'appuyer sur un marché intérieur dont la demande restait soutenue et qui leur était pratiquement réservé, situation dont on ne prévoit guère d'évolution dans les années à venir si on en juge par les résultats de 1979 : les constructeurs étrangers n'ont obtenu que 1,9 % du total des immatriculations — la plus grande partie allant aux Allemands — alors que le marché augmentait de 9 %.

Un redéploiement nécessaire

Cela dit, à en croire du moins les constructeurs japonais, l'époque des records d'exportation est en train de s'achever. Chez Toyota, premier constructeur, on prévoit, par exemple, une augmentation relativement faible des ventes à l'étranger, comparativement du moins aux résultats de cette année (+ 39 %), et une intensification de la concurrence, tant à l'étranger que sur le marché domestique. C'est en prévision de cette situation que les Japonais n'ont pas accepté, malgré les pressions de leur gouvernement, de conclure un accord d'autolimitation avec les Américains.

Ainsi Toyota estime que, sans appliquer de restrictions volontaires, sa part du marché américain stagnera l'année prochaine aux alentours de 4,8 %, et que ses profits avant impôts (+ 14 % cette année) vont décroître de 10 %.

Pour affronter la décennie 1980, au cours de laquelle la « guerre » de l'automobile sera centrée sur les petites cylindrées à faible consommation, les Japonais, face aux Américains, qui ont lancé des programmes énormes, disent à qui veut l'entendre qu'ils ne sont pas dans une position dominante. « Au mieux nous serons au même niveau », En tout cas ils se préparent : Toyota a annoncé en septembre un investissement de 320 millions de dollars (soit une augmentation de 58 % par rapport à 1979) pour développer de nouvelles technologies.

Sur le plan commercial, la décennie qui s'ouvre sera marquée par un redéploiement de l'industrie automobile japonaise. En ce qui concerne le marché américain, les Japonais ont conscience d'avoir atteint un seuil.

Mais, apparemment, ils veulent profiter au maximum de leur

avantage d'insécurité des constructeurs américains à fabriquer, pour l'instant, des modèles économiques) pour assurer leur position. Ils sont en pourparlers, notamment Ford et Toyota, pour produire sur place.

Dans l'immédiat, ils ne voient sans doute pas un intérêt majeur à une telle opération, qui leur fera perdre les avantages en coûts de production qu'ils ont sur l'archipel : non pas, contrairement à une idée admise en Europe, parce qu'ils sous-payent leurs ouvriers (en moyenne ceux-ci gagnent 6 dollars l'heure), mais parce qu'ils peuvent jouer sur les sous-traitants, dont les salaires sont bas et les coûts sociaux pratiquement nuls, situation qu'ils ne retrouveront pas aux Etats-Unis ou en Europe.

Le mobile fondamental de leurs implantations à l'étranger est l'avantage gagné sur le plan commercial.

Jusqu'à présent, les pays en voie de développement ont accueilli la majeure partie des implantations industrielles japonaises : l'Extrême-Orient et l'Asie arrivent en tête avec près de la moitié de ces implantations, devant l'Amérique latine et l'Afrique, Nissan étant en tête dans ce domaine avec vingt-neuf usines à travers le monde, mais il s'agit pour la plupart d'unités d'assemblage. Cette fois, en Europe particulièrement, ce seront des unités de production intégrées, en coopération avec des firmes locales.

Jusqu'à présent, les Japonais s'étaient installés sur les « marchés » de l'Europe. Désormais, ils visent le « cœur chaud » de celle-ci, dans une politique perçue par leurs concurrents comme celle du « cheval de Troie ».

Arrivant souvent tard, les Japonais s'associent avec les constructeurs qui sont en position de faiblesse et que leurs homologues européens sont dans l'incapacité d'aider : British Leyland en Grande-Bretagne, Motor Iberia en Espagne et Alfa-Romeo en Italie.

Dans l'immédiat, la visée des constructeurs japonais est claire : contourner l'obstacle protectionniste des Européens en s'associant avec des firmes locales, ce qui leur permet, en outre, de se constituer le réseau commercial qui leur fait défaut.

Les Japonais, qui, aux Etats-Unis, où ils sont solidement implantés, souhaitent apparemment mettre le temps de leur côté, veulent aller beaucoup plus vite en Europe. Parallèlement, des implantations sont prévues ailleurs : en Australie, dans les pays de l'Est, à Taiwan et en Chine. Quels que soient leurs atterrissements en ce qui concerne les Etats-Unis, les constructeurs japonais paraissent engagés dans une nouvelle phase de leur développement : l'internationalisation de la production, en pénétrant le dernier bastion qui leur résistait tant bien que mal, l'Europe. Mais il n'est pas dit que leur succès pour cette nouvelle phase de leur développement soit aussi spectaculaire qu'il a été au cours de la décennie écoulée. Du moins c'est ce qu'ils disent.

PHILIPPE PONS.

La difficile reconversion des Américains Trop tard

De notre correspondant

merce internationale, chargée de remettre un rapport à la Maison Blanche. Selon cet organisme, le facteur principal de la crise n'est pas la concurrence étrangère mais les nouvelles exigences — non satisfaites — des consommateurs.

Pendant de longues années, les fabricants américains ont vécu en symbiose avec leurs clients. La vie était conçue en fonction de l'automobile : des distances considérables, des routes toutes droites, une essence à bon marché. Le tournant a été mal pris — et trop tard. Même lorsqu'ils ont commencé, après le premier choc pétrolier, à fabriquer des véhicules plus modestes, les industriels n'y ont pas cru. C'étaient les grosses voitures qui procuraient les vrais profits et faisaient vivre les autres. Or, la crise pétrolière se poursuivant, les goûts du public ont changé progressivement. On s'est mis à réclamer des « compacts » et même des « sub-compacts ». Il a fallu, d'urgence, augmenter le prix de celles-ci, sans réussir à en produire suffisamment, ni à égaler les marques étrangères : dans le palmarès des voitures qui consomment le moins d'essence, aux Etats-Unis, aucune américaine ne figure parmi les dix premières.

Le prix n'explique pas tout...

Les automobiles japonaises peuvent certes se permettre des prix plus bas. Mais le prix n'explique pas tout. Beaucoup de consommateurs se tournent vers les voitures étrangères parce qu'elles sont devenues plus exigeantes sur le « design » et la « qualité ». Pour une série de raisons, tenant entre autres à l'équipement des usines et à l'esprit qui y règne, les automobiles américaines ont multiplié les défauts. Plus de deux millions de véhicules de General Motors durent être rappelés, en 1977, pour une vérification de freins. La même année, Chrysler avait des ennuis avec deux de ses modèles. En 1978, c'était au tour des « Ford Pinto », sujettes à des explosions.

Les industriels de Detroit ne comptent pas trop sur une limitation des voitures importées. Ils savent que le gouvernement a un double souci : les empêcher de hausser leurs prix, ce qu'ils feraient aisément en l'absence de concurrence étrangère, et ne pas détériorer les rapports des Etats-Unis avec le Japon. Le protectionnisme n'a pas bonne presse à la Maison Blanche, en

ce moment, et des multinationales comme Ford ou General Motors y ont elles-mêmes beaucoup à perdre.

Plutôt que de compter sur cet expédient, les fabricants de Detroit ont entrepris une politique ambitieuse qui, en cinq ans, pourrait changer le visage de l'automobile américaine. Ils se sont lancés — pour de bon — cette fois — dans la fabrication de « petites » voitures, au moins telles qu'on les entend aux Etats-Unis. Si la Ford Escort, lancée cet automne, et la « J » de General Motors attendent pour l'année prochaine, c'est effectivement petites, c'est moins vraies des nouvelles Dodge Artes et Plymouth Reliant de Chrysler. Mais le ton est donné : ce sont des tractions avant, et pour la première fois cette année, trois voitures américaines ont atteint le plafond de 30 miles par gallon (7,8 litres aux 100 kilomètres environ). Les « petites » voitures constitueront 55 % de la production contre 43 % en 1978.

Pour l'avenir le robot

Le passage progressif de l'industrie américaine à la traction avant coûterait la somme fantastique de 80 milliards de dollars (336 milliards de francs). D'autres investissements sont prévus pour développer la robotisation et concevoir des ordinateurs qui « gèreraient » entièrement la marche d'un véhicule. Le Computer command control annoncé par General Motors sur sa gamme 1981 n'en est qu'un avant-goût. D'autre part, des travaux de recherche fondamentale (nouveaux matériaux, combustion, aérodynamisme, etc.) seront menés conjointement avec un organisme fédéral, la National Science Foundation, pour un montant de 100 millions de dollars (420 millions de francs) par an.

Les fabricants américains reconnaissent qu'ils ont pris beaucoup de retard. En attendant, l'industrie de Detroit traverse une phase délicate de transition. Où trouver les capitaux ? Comment seront accueillis ces petites voitures ? Réussira-t-on à faire cohabiter provisoirement l'ancien et le nouveau ? Un premier effet de la crise a été de rapprocher les patrons et les syndicats. Mais la reconversion sera douloureuse : davantage de robots signifie moins d'emplois, alors qu'on songe précisément à réduire les allocations de chômage.

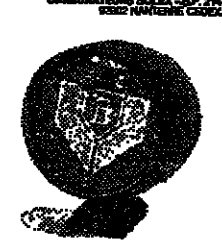
ROBERT SOLE.

SALON DE L'AUTO-HALL-X, TRAVÉE-G, STAND N°9

pour économiser de l'essence:

LE MONITEUR DE CONDUITE

UN PRODUIT SOLEX-N°1 MONDIAL EN CARBURATION AGREE PAR L'AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE SOLEX



PLUS RAPIDE QU'UN ZEBRE : 138 km/h.

104 Z PEUGEOT 27 200 F*
L'instinct de l'économie.

C'est une question de conception. Prenez la Z. Côté performances, elle atteint une vitesse de 138 km/h grâce à son moteur de 1124 cm³ pour seulement 4 CV fiscaux. Côté nervosité, elle a du ressort. La Z parcourt 1000 m départ-arrêt en 37,8".

Côté consommation, elle n'a rien à envier aux autres : elle ne consomme que 5,1 l. à 90 km/h, 6,8 l. à 120 km/h, et ces 6,8 l. lui suffisent en ville (normes U.T.A.C.).

* Cils en mètre, Turf au 30 juin 1980, Modèle 61.

Américains

QUELLES STRUCTURES POUR DEMAIN ?

La voie difficile des constructeurs purement nationaux

Quelles seront les structures de l'industrie automobile mondiale dans dix ans ? M. Michael Hinks Edwards, économiste spécialisé dans l'étude du secteur automobile, analyse ici les lignes de force qui devraient conduire, au cours des dix prochaines années, à de profonds bouleversements. Son analyse est fondée sur une double distinction. D'une part, entre les différents types de marchés : les marchés « centraux » ou principaux (Europe, Amérique du

Nord et Japon) qui absorbent aujourd'hui 80 % de la demande mondiale et devraient connaître une faible croissance, les marchés « nouveaux » (Amérique latine et Comecon), dont le poids relatif (11,1 % de la demande mondiale actuellement) devrait croître considérablement du fait d'une demande soutenue, et enfin les marchés « périphériques » (le reste du monde), également voués à une forte croissance bien que relativement marginaux.

D'autre part, M. Hinks Edwards classe les principaux constructeurs automobiles en trois catégories : les quatre constructeurs dits « mondiaux » (General Motors, Ford, Fiat et Volkswagen), dont les capacités de production (et pas seulement d'assemblage) sont réparties sur deux ou trois zones de marchés définies plus haut, les quatre firmes dites « régionales » (Toyota, Nissan, Peugeot et Renault) dont les

usines de fabrication couvrent au moins l'une de ces zones de marché, et enfin les douze constructeurs dits « nationaux » qui, à partir d'une base nationale unique, s'attaquent au marché mondial en exportant des voitures finies à partir de ces bases. Ces derniers sont Chrysler, British Leyland, Daimler-Benz, Volvo, Saab, Alfa Romeo, B.M.W., Innocenti, Honda, Mitsubishi, Suzuki et Hyundai (Corée).

par MICHAEL HINKS EDWARDS (*)

contrats « marché en main ». Ce faisant, ils restructureront et intégreront leurs systèmes productifs et de distribution sur des bases globales pour devenir ce que nous nommons plus haut des constructeurs « mondiaux ». En d'autres termes, les constructeurs « nationaux » sont pour la plupart exclus de ces marchés nouveaux et périphériques, tan-

Une concurrence exacerbée

Le Japon étant virtuellement un marché fermé et probablement destiné à le rester pour un bon moment, les constructeurs « nationaux » sont contraints, de façon constante, de concentrer leurs efforts sur l'Europe et l'Amérique du Nord, étant ainsi directement en compétition avec les constructeurs « mondiaux » et « régionaux ».

Comme l'indiquent les chiffres du tableau ci-dessous, on peut prévoir que la demande d'automobiles dans ces deux zones augmentera de 1 % à 1,5 % par an au cours de la prochaine décennie. Et, pratiquement, tous les constructeurs automobiles du monde se battent pour prendre une part de cette croissance limitée.

Or la compétitivité des constructeurs « mondiaux » et, dans une moindre mesure, celle des « régionaux », sera agitée par les économies d'échelle qu'ils tireront de leurs efforts de rationalisation et d'intégration. Un exemple : les coûts de recherche et de développement de la nouvelle Ford Escort ont été étalés sur un volume de production mondiale prévue de 1,5 million de voitures par an (à titre de comparaison, la Golf de Volkswagen est produite à une échelle de 800 000 unités par an, la To-

yota Corolla à 700 000 unités et la Renault 5 à environ 400 000 unités par an). À l'autre bout de l'échelle, la production de tous les constructeurs du Comecon n'atteindra d'ici à la fin des années 80 que 4 millions d'unités par an, s'ils parviennent, comme prévu, à doubler leur production d'ici là.

Aussi, selon nos calculs, le groupe des constructeurs « nationaux », constitué comme il l'est actuellement, ne peut-il espérer accroître sa production globale de plus de 1 % l'an pendant la prochaine décennie. Il faut noter que, sur ces bases, la part du marché mondial détenue par l'ensemble de ces constructeurs tomberait aux alentours de 13 % à la fin de la décennie (contre 14 % en 1979 et 18 % en 1970).

De plus, à l'intérieur même de ce groupe, il faudra compter avec deux sociétés agressives et déterminées à croître : Honda et Mitsubishi. De 1970 à 1979, la production de voitures de Honda a augmenté de 11 % par an, et celle de Mitsubishi de 8,9 % (contre 7,7 % pour l'ensemble de

(*) Sous-direction du département recherche économique d'Euroliance.

l'industrie automobile japonaise). En 1979, Honda exportait 78 % de sa production, et Mitsubishi 46 %. L'industrie mondiale de l'automobile s'est accommodée de la croissance toujours plus forte de Toyota et de Nissan. S'accommodera-t-elle de celle de Honda et de Mitsubishi ? Et aux dépens de qui ? Des constructeurs « nationaux » non japonais ? Ou bien Honda et Mitsubishi parviendront-ils à se hisser dans le groupe de tête, celui des constructeurs « régionaux » ou « mondiaux », duquel d'entre eux-ci ? Ou bien encore, les planificateurs de l'industrie japonaise prévoient-ils un problème de réajustement majeur de leur secteur automobile dans les années 80 ?

Ces pressions économiques et logistiques poussent l'industrie automobile mondiale vers des changements de structures dont ils conditionnent la forme. Mais ce ne sont pas les seules pressions. Les constructeurs « nationaux » ne sont pas seulement « condamnés à mort » parce qu'ils sont petits et exclus des marchés nouveaux et périphériques. Une véritable « course » technologique, d'une importance cruciale, s'est engagée entre les principaux constructeurs. Les éléments de ce qui pourrait devenir la voiture « 80-60 » (80 miles par gallon à 60 miles par heure, soit, en bases françaises, consommant 3,5 litres aux 100 kilomètres à une vitesse de 96,5 km/h) existent déjà, et il est possible que deux ou trois constructeurs puissent lancer ce type de véhicule sur les marchés centraux deux ou trois ans avant leurs concurrents, bousillant ainsi complètement les données de la compétition.

Par ailleurs, la concurrence

croissante, qui s'exerce au sein des marchés centraux, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, pourrait entraîner une montée du protectionnisme, ce qui modifierait les règles du jeu pour tous les constructeurs concernés. Toutefois, cela ne changerait probablement rien au fait que la situation de constructeur « national » risque d'être pour le moins inconfortable dans les années 80.

En fait, les constructeurs « nationaux » ont déjà commencé à prendre des initiatives afin de se protéger, comme l'illustrent les accords signés entre Volvo et Renault d'une part, Alfa Romeo et Nissan de l'autre. Ces initiatives lèvent en partie les questions qu'on peut se poser sur les restructurations à venir du secteur. Ils ne les lèvent pas toutes. Les Européens ne renonceraient probablement pas à conserver des identités distinctes, mais ils se regroupent de plus en plus pour le biais de projets de coopération industrielle ou de coopération sur le plan de la recherche et du développement.

Que feront les Japonais ? Toyota et Nissan ne font partie du groupe des constructeurs dits « régionaux » que parce qu'ils possèdent quelques bases de production en Asie et dans le Pacifique (Australie) ; bien que leurs capacités de survie ne fassent pas de doute, leur activité massive d'exportation directe est aussi menacée que celle des petits constructeurs « nationaux », parmi lesquels Honda et Mitsubishi. A l'heure où les constructeurs japonais paraissent invincibles, il convient donc de s'interroger sur l'ampleur des menaces qui pèsent sur leurs stratégies à long terme.

ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA DEMANDE MONDIALE D'AUTOMOBILES DE 1979 A 1990 (en millions d'unités)

ZONES DE MARCHÉ	1979	1990	Accroissement (volume)
1. — MARCHÉS « CENTRAUX »	25,3	29,0	+ 3,7
Dont : — Europe	10,6	12,5	+ 1,9
— Amérique du Nord	11,7	13,0	+ 1,3
— Japon	3,0	3,5	+ 0,5
2. — « NOUVEAUX » MARCHÉS	3,6	7,0	+ 3,4
Dont : — Amérique latine	1,0	2,5	+ 1,5
— Comecon	2,6	4,5	+ 1,9
3. — MARCHÉS « PÉRIPHÉRIQUES »	2,7	4,8	+ 2,1
(Reste du monde)	2,7	4,8	+ 2,1
TOTAL MONDIAL (1 + 2 + 3) ..	31,6	40,8	+ 9,2

Essence

3.24

Super

3.45

Un argument convaincant pour l'injection d'essence.

Aujourd'hui, l'avantage essentiel des systèmes d'injection d'essence n'est plus l'amélioration des performances, mais plutôt une économie de carburant plus importante et des gaz d'échappement moins polluants.

1951 : Un litre d'essence coûte 56 centimes. Les premières voitures équipées d'un moteur à injection sortent des chaînes de montage. Ce système est fabriqué par Bosch. La puissance par litre de cylindrée est considérablement augmentée.

À partir de 1980 : Un litre de super carburant coûte 345 Francs. Une voiture neuve sur dix, en Allemagne, porte un I ou un E à l'arrière. Mais ce "I" pour injection ou ce "E" pour "Einspritzung" ne sont plus seulement le symbole de performances améliorées, mais avant tout les preuves d'une plus grande économie.

Jusqu'à 16 % d'essence en moins

En 1979, un test réalisé par l'Institut Polytechnique de Vienne donne les résultats suivants : en conditions réelles de conduite en ville et sur route la consommation d'essence d'un véhicule équipé d'un moteur à injection est de 5 à 11 % inférieure à celle d'un même modèle équipé d'un moteur à carburateur. Et avec le dispositif de coupure de l'alimentation en décélération, l'économie peut atteindre de 10 à 16 %.

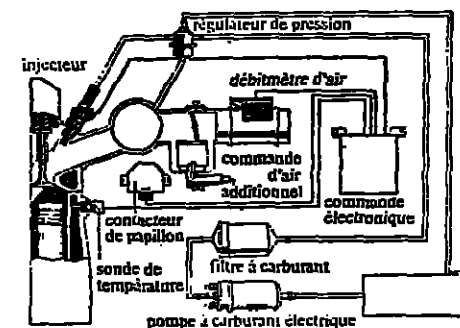
Le système d'injection d'essence Bosch dose la juste quantité de carburant nécessaire au moteur dans toutes les conditions de conduite. Le moteur démarre immédiatement, que la température soit caniculaire ou glaciale, tourne régulièrement dès la première seconde. Les échappements nocifs sont sensiblement réduits.

Nouveau : LH-Jetronic

Le dernier système Bosch est le LH-Jetronic, un ensemble d'injection électronique avec un micro-ordinateur et un dispositif de mesure de la masse d'air de conception nouvelle. Une sonde thermique en platine mesure la masse d'air aspiré et simultanément la quantité d'essence nécessaire au mélange est évaluée avec une précision améliorée.

Même en ne parcourant qu'un kilomètre moyen, le coût d'un système à injection est rapidement récupéré grâce aux économies d'essence réalisées.

Une généralisation de ce système va aussi dans le sens de l'intérêt public puisqu'il permet d'économiser, rien qu'en Allemagne Fédérale, 200 millions de litres d'essence.



Le micro-ordinateur dans le boîtier de commande électronique du LH-Jetronic réagit instantanément à chaque modification des paramètres du moteur.

Nous faisons plus encore

Pour les moteurs diesel qui sont plus économiques, nous construisons des pompes à injection. Les bancs de contrôle Bosch permettent d'optimiser les réglages moteur. Bosch fabrique aussi des réfrigérateurs et des machines à laver économes d'énergie. Nos postes de télévision couleurs Blaupunkt fonctionnent aujourd'hui avec seulement le quart du courant électrique dont ils avaient besoin en 1970. Les pompes à chaleur Junkers permettent un chauffage plus économique. Nous fabriquons des composants électroniques, des machines à emballer, des outillages électriques, les caméras et projecteurs de cinéma Bauer, et du matériel de télécommunication. Nous équipons des studios de télévision et construisons des complexes industriels. Le Groupe Bosch en France : 5 usines.

Le cerveau humain : la plus importante source d'énergie.

BOSCH

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Couples et enfants en question : « Amour, sexualité et famille », une déclaration approuvée par une soixantaine de personnalités chrétiennes ; « Critique du mariage », par Paul Boyer ; « His Majesty the baby », par Roland Jaccard.

ÉTRANGER

3-4. LA GUERRE ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ

4. AMÉRIQUES — BOLIVIE : des militaires putschistes sont directement impliqués dans le trafic de cocaïne.

5. AFRIQUE

GABON : la visite officielle du président Bongo.

6. ASIE

CORÉE DU SUD : la nouvelle Constitution empêchera l'émergence d'une opposition véritable.

6-7. EUROPE

« Combat de chefs en Allemagne fédérale » (III), par Bernard Bruguier.

ITALIE : la crise politique se déroule dans un climat social très tendu.

POLITIQUE

8. Polémiques dans l'opposition et la majorité après les élections sénatoriales.

SOCIÉTÉ

10. Manifestation à Paris après les attentats néo-nazis.

EDUCATION

11. SCIENCES.

SPORTS

22. FOOTBALL : la qualification de Nantes en Coupe d'Europe.

ARTS ET SPECTACLES

13-14. CINÉMA : « Un entretien avec Akira Kurosawa », par Jacques Sicier ; « Desins à l'Espece Cardia », par Geneviève Brérette.

14-15. EXPOSITIONS : « Photos des dix-neuvièmes et vingtièmes siècles par Hervé Guibert » ; « La Biennale des antiquaires », par Pierre Granville.

16-17. THÉÂTRE : « Remond et Caporossi au Festival d'automne », par Colette Godard ; « Un point de vue », par Jacques Scherer sur une décision du ministre des universités.

ECONOMIE

24. AFFAIRES : le sort de Mauterens.

AGRICULTURE

— ÉTRANGER : l'Assemblée générale de l'F.M.I.

EQUIPEMENT

30. ENVIRONNEMENT : le ministre ne s'inscrira pas à la Défense.

RADIO-TELEVISION (12)

— INFORMATIONS : « SERVICES » (23).

La maison ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

— Annonces classées (27 à 30) ; Carnet (26) ; Programmes spectacles (18 à 22) ; Bourse (37).

Le numéro du Monde daté 1^{er} octobre 1980 a été tiré à 546 382 exemplaires.

(Publité)

Mach. écrire — 15 à 30% chez Duriez

200 électriques portables

OLYMPIA, Olivetti, Hermes, Adler, Brother, Erika, Silver Reed, Smith-Corona, etc.

31 styles de caractères. Vente au discount (5 à 41 %) sans représenter. Duriez vous dit la vérité sur toutes. 132, bd. Saint-Germain.

M^{rs} Odéon, St-Michel, Lux, 9 h à 19 h, sans dim. et lun. Calculatrices, matériel de bureau, classement. Satisfait sous 8 jours ou remboursé. Parking rue Ecole Médicale.

CHEMISES

à vos MESURES

175 F

JACQUES DEBRAY

31, bd. Malesherbes, Ang. 15-41

A B C D E F G

AU CONSEIL DES MINISTRES

- Adoption du rapport du VIII^e Plan
- Aide accrue aux chômeurs qui créeront une entreprise

Le rapport sur le VIII^e Plan (1981-1985) ainsi que la liste des douze programmes d'action prioritaires ont été examinés mercredi 1^{er} octobre par le conseil des ministres. La présentation devait en être faite à la presse jeudi par M. Barre.

Selon le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres, ce projet « sera soumis pour avis au Conseil économique et social, puis fera l'objet d'un projet de loi qui sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, de telle sorte qu'il puisse être débattu et donner lieu à un vote au cours de la prochaine session ».

A l'issue de la communication au premier ministre, le président de la République a déclaré : « Face aux difficultés et au nouvel état du monde, la France a besoin d'un plan. La politique du gouvernement est claire : faire de la France un pays moderne et respecté, dont le développement industriel et scientifique soit de haut niveau, qui soit présent dans les secteurs primaires, développer la capacité d'exporter dans la concurrence internationale ».

« Le gouvernement écarte toutes les formules de repliement sur soi ou de relâchement de l'effort de travail et de production qui, quelle que soit l'ingénierie de leur présentation, déboucheraient sur une réduction du niveau de vie et sur une diminution de l'emploi, et un abaissement de la France ».

« J'ai demandé au gouvernement d'ajouter une septième priorité aux six qui ont été adoptées lors du débat sur la préparation du Plan. Cette septième priorité est la suivante : porter la recherche scientifique française au niveau de celle des pays les plus avancés. A beaucoup d'égards, cette priorité commande la réalisation de toutes les autres ».

« Je souhaite que le Parlement puisse aborder à temps, et dans les délais prévus, l'examen d'un projet essentiel pour l'avenir de la France ».

Cette septième priorité ajoutée en dernière heure, le VIII^e Plan s'articule autour des six options qui ont été adoptées par le Parlement en juillet 1979 : réduire notre dépendance en énergie et en matières premières ; développer une industrie concurrentielle ; renforcer les activités agricoles et l'industrie alimentaire ; agir spécifiquement sur l'emploi, assurer la priorité à la police et à la promotion de la famille et consolider la protection sociale des Français tout en maîtrisant le coût global des transferts sociaux et des dépenses de santé ; améliorer l'habitat et le cadre de vie.

Le rapport définit une stratégie d'ensemble dont la réalisation devrait avoir des effets bénéfiques sur l'emploi. La recherche des investissements doit, à ce titre, les thèmes majeurs du VIII^e Plan. Le gouvernement, au demeurant, a déjà anticipé sur le Plan en adoptant des projets de loi (sur le travail à temps partiel, le 24 septembre, sur l'aide à la création d'entreprises, le 1^{er} octobre), qui sont autant d'aides spécifiques à l'emploi.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi prolongeant et améliorant le système temporaire d'aides aux chômeurs qui créent une entreprise. Ces aides — prévues à titre expérimental par une loi du 3 janvier 1979 pour deux ans — deviendront permanentes et seront étendues des secteurs industriels et tertiaires aux professions libérales. En outre les aides seront nettement majorées. Alors que, jusqu'à présent, le chômeur qui créait une entreprise était exonéré — durant six mois — des charges sociales et recevait — en

une seule fois — une allocation forfaitaire de chômage, soit 4 550 F, l'allocation prévue pour atteindre plusieurs dizaines de milliers de francs. Le versement, en une seule fois, de l'allocation chômage portera en effet sur la totalité des indemnités prévues par l'UNEDIC et proportionnelles aux salaires : dans le cas d'un cadre, licencié pour cause économique et recevant auparavant un haut salaire, l'indemnité unique versée en une seule fois par l'UNEDIC pourra donc atteindre 30 000, 40 000 F et même le maximum de 87 000 F.

Ces dispositions ont permis de créer cette même entreprise : en 1979, 9 200 demandeurs d'emploi ont obtenu 20 % dans l'industrie, 36 % dans le bâtiment et les travaux publics et 44 % dans le tertiaire. Les créations individuelles représentaient 75,6 % des cas. Les S.A.R.L. ou sociétés de personnes 17,4 %, les sociétés anonymes coopératives 10 %. Au premier semestre 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 2,30 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis 1980, 8 600 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

L'AVENIR DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'exportation du chômage à partir du Japon n'est pas tenable en Europe

déclare le P.-D.G. de Renault

« Dans l'avenir, le domaine de la robotique, des ateliers flexibles, constitués pour nous en très bon domaine programmable de diversifications », a déclaré M. Bernard Vernier-Pallies, P.-D.G. de la filiale Renault, le 30 septembre, rappelant l'accord en cours de négociation avec la société américaine Ransburg, spécialisée dans le matériel de précision (le Moniteur du 6 août 1980), accord qui devrait permettre aux robots de conception Renault de déboucher sur le marché américain.

Dénonçant en termes vifs, le déséquilibre intolérable existant entre le nombre de véhicules importés du Japon et celui des exportations de véhicules japonais dans le monde, dont le rapport est de 1 à 100 (lire page 31, l'interview de M. Bernard Hanos dans notre supplément consacré au Salon de l'Automobile), M. Vernier-Pallies a souligné qu'au niveau européen, il y ait une prise de conscience des allemands, des belges, qui risquent de perdre leur industrie automobile sur les dangers que représentent la progression des exportations japonaises. « L'exportation du chômage à partir du Japon n'est pas tenable au niveau euro-

péen », a-t-il ajouté, s'interrogeant sur la signification économique de l'accord récemment approuvé par le gouvernement italien entre Alfa Romeo et le groupe Nissan. « Je ne comprends pas les éléments économiques du problème, c'est pour moi du domaine de l'irrationnel », a-t-il déclaré.

Outre le problème posé par les Japonais, le président de la Régie s'est inquiété de l'importance des risques politiques imprévisibles pour une société multinationale, comme ceux que comporte le conflit entre l'Irak et l'Irak, ainsi que du caractère totalement imprévisible des évolutions des parties monétaires, qui n'ont « plus rien à voir avec les taux d'inflation » comparés des différents pays.

Enfin, M. Vernier-Pallies, interrogé sur sa succession, son mandat arrive à expiration dans quinze mois, — a déclaré : « La Régie a des équipes et des réserves d'hommes remarquables à tous les niveaux », et « dans toute entreprise, sauf accident, l'homme qui succède a été préparé normalement. L'appel à l'extérieur n'est fait qu'en cas de situation exceptionnelle. Le choix interne est une procédure normale ».

La C.G.T. annonce des actions contre les atteintes à l'emploi et aux libertés

La C.G.T. a annoncé mardi 30 septembre une série d'actions revendicatives pour lutter contre le démantèlement de l'industrie automobile et les atteintes aux libertés syndicales : « Le patron prépare le Salon de l'Automobile, nous aussi ». Le 10 octobre, la C.G.T. organise une journée de lutte contre les méfaits de l'automobile dans le cadre du

Salon, mais aussi dans les localités et les entreprises. Un rassemblement aura lieu à 16 h, 30, sur la place de la République, à Paris.

Autres initiatives : celles qui visent à dénoncer les « offensives » patronales contre les libertés syndicales.

La quinzaine d'action nationale annoncée par M. Séguin a commencé le 1^{er} octobre avec des rassemblements autour des tribunaux, notamment à Rennes et à Angers, où se tiendront deux procès qui opposent la C.G.T. et la Régie Renault et le chantier naval Dubigeon-Normandie, suite à des conflits qui ont eu lieu en 1975 et 1977.

Au cours de la conférence de presse, des délégués C.G.T. résumant les activités et menant la situation à la Régie Renault, Peugeot-Sochaux et chez Talbot à Poissy. Chez Talbot, dix-sept salariés ont été licenciés à la suite d'une grève entamée pour protester contre les heures supplémentaires imposées. M. Certano, ouvrier à Renault-Billancourt, accuse la direction d'avoir entamé depuis 1975 une véritable « chasse aux sorcières », qui s'est soldée par une cinquantaine de licenciements et des interventions de la police (deux fois en 1978).

M. François Biot, de Peugeot-Sochaux, accuse la direction d'être responsable du suicide de Philippe Marchoux (le Monde du 14 février). « Rien que pour le mois d'octobre, la C.G.T. est appelée à comparaître deux fois au tribunal pour des faits qui ne plaident pas à ces messieurs de la direction Peugeot. La vérité chez Peugeot n'est pas bonne à dire », a-t-il déclaré.

MALGRÉ UNE GIGANTESQUE CHASSE A L'HOMME

Les malfaiteurs qui ont tué deux gendarmes ont échappé aux recherches

Malgré une gigantesque chasse à l'homme qui a mobilisé, dans la soirée du mardi 30 septembre et la nuit, plus de huit cents gendarmes et policiers, les malfaiteurs qui ont tué, mardi après-midi (nos dernières éditions) deux gendarmes au cours d'une tentative de hold-up à Montrouge (Hauts-de-Seine), n'ont pas été retrouvés.

C'est peu avant 14 h, 30, mardi, que quatre individus, trois hommes et une femme — se sont présentés au siège de la Banque industrielle et commerciale du sud de Paris, avenue Aristide Briand, à Montrouge. Tandis que deux malfaiteurs armés et masqués pénétraient dans la banque, la femme faisait le guet à l'extérieur. Le quatrième individu restait au volant de la camionnette — un 7^e volé à bord de laquelle ils étaient venus.

A ce moment, et par un pur

hasard, deux gendarmes de la brigade locale, qui portaient une quête domiciliaire, garèrent leur véhicule en face de la banque. La femme alerta ses complices qui sortirent précipitamment de la banque, tandis que le camionnette, conduite par le quatrième malfaiteur, se dirigea vers la rue de la République.

L'un des gendarmes, M. Philippe Montagné, descendit de son véhicule. Il fut fauché à bout portant par une rafale de mitrailleur tirée par un pistolet-mitrailleur de calibre 11,43 — et mourut sur le coup.

Célébrataire, âgé de vingt-quatre ans, M. Montagné était à Montrouge depuis le 10 août. C'était son premier poste. Son collègue, sorti à son tour, tira sur les malfaiteurs, blessant l'un d'eux.

Tandis que la bande prenait la fuite à bord de la camionnette, un motard de la garde républicaine, estafettée de l'Elysée, qui se rendait à un laboratoire pour faire développer des photographies, fut fauché à son tour par une rafale : on a noté sur son corps cinq impacts de balles. Renversé par le 7-7, il fut traîné sur une trentaine de mètres. Il s'agit de M. Jean-Claude Pascal, âgé de vingt-sept ans, marié, père d'un enfant.

Les malfaiteurs prirent la fuite en direction de Paris. On retrouva un peu plus tard leur véhicule abandonné dans la rue de la Tombe-Issore (14^e). Ils s'emparèrent d'une 204 de couleur rouge immatriculée en Meurthe-et-Moselle. Un important dispositif ayant été mis en place par la police et la gendarmerie, le véhicule fut repéré, notamment grâce à l'intervention de « citistes » de la brigade de la « Cités Band », qui échangeant des informations de voiture à voiture grâce à des petits émetteurs, faisaient d'une part, de nombreuses voitures banales se mirent en chasse dans l'est de la banlieue parisienne, direction prise par les malfaiteurs.

En fin d'après-midi, on les signalait dans la région de Lagny et de Champ-sur-Marne. On affirmait aussi les avoir repérés dans un bois, qui fut cerné, mais le renseignement était erroné. Police et gendarmerie ont d'ailleurs reçu de nombreuses informations non vérifiées, comme celle faisant état d'une prise d'otages. Finalement, à la faveur de la nuit, les quatre gangsters, qui s'étaient, semble-t-il, séparés en deux groupes, disparaissaient.

On possède peu d'indications sur ces malfaiteurs. La police a toutefois diffusé le signalement de deux d'entre eux : un homme noir, et un autre, vraisemblablement maghrébin. La femme serait âgée d'une cinquantaine d'années.

(Publité)

Dale Carnegie :

Dale Carnegie, Fondateur

Parlez avec efficacité

EN 14 SOIRÉES ATTRAYANTES, apprenez à mieux exprimer vos idées. Développez assurance et facilité de contact.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 49 pays.

Des anciens du cours Dale Carnegie font, à la fin de la conférence d'information gratuite

Paris : Mardi 7, 19 h.

Salons de l'Esprit, 38, av. Friedland

Paris-8 (Métro Esplanade)

Versailles : Lun. 6, 19 h.

« Les Nouvelles », 46, rue Carnot.

Cours Carnegie, présentés par G. Wayne — 924-61-06/62-32.

★ Médiateur, 38, avenue de Suffren, 75015 Paris, tél. 507-35-15.

A Cannes

UN MÉDECIN EST ÉCROUÉ APRÈS LA MORT D'UNE PATIENTE DES SUITES D'UN AVORTEMENT

Le docteur Jacques Roussel, médecin généraliste exerçant à Cannes (Alpes-Maritimes), a été inculpé par M. Jean-Yves Monfort, juge d'instruction au tribunal de Grasse, d'homicide involontaire et écroué le mardi 30 septembre, pour avoir, à la suite de manœuvres abortives, provoqué la mort de l'une de ses patientes.

Mme Jeanne Chariot, âgée de trente ans, après avoir subi, le 15 novembre 1979, une interruption volontaire de grossesse, était inquiète de ne pas voir le retour de ses règles. Elle consulta alors à deux reprises son médecin généraliste, et malgré un test biologique de grossesse négatif, déclara, sur les conseils de son amie, d'aller voir, le 3 janvier, en compagnie de sa sœur, le docteur Roussel.

Celui-ci, après un examen clinique concluant à l'absence d'une grossesse de cinq semaines, et avec l'accord de la patiente, décida de procéder à un sondage utérin. Quelques minutes plus tard, une hémorragie devait se déclarer et devant l'apparition, le lendemain, d'une température élevée, la malade fut admise à l'hôpital de Cannes où elle décéda le 13 janvier dans un service de réanimation des suites d'une septicémie généralisée.

L'affaire alors fut portée par le mari devant le parquet du tribunal de Grasse. C'est le témoignage de la sœur de Mme Chariot qui a permis l'arrestation du docteur Roussel. Celui-ci, cependant, conteste les faits qui lui sont reprochés.

EN BREF

● Verger-Deportes : la C.G.T. refuse la solution de restructuration. Le syndicat C.G.T. de Verger-Deportes, à Gilly-la-Garnette (Hauts-de-Seine), a refusé, mardi 30 septembre, les propositions de restructuration présentées par l'entreprise Industrielle, et acceptées le matin par le personnel d'encadrement, considérant qu'elles ne présentaient pas de garanties suffisantes et ne prévoyaient pas de mesures pour les quatre cent cinquante salariés licenciés. L'entreprise Industrielle, liée à la Société Générale, proposerait la création d'une nouvelle société, « avec transfert potentiel des activités et maintien de l'emploi, des mille huit cents salariés restants ».

● La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la F.I.R., la F.S.N. et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc.

● A Paris, ce rassemblement aura lieu sur le terre-plein central de la place de la République, de 16 h, 30 à 19 h, 30. Une déclaration commune des organisateurs sera lue vers 18 heures. La C.G.T. annonce la présence de M. R. Maire et de plusieurs autres de ses dirigeants.

● Porto-Rico, qui a le statut d'Etat associé aux Etats-Unis, a entamé une action en justice mardi 30 septembre afin d'empêcher le gouvernement fédéral d'envoyer dans l'île quatre mille cinq cents réfugiés cubains et haïtiens. Porto-Rico est trop pauvre et trop peuplée pour accueillir ces réfugiés, et « on peut s'attendre à des actes de violence et des émeutes », estiment les autorités de l'île. — (A.F.P.)

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans de généraliste de la gestion.

Préparation aux diplômes d'Etat : B.E.C.S.

• B.T.S. d'action commerciale

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprise).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252 27 27

Stabilité et progrès à l'enseignement technique supérieur

CRÉATEURS D'ENTREPRISE

Votre siège à Paris

de 80 à 250 F par mois

Constitution de Sociétés G.E.I.C.A.

55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Rég. G.E.I.C.A. 21289 F

Tél. : 554-11-12

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" (depuis 1950, le mètre)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Bien choisir son canapé

Les Créations Carlis

La Boutique du Canapé-lit

LA GUERANDE

PARIS (7^e) - 548-33-88

13 bis, rue de Grenelle

M. Forlani est chargé de constituer le gouvernement italien

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Chapout - Baignon